

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

DE L'INFLUENCE

DE

LA PRESCRIPTION PÉNALE

SUR L'EXERCICE DE L'ACTION CIVILE

(Etude d'une évolution jurisprudentielle).

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE BORDEAUX

le vendredi 5 février à 3 heures du soir,

PAR

Jacques RIVEL

BORDEAUX

IMPRIMERIE DE L'ACADÉMIE ET DES FACULTÉS

Y. CADORET

3, PLACE SAINT-CHRISTOLY, 3

1932



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

DE L'INFLUENCE

DE

LA PRESCRIPTION PÉNALE

SUR L'EXERCICE DE L'ACTION CIVILE

(Etude d'une évolution jurisprudentielle).

THÈSE POUR LE DOCTORAT

SOUTENUE DEVANT LA FACULTÉ DE DROIT DE BORDEAUX

le vendredi 5 février à 3 heures du soir,

PAR

Jacques RIVEL

BORDEAUX

IMPRIMERIE DE L'ACADÉMIE ET DES FACULTÉS

Y. CADORET

3, PLACE SAINT-CHRISTOLY, 3

1932

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

PROFESSEURS HONORAIRES :

- MM. SAUVAIRE-JOURDAN,  I.; BARDE,   I.; LESCURE,  I.,  I.;
DE BOECK,   I.; NOAILLES,  A.
- MM. FERRON,   I., *Doyen*, professeur de *Droit commercial*.
BENZACAR,   I., professeur d'*Economie politique*.
FERRADOU,  I., *Assesseur du Doyen*, professeur d'*Histoire du droit* et chargé d'un cours d'*Histoire du droit privé* (Diplômes d'études supérieures).
MARIA,  I., professeur de *Droit romain*.
MARGAT,  I., professeur de *Droit civil* et chargé d'un cours de *Droit international privé* (Licence).
BONNECASE,  I., professeur de *Droit civil* et chargé d'un cours de *Droit maritime* (3^e année).
PALMADE,  A.,  I., professeur de *Droit civil*.
VIZIOZ,  I., professeur de *Procédure civile* et chargé d'un cours de *Droit civil comparé* (Diplôme d'études supérieures).
BONNARD,   I.,  I., professeur de *Droit administratif* et chargé d'un cours de *Droit constitutionnel comparé* (Diplôme d'études supérieures).
POPLAWSKI,  I., professeur de *Droit criminel* et chargé d'un cours de *Législation industrielle*.
BOYÉ,  A.,  I., professeur de *Droit romain*.
MOUNIER,  I., professeur d'*Économie politique*, chargé d'un cours d'*Histoire des doctrines économiques* (Diplôme d'études supérieures).
BIBIÉ,   I., professeur de *Droit international public*.
RÉGLADE, professeur de *Droit constitutionnel et administratif*.
GARRIGOU-LAGRANGE, professeur d'*Economie politique* et *Science financière*, chargé d'un cours de *Législation coloniale* (3^e année).
LABORDE-LACOSTE,  I., professeur à la Faculté de droit d'Aix, chargé d'un cours de *Droit civil* (Licence), des cours de *Droit civil* (Capacité) et d'un cours d'*Enregistrement*.
HUBRECHT, agrégé, chargé d'un cours de *Droit romain* (Licence 2^e année), d'un cours de *Pandectes* (Doctorat) et d'un cours d'*Histoire du droit public* (Diplômes d'études supérieures).
ROUSSEAU, chargé de cours (*Droit international public*).

- M. ARTIGUELONG, *Secrétaire*.
M^{me} COSTES, *Secrétaire adjointe*.
M^{me} SOUBIE, *Bibliothécaire*.

COMMISSION DE LA THÈSE

- | | |
|----------------------------------|----------------|
| MM. POPLAWSKI, professeur..... | Président. |
| LABORDE-LACOSTE, professeur..... | |
| HUBRECHT, agrégé..... | } Suffragants. |



DE L'INFLUENCE
DE
LA PRESCRIPTION PÉNALE
SUR L'EXERCICE DE L'ACTION CIVILE
(Étude d'une évolution jurisprudentielle)

INTRODUCTION

Les hasards de la vie juridique nous ayant amené à l'étude des prescriptions en matière pénale et civile, nous avons été frappé de la bizarrerie apparente de la loi qui semble favoriser le délinquant au détriment de sa victime.

Dès le premier abord, la question est singulière. Le Code d'instruction criminelle dispose que l'action pénale et l'action civile, nées d'un même délit, se prescrivent par le même laps de temps. L'étrangeté de ces textes vient de ce que les prescriptions pénales qu'ils établissent sont infiniment plus courtes que la prescription civile ordinaire de trente ans. La victime d'un délit pénal voit ainsi la durée de son droit à réparation réduite dans des proportions très sensibles, souvent à une seule année.

Chacun sait les motifs d'ordre social et moral qui ont amené le législateur à une telle générosité en matière pé-

nale. L'oubli et le pardon se conçoivent facilement pour le crime : le temps a passé; la vie a suivi son cours; les regards se portent vers l'avenir dans l'espoir d'un monde meilleur. Mais lorsqu'il s'agit des intérêts civils des victimes, peut-on leur infliger une telle restriction? Ces mêmes considérations d'ordre public et d'oubli peuvent-elles jouer encore ici au détriment d'un patrimoine privé ?

Les textes du Code d'instruction criminelle ne permettent pas de répondre d'une façon définitive. A première vue, ils semblent assimiler la prescription de l'action civile à celle de l'action pénale, mais, si l'on réfléchit à la portée de ces textes, un doute subsiste.

C'est que la question intéresse bien plus le droit privé que le droit pénal. La victime qui poursuit la réparation du dommage qu'elle a subi s'inquiète fort peu de la condamnation qui pourrait être prononcée contre le coupable; elle ne s'occupe que de ses intérêts pécuniaires, en dehors de l'infraction elle-même. Est-il alors possible d'admettre, dans de telles conditions, que des textes de droit criminel, d'interprétation stricte, puissent influencer sur les problèmes du droit civil ?

Le sujet en pratique présente un très gros intérêt, surtout actuellement en matière d'accidents d'automobile. Chaque accident entraîne avec lui, presque toujours, une série de délits ou de contraventions, et chaque fois se pose la question de la prescription. Si on en juge par le nombre des décisions rendues pendant ces dernières années, il n'est guère de point plus controversé, de question d'application plus courante, puisqu'elle est la base de tout accident causé par un tiers.

Nous n'avons eu pour but que de faire un examen méthodique et une synthèse de la jurisprudence rendue en

la matière. Nous avons borné là notre étude. Supposant connues les grandes discussions doctrinales qui ont agité le monde juridique, nous n'en avons fait qu'un très bref résumé. Elles sont reproduites dans les ouvrages des criminalistes et ne présentent plus à l'étude de points nouveaux (1).

La jurisprudence, au contraire, n'avait jamais encore été étudiée dans son ensemble, ni recueillie et classée de manière à présenter le grand courant qui s'est dégagé depuis le siècle dernier jusqu'à nos jours.

Partie d'une conception exégétique et étroite des textes, la jurisprudence a tout d'abord affirmé de façon absolue sa volonté de respecter ce qu'elle considérait comme l'esprit réel de la loi. Mais peu à peu, sous les besoins de la pratique, elle a été amenée à s'élever au-dessus d'eux et a su parvenir à organiser avec tact et équité la question de l'influence de la prescription pénale sur l'exercice de l'action civile. Son évolution n'a cependant pas été aussi complète qu'on pouvait l'espérer. Nos tribunaux n'ont jamais voulu, en effet, renoncer officiellement à leur interprétation primitive de la loi; ils se sont efforcés seulement de l'annihiler par de nombreuses restrictions ou de multiples cas de non-application chaque jour augmentés.

Ils ont été amenés pour cela à préciser la nature et la portée de l'action civile.

Que faut-il en effet entendre par cette expression?

M. Garraud l'a définie : « Le recours à l'autorité judiciaire qui est exercé par la partie lésée et qui a pour objet de procurer la réparation du préjudice éprouvé. » Elle ressemble ainsi étrangement à l'action en dommages-inté-

(1) Voir le chapitre II de la première partie : les principales théories y sont résumées ou indiquées.

rêts en cas de délit civil. Elle en diffère cependant par ce fait capital que sa source est un délit pénal dommageable. De ce fait, une double conception de cette action peut être envisagée : l'interdépendance de l'action pénale et de l'action civile ou, au contraire, leur indépendance absolue.

Notre droit s'est arrêté, en principe, au premier système; mais dans quelle mesure?

Il est certain que l'action civile n'est pas soumise de façon absolue à l'action publique, puisqu'elle peut être portée devant les tribunaux civils et qu'elle n'exige point, pour sa mise en œuvre, l'exercice de cette action publique.

Elle en dépend cependant de façon suffisamment étroite puisque le criminel tient le civil en état et que l'autorité de la chose qui a été jugée s'impose à celle-ci.

Mais une action, pour pouvoir prendre le qualificatif d' « action civile », doit présenter certains caractères sans lesquels elle ne saurait exister. Le plus important, à notre égard, est la question de rapport entre le dommage subi et le délit. Il faut « que l'action ou l'inaction qu'on reproche ait été la cause déterminante du préjudice dont on prétend demander compte; il faut ensuite que le dommage causé soit entré ou ait pu entrer dans les prévisions de l'agent et qu'une faute lui soit reprochable. Si, en mettant les choses au pire, l'agent n'a pu le prévoir, le résultat de son action ou de son omission est un accident, un de ces cas fortuits dont on ne saurait être responsable. »

C'est sur la solution de ce problème que va porter toute la discussion. C'est par une conception étroite ou large que la jurisprudence pourra restreindre ou étendre la notion « d'action civile ».

La difficulté est d'ailleurs très grande. On conçoit sans peine combien il est délicat de préciser quand la subor-

dination du dommage au délit est suffisante pour donner à l'action en réparation le caractère de « l'action civile ». La jurisprudence a cherché ces limites et s'est efforcée de poser les directives nécessaires.

Elle n'a pu y parvenir. Les données qu'elle a établies sont trop générales pour être suffisantes. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, elle a indiqué non pas les cas où il y avait « action civile », mais ceux, au contraire, où elle ne pouvait être admise. Cette méthode négative ne manquait pas d'être bien imprécise. Elle a eu cependant ce grand avantage de ne pas enfermer les tribunaux dans d'étroites limites; ils ont pu ainsi, dans chaque cas d'espèce, échapper facilement aux inconvénients de la notion d'« action civile ». Tout le long développement de leur évolution n'est qu'un vaste stratagème leur permettant de restreindre, le plus possible, les cas d'application d'une action d'une telle nature. Ils y ont employé tous les arguments, tous les moyens détournés que le droit et la logique pouvaient leur offrir. Ils ont eu, au moins, cette satisfaction d'y parvenir. Comme l'a dit judicieusement un tribunal les articles 637 et suivants du Code d'instruction criminelle ont été abolis par une interprétation judiciaire.

PREMIÈRE PARTIE

APERÇU SUR LE MOUVEMENT LÉGISLATIF ET DOCTRINAL CONCERNANT LA QUESTION

CHAPITRE PREMIER

LE MOUVEMENT LEGISLATIF

SECTION PREMIERE

L'ANCIEN DROIT ET LE DROIT INTERMÉDIAIRE

La caractéristique générale de notre ancien droit est la prédominance de la règle coutumière. Seules quelques grandes institutions, mûries par plusieurs siècles d'étude et d'application, ont donné lieu à des règles d'ordre général fixées par les ordonnances et édits royaux. Le droit criminel fut ainsi, tout naturellement, presque entièrement codifié à la fin de l'ancien régime.

La question importante qui intéresse en notre matière les juristes fut presque exclusivement celle de la prescription de l'action publique. Ils lui donnent tous leurs soins, l'étudient longuement et la fixent pour chaque espèce de délits. Si on parcourt les ouvrages des grands criminalistes des xvi^e, xvn^e et xviii^e siècles, on remarque que la durée de cette prescription suit l'évolution des mœurs

et des idées (1). L'unification se fait : coutumes et édits en fixent généralement la durée à vingt ans; la fameuse ordonnance sur l'instruction criminelle de 1670 la consacre définitivement.

Par contre, les coutumes sont muettes sur la prescription de l'action civile. Aucune ébauche d'une tentative de rédaction ne s'y trouve. Les hommes de lois discutent et appliquent soit le droit romain, qui, d'après certains textes du Digeste, paraît admettre la dualité de la durée de prescription de l'action civile et de celle de l'action pénale (2), soit les règles de logique, qui entraînent aussi vers la thèse de la dualité (3). La Coutume de Bretagne, cependant, dans son article 274, admet formellement la dualité, au moins en matière de vol; c'est du moins ce que nous rapporte d'Argentré (4). Enfin, la Coutume de Bourgogne ramène toutes les prescriptions à trente ans, et les juges l'appliquent à l'action civile (5).

L'impression générale qui se dégage semble être une tendance vers l'unité de prescription des deux actions; mais elle est de longue durée : vingt ans d'après l'édit de 1670. La victime d'un délit ne souffrira pas, en règle générale, de la restriction ainsi faite à son droit, et vingt années de silence établiront la présomption de pardon et d'oubli.

(1) Voir les auteurs cités au chapitre suivant, notamment Serpillon et Dunod.

(2) Ulpien, Dig., III, 6, § : « *Nam est constitutum turpia lucra heredibus quoque extorqueri licet crimina extinguantur.* »

(3) Jousse, *Idée de la justice criminelle* (commentaire sur l'édit de 1670), p. 28; — Dunod de Charnage, *Traité des prescriptions*, part. 2, chap. I, p. 190.

(4) D'Argentré, *Sur l'article 274 de la Coutume de Bretagne : V^o Action de crime*, n^o 6.

(5) Serpillon, *Code criminel*, t. I, tit. XVII, art. xvi, n^o 7, p. 328.

C'est là un point capital que le législateur moderne semble avoir oublié. Il ne retient que l'idée d'unité des prescriptions; il néglige la contre-partie essentielle : la longue durée de cette prescription. De là provient tout le déséquilibre de nos textes, et c'est la source de toutes les difficultés.

Le droit intermédiaire. — En cette période trouble des années révolutionnaires, le législateur n'a eu qu'un but : donner en toute hâte des lois nouvelles à la France. Il en pose les principes, qu'il déclare intangibles et qu'il croit nécessaires à la vie normale. Il ne peut pas dans cette œuvre s'arrêter aux détails; il ébauche simplement sous une forme éphémère ce qui, repris quelques années plus tard, constituera la partie substantielle de la trame de nos lois. Les événements politiques balayent en un seul jour ce qui existait la veille; les codes succèdent aux codes, aussi généreux qu'imparfaits. Le Code pénal du 25 septembre 1791, avec son petit nombre de chapitres, ne pouvait s'occuper de la question. Le temps passe et ramène le calme. La loi reprend alors, dans sa sérénité, sa forme ancienne et s'efforce de régler toutes les questions. Le nouveau Code du 3 brumaire an IV veut arrêter les discussions. Il tranche nettement et pose le principe de l'unité de prescription de l'action pénale et de l'action civile (6).

Mais cette précision indique tout de suite la rupture

(6) Code pénal du 26 septembre 1791, art. 1^{er} : « Il ne pourra être intenté aucune action criminelle, pour raison d'un crime, après trois années révolues lorsque dans cet intervalle il n'aura été fait aucune poursuite. »

Code du 3 brumaire an IV, art. 9 : « Il ne peut être intenté aucune action publique ni civile pour raison d'un délit après trois années révolues à compter du jour où l'existence en a été connue et légalement constatée, lorsque dans cet intervalle il n'a été fait aucune poursuite. »

Art. 10 : « Si dans les trois ans, il a été commencé des poursuites soit criminelles, soit civiles, à raison d'un délit, l'une et l'autre action durent

avec l'ancien droit. Trois années sont accordées à la victime pour agir lorsque le ministère public ne le fait pas d'office; six pour suivre sur les poursuites commencées. Le délai de vingt ans de l'ancien droit a disparu. L'œuvre révolutionnaire a, en effet, pesé sur cette solution. La vieille conception du rôle de la justice a été remplacée par une autre. On voit avant tout le coupable à relever; la victime du délit passe au second plan et est bien près d'être déjà oubliée.

Ainsi le législateur moderne allait se trouver en présence de deux solutions opposées : celle de l'ancien droit, où la question de la dualité est discutée, mais avec, malgré tout, une longue durée de prescription; celle du droit intermédiaire, proclamant l'unité dans un délai très bref.

SECTION II

LE CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE

Aussi étonnant que cela puisse paraître, les textes du Code d'instruction criminelle sont imprécis et parfois muets sur la question. Dans les articles 2 et 3, 637 et suivants, le Code traite de la prescription en matière pénale (7). Mais l'ambiguïté de leur rédaction, l'imprécision

six ans, même contre ceux qui ne seraient pas impliqués dans ces poursuites.

» Après ce terme, nul ne peut être recherché soit au criminel, soit au civil, si dans l'intervalle il n'a pas été condamné par défaut ou contumace. »

(7) Code d'instruction criminelle, art. 2 : « L'action civile pour la réparation du dommage peut être exercée contre le prévenu et contre ses représentants.

» L'une et l'autre (action pénale) s'éteignent par la prescription, ainsi qu'il est réglé au livre II, titre VII, chapitre V : *De la prescription*. »

Art. 3 : « L'action civile peut être poursuivie en même temps et devant les mêmes juges que l'action publique.

» Elle peut aussi l'être séparément. »

Art. 637 : « L'action publique et l'action civile résultant d'un crime de

de leurs termes, l'opposition qu'on y trouve avec les textes si nets du Code de brumaire font renaître toutes les discussions.

Ces textes sont-ils généraux et dérogatoires au droit commun? Ne s'appliquent-ils pas seulement à l'action civile portée devant les tribunaux répressifs? Rien ne permet d'affirmer une solution. Les travaux préparatoires eux-mêmes ne donnent aucun renseignement; Locré ne leur consacre que quelques pages ⁽⁸⁾.

La tendance à l'unité des deux prescriptions paraît cependant consacrée par les textes; mais toujours un doute subsiste. Cette rupture avec la tradition de la longue prescription, du moins en ce qui concerne l'action civile, a quelque chose d'inexplicable. Même en matière pénale, où ils ont tant innové, les rédacteurs du Code d'instruction criminelle se sont inspirés des textes de l'ordonnance de 1670, les copiant parfois presque servilement. Ils n'ont donc pas voulu rompre l'harmonie de notre droit. Dans les parties, cependant, où ils ont appliqué les idées nouvelles, ils l'ont précisé nettement.

nature à entraîner la peine de mort ou des peines afflictives perpétuelles ou de tout autre crime emportant peine afflictive ou infamante se prescriront après dix années révolues à compter du jour où le crime aura été commis, si dans cet intervalle il n'a été fait aucun acte d'instruction ni de poursuite.

» S'il a été fait, dans cet intervalle, des actes d'instruction ou de poursuite non suivis de jugement, l'action publique et l'action civile ne se prescriront qu'après dix années révolues, à compter du dernier acte... »

Art. 638 : « Dans les deux cas exprimés en l'article précédent... la durée de la prescription sera réduite à trois années révolues s'il s'agit d'un délit de nature à être puni correctionnellement. »

Art. 640 : « L'action publique et l'action civile pour une contravention de police seront prescrites après une année révolue à compter du jour où elle aura été commise... si dans cet intervalle, il n'est point intervenu de condamnation... »

(8) Locré, *La Législation civile, commerciale et criminelle de la France*, t. XXVIII, p. 99 et suiv., 167 et s., 181 et suiv.

Le droit criminel s'est séparé définitivement, à cette époque, du droit privé; les dernières attaches qui pouvaient les réunir ont été brisées à tout jamais. N'a-t-on pas voulu par suite ne régir que le pur droit pénal, en laissant la tradition subsister pour le surplus? Le silence du législateur averti n'en est-il pas le témoignage?

SECTION III

LES LOIS NOUVELLES

A l'opposé de la tendance des rédacteurs du Code d'instruction criminelle, il semble que le législateur moderne tende à revenir à la vieille théorie de la dualité des prescriptions. Toute une série de lois votées depuis 1880 jusqu'à nos jours battent en brèche, indirectement ou directement, le principe de l'unité.

Les échecs indirects sont, sans conteste, les plus nombreux : on peut dire que les lois modernes se sont efforcées d'annihiler les effets d'un principe reconnu mauvais.

La loi du 29 juillet 1881 sur la presse, dans son article 65, fixe une prescription unique, extrêmement courte et non susceptible de substitution. Les délais y sont soigneusement indiqués : Tout a été précisé, défini comme si l'on agissait à l'encontre d'une thèse généralement admise. Des raisons toutes spéciales l'imposaient. L'ordre public, ici, prime tout : le repos de tous est en jeu. On lui sacrifie délibérément les intérêts particuliers.

La loi sur les accidents du travail apporte aussi, dans une certaine mesure, nous le verrons au cours de cette étude ⁽⁹⁾, un frein aux conséquences néfastes de la pré-

(9) V. *infra*, tit. IV, chap. III : Les accidents du travail.

tendue théorie du Code d'instruction criminelle. L'action devient toujours civile. Les déchéances injustes qu'imposait la courte prescription sont supprimées.

Le Code de la route, enfin, laisse, en dehors de son champ d'application, toute une série de fautes qu'il n'atteint pas; le seul droit civil régira donc les conséquences dommageables qu'elles causeront aux tiers.

Enfin, tout dernièrement, le législateur a rejeté directement la vieille théorie et proclamé l'indépendance de l'action civile à l'égard de l'action pénale. Dans l'article 3 du décret du 28 décembre 1926, l'état instaure la dualité des prescriptions au profit du domaine public ⁽¹⁰⁾.

L'article 3 de la loi du 26 mars 1930 note également une différence entre l'action civile devant les tribunaux répressifs et l'action ordinaire en vertu de l'article 1382 du Code civil. Sous une forme un peu bizarre, n'est-ce pas la consécration de la thèse de la dualité de la prescription? Pourquoi le législateur prendrait-il le soin de distinguer soigneusement l'action civile devant le tribunal répressif de « l'action ordinaire intentée en vertu de 1382 » (lire l'action civile portée devant la juridiction civile), si ce n'était pour bien marquer leur différence de régime suivant la juridiction devant laquelle elles sont portées? Les travaux préparatoires sont muets ⁽¹¹⁾. Et

(10) Décret du 28 décembre 1926 concernant l'unification des compétences en matière de police de la circulation et de la conservation des voies publiques, art. 3 : « ... Indépendamment de l'amende à laquelle ils se seront exposés, les auteurs ou les personnes civilement responsables seront condamnés, quel que soit le temps écoulé depuis le fait constitutif de la contravention, à la réparation du dommage causé, à la restitution du sol usurpé ou à l'enlèvement des ouvrages faits. »

(11) Loi du 26 mars 1930 réprimant les fausses indications d'origine des marchandises, art. 2 : « Tous syndicats ou unions de syndicats... pourront exercer... les droits reconnus à la partie civile... relativement

pourtant, il ne peut y avoir de doute; le dommage causé par le fait désormais délictueux est exactement le même que celui qui résultait du quasi-délit existant avant la loi. La cause de l'obligation délictuelle qu'elle engendre n'a pas changé. L'ancienne et la nouvelle faute sont absolument identiques. Le législateur a donc considéré comme allant de soi que l'action portée devant les tribunaux civils devait être soumise à des règles différentes de l'action civile intentée en même temps que l'action pénale.

Sans avoir pris peut-être bien conscience de ce qu'il faisait, le législateur s'est laissé entraîner par les événements; il a suivi le nouveau sentier qui s'offrait à lui, sans se douter qu'il rompait délibérément avec les errements du passé.

aux faits prévus par la présente loi ou recourir, s'ils le préfèrent, à l'action ordinaire devant le tribunal civil en vertu des articles 1382 et suiv. du Code civil. »

Travaux préparatoires : Rapport Roustan, 24 févr. 1922, Doc. parlem. Sénat, annexe 136, *J. off.*, 23 mai 1922, p. 99.

Avis de M. Pol-Chevalier, 22 mars 1923, Doc. parlem., Sénat, annexe 228, *J. off.*, 21 avril 1923, p. 61.

Rapport Durand, 17 janv. 1930, Doc. parlem., Chambre des députés, annexe 2745, *J. off.*, 24 juin 1930, p. 10.

CHAPITRE II

LE MOUVEMENT DOCTRINAL

SECTION PREMIERE

L'ANCIEN DROIT

L'absence de toute réglementation des coutumes a été une source de vives controverses doctrinales entre les auteurs de l'ancien droit. L'exposé que nous allons faire n'a pour but que de montrer l'évolution des idées et son influence sur la jurisprudence actuelle. Nous ne remontons, au cours de cette étude qu'au ^{xvii}^e siècle et quelquefois, cependant, au milieu du ^{xvi}^e.

Frappés du bénéfice, de la « grâce » que la loi fait aux criminels en ne les poursuivant plus après un temps révolu qu'elle a fixé, des auteurs s'étonnent qu'on puisse vouloir encore faire plus pour eux que pour les débiteurs civils ⁽¹⁾. « Cette opinion (unité des prescriptions) a paru étrange, écrit Dunod de Charnage s'occupant du vol ⁽²⁾, elle est contre tous les principes du droit qui donnent une action principale qu'on peut exercer pendant vingt ans pour répéter ce qui a été volé; ce n'est pas le

(1) Julius Clarus, *quæst.* 51, n° 33; — Julius Peleus, liv. 3, action 6, d'après Bruneau : *Observations et maximes*, t. I, tit. XXVII, p. 282; — Farinacius, *quæst.* 10, n° 34; — Serpillon, *Code criminel*, II, tit. XVII, art. xvi, n° 7, p. 829.

(2) Dunod de Charnage, *Traité des prescriptions*, part. 2, chap. 9, p. 190.

crime qu'on poursuit, ni la peine du crime que l'on demande, c'est la restitution de son bien... Il (le coupable) ne doit pas être de meilleure condition que ceux qui se sont emparés du bien d'autrui sans commettre un fait punissable et c'est assez pour lui d'éviter la punition qu'il méritait. C'est une grâce que la loi lui fait et qui ne doit pas tourner au préjudice de la partie intéressée ni être étendue au delà de la disposition et des vues de la loi... »

Cette idée de bénéfice accordé aux coupables à l'encontre de ceux qui n'ont pas commis de délit a choqué bien des auteurs et les a arrêtés sur la voie de l'unité des prescriptions.

Cependant, nombreux sont les criminalistes de l'ancien droit qui acceptent et défendent cette unité. Les deux plus grands juristes du droit pénal, Muyart de Vouglans et Jousse, s'y sont ralliés ⁽³⁾, Jousse à regret cependant. Il s'en excuse presque dans son œuvre ⁽⁴⁾, se laissant entraîner par la thèse généralement professée. Il ne peut aller malgré tout à l'admettre entièrement, et la rejette quand elle porte sur la revendication d'un objet volé. Il suit d'ailleurs d'Argentré, ainsi que nous l'avons vu plus haut ⁽⁵⁾.

Rousseau de Lacombe est plus ferme dans son opinion, expliquant la règle dans toute sa rigueur et combattant

(3) Muyart de Vouglans, *Institutes de droit criminel*, 3^e partie, chap. iv, p. 66; Jousse, *Idée de la justice criminelle*, t. I, p. 600-604.

(4) Jousse, *Commentaire de l'ordonnance de 1670*, p. 26 : « Suivant l'ancienne jurisprudence du royaume, plus conforme en cela aux vrais principes, la prescription de vingt ans n'avait lieu que pour le criminel, et l'action civile pour raison des dommages-intérêts durait trente ans; mais les nouveaux arrêts ont jugé le contraire... »

(5) D'Argentré, sur l'article 274 de la Coutume de Bretagne; V^o *Action de crime*, rapporté par Jousse, *loc. cit.*

la théorie contraire (6). L'épanouissement se fait avec Pothier : il présente la question comme ayant fait autrefois l'objet de controverses résolues depuis définitivement (7).

La même tendance à l'unité se révèle aussi dans la jurisprudence, mais cependant, comme dans la doctrine, et peut-être même plus vivace, subsistera la dualité (8).

(6) Rousseaud de Lacombe, *Matières criminelles*, 3^e partie, chap. I, art. 3, p. 284 et suiv.

Voir à cet égard toutes les citations, faites par l'auteur, des juristes ayant étudié la question et où lui-même discute la thèse de l'unité.

(7) Pothier, *Procédure civile*, t. 23, sect. vii, art. 1, p. 408 : « C'était une question autrefois, si la prescription de vingt ans avait lieu à l'égard de la réparation civile; quelques anciens arrêts avaient jugé qu'elle n'avait pas lieu; mais depuis, on a jugé que la réparation civile était un accessoire de l'accusation criminelle et ne pouvait être prétendue sans entrer dans la question du crime, elle était sujette à la prescription de vingt ans... »

(8) Les arrêts rapportés, soit dans les œuvres doctrinales soit dans les recueils spéciaux, établissent nettement l'évolution de la jurisprudence des parlements. Charondas de Caron rapporte un arrêt de la Tournelle de 1563, où la prescription de trente ans est formellement admise (a). Louet confirme cette jurisprudence : « L'ancienne était, écrit-il, que la prescription de vingt ans n'avait lieu que pour le criminel... et non pour le civil; que pour raison d'une même chose, encore que le crime soit éteint, on peut procéder civilement et prendre l'action civile. » (b). La jurisprudence du Parlement de Paris pouvait paraître ainsi bien établie. (Arrêt du 29 mars 1649 rapporté par Rousseaud de Lacombe, *Matière criminelle*, 3^e partie, chap. 1, sect. 3, p. 284; Arrêt août 1868, rapporté au *Recueil des sommaires du Palais*, n° 66), reconnaissant le principe de la dualité des prescriptions. Les Parlements de Dijon et de Toulouse, de Grenoble et de Besançon (Arrêts de Dijon, 18 janv. 1673, rapporté par Serpillon, *Code criminel*, t. I, p. 828; 16 janv. 1660, rapporté par Merlin, *Répertoire, prat. V^o Prescription*; arrêts de Toulouse, 14 août 1631, 7 mai 1693, 22 juill. 1709, rapportés par Merlin, *loc. cit.*), jugeaient de même; celui de Rouen, hésitant, semblait suivre. Et pourtant le parlement de Paris va bientôt venir à la thèse de l'unité.

(a) Arrêt de la Tournelle de 1563 rapporté par Charondas de Caron, livre 6, respons 87 : « Les enfants d'un défunt, y est-il jugé, peuvent faire poursuivre civilement après vingt ans pour leur intérêt à cause de la mort de leur père contre celui par lequel ils prétendaient qu'il avait été tué... La poursuite de la réparation civile, comme tout autre personnelle, ne se prescrit que par trente ans. »

(b) Louet, *Recueil de plusieurs arrêts*, t. I, sommaire 47, p. 306, et

A la Révolution, les parlements sont encore partagés sur la question et influent même sur les auteurs. Il est, en effet, curieux de remarquer que les criminalistes qui ont adopté et défendu la thèse de l'unité de la prescription habitent le ressort du Parlement de Paris, où cette doctrine a triomphé⁽⁹⁾. Au contraire, les parlements de province, qui ont conservé la vieille théorie, ont soutenu et aidé leurs auteurs (Serpillon)⁽¹⁰⁾.

En résumé, on peut dire avec Le Sellyer⁽¹¹⁾ : « De tout ce qui précède résulte :

» 1° que dans l'ancien droit la question de savoir si l'action civile pour réparation d'un crime ou d'un délit se prescrivait en même temps que l'action publique, divisait les auteurs et les parlements;

sous lequel est rapporté l'arrêt du 22 mars 1572 : « par lequel, encore que la Cour eût déclaré le crime de vol prescrit par vingt ans, elle renvoya les parties par devant le premier juge pour procéder civilement par la répétition des choses prétendues volées » ... « sont intervenus, dit Louet, plusieurs arrêts semblables ».

(9) Une série d'arrêts de principe posent la question dans toute son ampleur. L'arrêt de la Tournelle du 22 janvier 1600 est significatif : les avocats furent avertis de n'avoir plus à douter de la solution nouvelle (Rouen, arrêts 26 juin 1662 pour l'unité, rapportés par Merlin; 22 avril 1671 contre l'unité, *loc. cit.* Le Preste, Centurie II, chap. VIII, p. 367.) L'arrêt du 11 février 1604 et l'arrêt de la Tournelle du 6 juillet 1703 (a), rendu sur les conclusions de l'avocat général Omer Joly de Fleury, fixent la nouvelle orientation du Parlement de Paris.

(a) Arrêt de 1604; Louet, *Recueil de plusieurs notables arrêts*, t. I. C., sommaire 47, p. 302, car, dit l'arrêt : « toutes choses qui s'acquièrent par prescription sont favorables... la longueur du temps qui apporte toute sécurité aux actions des hommes et repos à leur esprit. »

Arrêt de 1691; Bruneau, *Traité des criées*, 2^e partie, p. 440 : « La maxime est certaine que le crime est éteint, assoupi, effacé et prescrit par vingt ans... tous ont jugé que l'action criminelle, tant pour le crime que pour l'intérêt civil, est éteinte et prescrite contre majeurs et mineurs par ving ans, présents et absents. »

(10) Muyart de Vouglans, Jousse, Bruneau, Rousseaud de Lacombe, Pothier, dépendent du Parlement de Paris. Serpillon, au contraire, est de Bourgogne : « Notre coutume », écrit-il, en parlant de celle de Bourgogne.

(11) Le Sellyer, *Traité de l'exercice et de l'extinction des actions publiques et privées*, t. II, n° 346.

» 2° que le Parlement de Paris, en particulier, qui d'abord jugeait que la prescription de l'action civile était indépendante de l'action pénale, avait fini par admettre l'opinion contraire, laquelle était devenue sa jurisprudence constante.

» 3° que cette jurisprudence était absolue et s'appliquait par la manière dont elle était expliquée, soit au cas où l'action civile était exercée accessoirement à l'action publique devant les tribunaux criminels, soit au cas où elle était exercée principalement devant les tribunaux civils. »

Le droit intermédiaire. — Il ne peut plus être question de discussions doctrinales sur la question; les textes formels et précis du Code de brumaire ne laissent place à aucune controverse. L'identité est absolue entre la durée de la prescription de l'action publique et celle de l'action civile.

SECTION II

LE DROIT MODERNE

A l'opposé du Code de brumaire, le Code d'instruction criminelle n'a pas tranché nettement la question de la durée des prescriptions : cette ambiguïté inexplicable fut la source d'une controverse doctrinale des plus vives, qui se déroula pendant tout le cours du xix^e siècle : les auteurs se sont partagés sur le sens et la portée des articles 2, 3, 637 et suivants de ce code. De nos jours encore, l'unité qui s'était faite au début du xx^e siècle apparaît comme bien précaire et la règle de l'unité de la prescription est battue en brèche par tous les auteurs, du moins en législation sinon en droit positif ⁽¹²⁾.

(12) La thèse de l'unité des prescriptions a été soutenue par MM. Couturier, Merlin, Legraverend, Mangin, Faustin-Hélie, Boitard, Rauter, Le

Dès le lendemain même de la publication du code les discussions commencent : les criminalistes cependant sont retenus par la puissance et l'imposante autorité de l'œuvre législative de Napoléon. Pleins de respect pour elle, ils n'en montrent les imperfections que d'un doigt timide. Avec quelle discrétion Bourguignon nous indique que la question peut exister et qu'il faut la trancher par la dualité de la prescription. Il s'efface derrière la Cour de cassation ⁽¹³⁾. De même, en termes mesurés, Cousturier ⁽¹⁴⁾ et Carnot ⁽¹⁵⁾ exposent leur opinion.

La question pourtant apparaît comme essentiellement pratique. Au lendemain de la Révolution, elle mérite d'être étudiée. C'est qu'elle est en effet d'une acuité pressante. Les victimes des exactions révolutionnaires veulent essayer de faire rendre gorge à leurs spoliateurs. A l'opposé, les situations acquises sont menacées par de prétendues victimes. Chaque jour les tribunaux jugent; les décisions s'accumulent, contradictoires; les plaideurs sentent la sécurité juridique leur échapper et l'arbitraire réapparaître. Le temps, heureusement, a coulé lentement; les juristes ont repris

Sellyer, Rodière, Van Hoorebeke, Achille Morin, Sourdat, Brun de Ville-ret, Marcadé, Duranton, Troplong, Aubry et Rau, Baudry-Lacantinerie, Muteau; la thèse de la dualité, par MM. Bourguignon, Carnot, Bertauld, Collet et Beudant.

(13) Bourguignon, *Code criminel*, t. II. p. 539 : « Il n'est pas douteux que lorsque l'action publique et l'action civile sont exercées simultanément, elles se prescrivent l'une et l'autre par le même temps et dans les cas déterminés par les articles 637 et 638. Mais lorsque la partie civile exerce par la voie civile son action en restitution ou en dommages-intérêts naissant d'un crime ou d'un délit, cette action peut-elle être repoussée par le même genre de prescription? La Cour de cassation a jugé la négative... »

(14) Cousturier, *Prescription en matière criminelle*, p. 76, n° 85 : « Celui qui excipe d'un crime ou d'un délit dans l'unique but de repousser une action intentée contre lui n'exerce pas une action en réparation; il use seulement d'une défense de droit naturel. »

(15) Carnot, *Commentaire sur le Code pénal*, t. I, p. 52.

l'étude des textes, les ont disséqués; chacun s'efforce d'apporter à la solution du problème le résultat de son travail et de ses méditations. Le partage va se faire sur la théorie de l'unité ou de la dualité des prescriptions.

Quelque difficile qu'il soit de chercher à fixer dans des limites précises, dans l'espace ou le temps, l'influence d'une théorie et sa prédominance, on peut cependant distinguer trois périodes dans l'histoire de l'évolution doctrinale : la première irait du Code d'instruction criminelle à l'année 1875 environ et se caractériserait par la lutte engagée entre les criminalistes pour la consécration de l'une ou l'autre thèse; la deuxième s'étendrait de 1875 jusque vers le début du xx^e siècle (1905 à 1910) et marquerait l'apogée de la thèse triomphante de l'unité des prescriptions alors admise sans conteste; la troisième représenterait le dernier état de la doctrine moderne dans la condamnation de la règle de l'unité, tout au moins en législation.

Pour présenter commodément dans la première période, la plus intéressante, les deux thèses qui s'affrontent, il nous a paru pratique de citer quelques extraits de leurs plus illustres représentants.

« La question s'est élevée, écrit Faustin Hélie ⁽¹⁶⁾, de savoir si la prescription doit être appliquée à l'action civile lorsque cette action est portée devant les tribunaux civils... La loi criminelle n'aurait point dû s'occuper de la prescription de l'action civile si cette prescription n'avait dû la frapper que devant la juridiction répressive, puisqu'elle n'y peut paraître qu'accessoirement à l'action publique. Les dispositions des articles 637, 638 et 640 sont donc générales. On en trouve la preuve, d'ailleurs, dans

(16) Faustin Hélie, *Traité de l'instruction criminelle*, t. II, n° 113 et suiv.

les articles 2 et 3 du Code d'instruction criminelle, qui portent que l'action civile peut être exercée séparément, c'est-à-dire devant la juridiction civile, et que les deux actions s'éteignent par la prescription, ainsi qu'il est dit au livre II, chapitre de la prescription. La loi ne fait donc pas dépendre l'application de cette règle de la nature de la juridiction. » C'est la même idée que présente Boitard pour la défense de cette théorie (17). Il ne faut pas s'écarter du texte, et Boitard ne veut considérer que lui; il fait abstraction du monde extérieur, pour ne voir que les quelques lignes des articles 637 et suivants. Le législateur y a placé côte à côte les termes d'action publique et d'action civile : c'est bien volontairement qu'il l'a fait (18). L'inutilité de ces textes apparaît encore, expose Boitard, avec la thèse de la dualité, car d'après lui elle ne fait que vouloir consacrer l'application du droit commun à une matière exorbitante de son cycle par sa nature même et dont des textes précis viennent encore l'éloigner (19).

(17) Boitard, *Leçon de droit criminel*, 44^e leçon, écrit : « Dire que l'action civile aussi bien que l'action publique sera prescrite après dix années, c'est dire qu'elle sera éteinte; ce n'est pas dire assurément qu'après dix années on aura perdu la faculté de saisir un tribunal, mais garder le droit d'en saisir un autre. Ce serait un étrange langage pour annoncer qu'une action dure, pour annoncer qu'on peut valablement la porter pendant trente ans devant les tribunaux civils, de dire : « Après dix ans, elle est prescrite. »

(18) Boitard, *loc. cit.* : « Ce n'est pas une inadvertance du Code qui aurait glissé dans l'article le mot d'action civile à côté de celui d'action publique. Il faut songer que la même question de concours entre la peine et la réparation civile s'est présentée dans les articles précédents; or, dans les deux articles, il a soigneusement évité la confusion; il a pris soin de nous dire que si par vingt ans on prescrivait contre la peine, c'était par trente ans seulement (art. 642) qu'on prescrivait contre les dommages-intérêts adjugés par jugement. Or, est-il vraisemblable qu'après avoir si soigneusement distingué entre la condamnation prononcée, entre la peine et les indemnités, le législateur ait confondu par inattention, ou oubli, l'action civile et l'action publique dans l'article 637. »

(19) De même Duranton, t. XVI, n^o 707, p. 720, expose la même idée : « Mais alors il était bien inutile d'en faire mention (action civile), car il

Il faut remarquer dans cette doctrine le souci constant des auteurs de rester en contact avec le texte de la loi; on est étonné de leurs formules exégétiques et rigides. La différence est frappante avec les écrits des auteurs admettant la thèse de la dualité, qui s'élèvent au-dessus des textes pour en discuter la portée juridique et sociale.

Le Sellyer seul a su abandonner cette justification un peu terre à terre et élever le débat dans le domaine moral : « Si l'on n'admettait pas, écrit-il ⁽²⁰⁾, que l'action civile soit prescrite devant les tribunaux criminels, il s'ensuivrait qu'après l'expiration des délais prévus par les articles 637, 638 et 640 le coupable se trouverait encore exposé, contrairement à la volonté de la loi, par suite du procès civil à subir la peine morale résultant du déshonneur que produirait pour sa personne la condamnation civile. Cette peine morale s'ajouterait chez lui à la peine, morale aussi, des inquiétudes et des angoisses qu'il a éprouvées jusqu'à ce que la prescription criminelle se fût accomplie, parce que le législateur l'a jugée suffisante pour l'expiation de son crime. Sous ce rapport, le but que s'est proposé le législateur en établissant des délais particuliers de prescription pour les contraventions, délits et crimes sera

allait de soi qu'elle se trouvait éteinte dès que l'action publique le serait. Les tribunaux criminels, n'ayant plus à s'occuper de celle-ci, n'avaient plus, par cela même, à s'occuper de celle-là; le principal ne subsistant pas, l'accessoire s'évanouissait de lui-même. Or, l'article 2 du même Code, après avoir dit que l'action publique est éteinte par la mort du prévenu et que l'action civile pour la réparation du dommage peut être exercée contre lui et ses représentants, ajoute : « L'une et l'autre s'éteignent par la » prescription, ainsi qu'il est dit... » D'après cela, il est bien évident qu'il s'agit aussi de l'action civile exercée devant les tribunaux civils, puisque les représentants de l'auteur du fait ne peuvent être poursuivis que devant ces Tribunaux seulement.

(20) Le Sellyer, *Traité de l'exercice et de l'extinction des actions publiques et privées*, t. II. n° 548, p. 181.

manquée. » C'est faire du sentiment et des générosités avec l'argent d'autrui, lui répondra Bertauld.

Ayant admis la thèse de l'unité des prescriptions, les auteurs ont déduit quelques grands corollaires pour en préciser l'application. Brun de Villeret, notamment, quoique partisan convaincu de l'unité, en restreint la portée à l'introduction de l'instance ⁽²¹⁾. Une fois l'action engagée, l'unité disparaît : l'action publique restera liée à la courte prescription, mais l'action civile, suivie devant la juridiction civile, ne connaîtra plus cette brève existence. L'auteur, d'ailleurs, n'en donne aucune raison bien valable, si ce n'est le silence de la loi et les nécessités économiques. C'est la conclusion un peu décevante de son étude sur la question. Mangin ⁽²²⁾ est plus ferme dans son opinion. Il tire de son point de départ plus de conséquences et ne craint pas de poser l'effet absolu de la prescription par la présomption légale que le fait dédommageable n'a pas existé. Il rejette même la distinction des anciens criminalistes concernant les dommages-intérêts « qui forment un capital par eux-mêmes, comme la restitution des choses volées, et les dommages-intérêts qui ne sont qu'un accessoire du fait incriminé. » Mais malgré tout il est obligé de reconnaître que cette unité cesse une fois l'action civile engagée devant le tribunal civil ⁽²³⁾. L'action a

(21) Brun de Villeret, *Prescription en matière criminelle*, n° 359, p. 326 et suiv.

(22) Mangin, *Traité de l'action publique*, t. II, n° 360 et suiv.

(23) Mangin, *loc. cit.*, n° 360 : « En effet, en permettant à la partie civile de porter son action devant la juridiction ordinaire, la loi a promis par cela même la protection dont elle couvre tous les intérêts soumis au jugement de cette juridiction. Ce serait d'ailleurs un système bizarre que celui qui amènerait un amalgame de formes de la procédure criminelle et de la procédure civile et contraindrait une partie à faire devant les tribunaux civils des actes que le Code de procédure civile ou le tarif n'autorisent pas. »

perdu tout caractère pénal et il ne faut plus voir que la demande formée dans les limites du droit privé. Les auteurs qui professent en effet la théorie de l'unité des prescriptions ont senti tout ce qu'elle avait d'injuste et ont cherché, par suite, à en limiter les effets : ceci explique pourquoi dans leurs ouvrages, après avoir posé le principe, ils s'efforcent, par des concessions, d'en restreindre l'application.

Plus logique et plus séduisante apparaît alors la thèse de la dualité des prescriptions. Gênés par des textes qui leur étaient défavorables, les criminalistes ont dû étudier la structure même de l'action civile et rechercher les contradictions et les difficultés où conduisait la théorie précédente. Aux deux seules raisons réelles et sérieuses de leurs adversaires, ils opposent tout un arsenal d'arguments qui pressent le lecteur et l'entraînent de leur côté. L'admirable leçon de Bertauld respire de cette vie intense et nous trouble profondément. Après avoir posé le problème, Bertauld réfute la solution précédente. Avec une ironie très fine il oppose d'abord la réalité matérielle du préjudice subi à sa réparation par les remords du délinquant (24 et 25). Puis étudiant de près les textes, il montre

(24) Bertauld, *Cours de Code pénal*, p. 625 et suiv. : « En supposant que la peine infligée ne fût légitime qu'à titre d'acquit d'une dette envers la justice morale et que les inquiétudes et les angoisses de l'agent pussent être acceptées comme expiation suffisante, comment les inquiétudes et les angoisses pourraient-elles être considérées comme moyen de libération d'une dette civile? Comment les inquiétudes et les angoisses de l'agent pourraient-elles être offertes en paiement à la partie lésée pour laquelle elles ne sont d'aucun profit? Comment tiendraient-elles place d'une réparation pécuniaire? »

(25) Collet, *Revue critique de législation*, 1868, t. XXXIII, p. 1 : « Est-ce en vertu de cette idée un peu chimérique de l'expiation par le remords que l'on voudrait proscrire toute action dont le but serait d'arracher au coupable la jouissance d'un bien mal acquis. »

qu'il y a côte à côte deux prescriptions distinctes. C'est même là, dit-il, où en sont arrivés les partisans de la thèse de l'unité, qui ont dû reculer devant des conséquences logiques, mais par trop rigoureuses. Cette limitation qu'ils apportent, Bertauld la considère comme étant la ruine même de leur système et il s'applique à en relever toutes les anomalies.

S'il y a unité des prescriptions, il doit y avoir unité de règles; toute atteinte à l'une touche l'autre. Si donc on interrompt la prescription civile on interrompra par là même la prescription pénale. Cousturier est allé jusque-là; Le Sellyer et Mangin ne l'ont pas osé⁽²⁶⁾. Si l'une est d'ordre public, l'autre doit l'être aussi : même recul, constate Bertauld. Tout le monde admet que le délinquant va bénéficier de la réduction de prescription que peut accorder une loi nouvelle : il devrait en être de même de la prescription civile; personne n'a osé le dire, remarque encore Bertauld⁽²⁷⁾. L'amnistie n'influe pas sur la durée

(26) Bertauld, *loc. cit.* : « M. Le Sellyer a compris combien il serait injuste de priver la partie lésée du temps qui manquerait à l'accomplissement de la prescription établie par la loi ancienne; aussi a-t-il reculé devant les conséquences de la théorie qu'il professe. Suivant ce jurisconsulte, sans ce cas exceptionnel, l'action civile survit à l'action publique. La raison corrige ici les déductions de la logique. Ne vaudrait-il pas mieux, toutefois, se rallier à une doctrine contre laquelle ne protesterait aucune de ses applications. »

(27) Bertauld, *loc. cit.* : « En matière civile, le principe est que la loi en vigueur au moment où la prescription commence est la seule d'après laquelle on doit déterminer les conditions nécessaires pour prescrire et que notamment une loi nouvelle ne peut abrégier le délai sur lequel comptait le titulaire du droit menacé ! Au contraire, en matière pénale on admet aujourd'hui généralement que la loi, au moins quand elle abrège la prescription et améliore ainsi la condition de l'agent, est rétroactive. *Quid* de la partie civile ? La réduction de la durée de prescription sera l'anéantissement du droit aux dommages-intérêts. Soumettez l'action civile même devant la juridiction civile aux règles de la prescription de l'action publique, vous frappez, vous détruisez un droit sans l'avoir averti; laissez,

de l'action civile; ses effets ne sont-ils pas analogues à ceux de la prescription ? La même idée n'est-elle pas à la base ? Pourquoi cette différence de traitement ? L'acquiescement arrête l'action pénale; mais la juridiction civile va pouvoir souvent condamner quand même, le scandale se poursuivra longtemps. Pourquoi encore cette différence ? Toutes ces critiques qu'il formule en logique assaillent les textes dont on veut arguer et on en conclut, comme Bertauld, que le Code d'instruction criminelle est loin d'être aussi explicite qu'on le prétend. Sa rédaction a fait et était de nature à faire naître des controverses. Cependant la présomption n'est-elle pas que le Code d'instruction criminelle, c'est-à-dire la loi pénale, n'a entendu régir l'action civile qu'en tant qu'elle était déférée aux juridictions pénales, qu'en tant qu'elle était l'accessoire de l'action répressive.

C'est à cette conclusion qu'aboutit aussi, dans un article paru dans la *Revue de législation*, M. Collet⁽²⁸⁾. Il s'efforce surtout de montrer l'inanité de la thèse de l'unité des prescriptions dans le cas de l'action dirigée contre la personne civilement responsable. Trois arguments sont exposés, dans la thèse de l'unité, pour assujettir cette action à la courte prescription : c'est une action accessoire, qui ne peut durer plus que l'action principale, contre l'auteur direct du délit; les textes ne distinguent pas et s'appliquent à toute action qui a pour objet la réparation du dommage; le tiers civilement responsable

au contraire, l'action civile devant les tribunaux civils sous l'empire des règles de la prescription civile, tous les intérêts seront sauvegardés; l'intérêt privé ne sera pas immolé sans nécessité à l'intérêt social. »

(28) Collet, *Revue critique de législation*, 1868, t. XXXIX, p. 1 et suiv.

serait privé de son recours contre le principal obligé. M. Collet s'efforce d'écarter cette argumentation. La responsabilité du tiers civilement responsable ne peut pas prendre sa source dans le délit, dit-il; cette impossibilité vient de l'idée même de la personnalité des faits délictueux ⁽²⁹⁾. La source de responsabilité du tiers responsable se trouve dans sa faute personnelle, dans l'obligation de garde qui lui était confiée et qu'il a mal assurée. Cette obligation n'est pas, par suite, accessoire à une action pénale et n'en dépend pas, puisque le tiers responsable peut être poursuivi alors même que l'auteur du délit n'est pas connu. Les textes ne distinguent peut-être pas; mais cela est fort simple pour Collet, c'est qu'ils ne s'appliquent pas à cette action : ils ne concernent que l'action directe contre le délinquant; dès lors il ne pouvait être question d'y soumettre une action ne dépendant que du droit civil pur ⁽³⁰⁾; l'article 3, qui en parle, ne vise qu'une simple question de compétence. La privation du recours contre l'obligé principal ne peut non plus influencer, pour la même

(29) Collet, *loc. cit.* : « Nous le nions de la façon la plus formelle et nous ajoutons qu'ainsi expliquée la responsabilité civile ne se comprendrait pas. Elle serait la négation d'un des principes essentiels de notre droit criminel, le principe de la personnalité des faits délictueux. Comment admettre que la cause de l'obligation du maître soit le délit de son ouvrier et que son obligation naisse d'un fait qu'il n'a pas commis. Les auteurs ne s'y sont pas trompés et ils les distinguent quant à leur nature et quant à leur origine. » L'auteur cite alors Chauveau et Hélie, Marcadé; il continue : « La cause, c'est l'obligation de réparer les conséquences du fait d'autrui; que ces faits soient des crimes, des délits ou des quasi-délits, cela ne change pas la nature de l'obligation, l'engagement ne naît pas de ces faits; mais ils viennent donner occasion d'appliquer l'engagement et de s'en prévaloir. »

(30) Collet, *loc. cit.* « Le texte n'a pu dire ce qu'il semble exprimer. Il parle de l'action publique et de l'action civile, mais de celle résultant d'un crime (nous savons ce que l'auteur entend par là); l'action en responsabilité ne résulte pas d'un crime, mais d'un quasi-délict. »

raison. L'action récursoire dépend du pur droit civil, en dehors de toute action pénale.

Entre ces deux thèses opposées, il est apparu une théorie transactionnelle exposée par Beudant⁽³¹⁾. Le savant professeur constate que la thèse de la dualité semble désormais une cause perdue et ne veut pas combattre pour une chimère; il abandonne à ses vainqueurs toute une partie de leurs conquêtes. Il ne contestera plus que la thèse de l'unité doit triompher en ce qui concerne l'action dirigée directement contre l'auteur du délit. Il suit l'opinion de la majorité et se soumet aux textes; mais, convaincu que la thèse n'est pas bonne, quoique imposée par la loi, il s'efforce de la limiter étroitement. Il rejette l'opinion de cette même majorité en ce qui concerne la question du tiers civilement responsable. Ce sont deux actions totalement différentes et dans un raccourci impressionnant il nous montre la véritable nature juridique de l'une et de l'autre⁽³²⁾.

L'action est dirigée contre l'auteur pour un fait personnel, pour la réparation de son délit; contre le tiers civilement responsable, elle consacre seulement le manquement à son obligation de garde, et il cite cette phrase de Faustin Hélie⁽³³⁾ : « Les faits sont personnels; la loi qui violerait cette règle fondamentale de l'imputabilité des actions humaines, en faisant peser sur un autre homme la responsabilité d'une action qui lui est étrangère, serait subversive de toute justice morale. »

(31) Beudant, note Dalloz, 1869. 1. 217.

(32) Beudant, *loc. cit.*, §§ 6 et 7 à comparer avec la citation précédente de Collet. Les deux auteurs sont aussi affirmatifs et catégoriques l'un que l'autre.

(33) Faustin Hélie, *Théorie du Code pénal*, t. I, p. 588.

Beudant développe sa thèse et cite à son appui un dernier argument, vraiment difficile à écarter; avant la loi du 22 juillet 1867, les condamnations prononcées en vertu de la responsabilité civile n'étaient pas susceptibles de contrainte par corps; c'est donc bien qu'elle correspondait à une obligation différente.

La deuxième période marque le triomphe de la thèse de l'unité des prescriptions dans toutes ses conséquences, soit qu'elle vise l'auteur direct du délit, soit qu'elle soit dirigée contre le tiers civilement responsable. On ne la discute plus; on l'admet sans réserve, sans conteste; elle est une vérité absolue devant laquelle on s'incline. Aucun incident ne marque cette période. Les auteurs qui étudiaient la question ne lui consacrent plus que les quelques lignes brèves d'une solution désormais acquise ⁽³⁴⁾.

La doctrine récente, sous la pression des événements dont nous allons parler dans le chapitre suivant, a repris la discussion ancienne, mais d'une autre manière. En législation, elle condamne la thèse de l'unité; mais elle doit l'accepter, contrainte et forcée, comme écrite dans le Code d'instruction criminelle. Tout son effort consistera dans son ingéniosité à l'annihiler ⁽³⁵⁾. Quelques arrê-

(34) Aubry et Rau, 3^e éd., t. VI, §§ 443 et suiv., p. 360; Le Poittevin, Note sous Cassation, S. 1899. 1. 82; Baudry-Lacantinerie, *De la prescription*, 4^e éd., n^o 369, p. 500 et suiv.

(35) Tissier (Baudry-Lacantinerie), *De la prescription*, 4^e éd., nos 626 et suiv., p. 477 : « Telle est la solution (unité) qui a prévalu en doctrine et en jurisprudence. En législation, elle paraît avoir plus d'inconvénients que d'avantages : elle unit deux prescriptions qui, par leur nature et leur objet, sont distinctes et devraient être séparées. Mais les textes sont trop formels pour qu'on puisse la mettre en doute; ils nous faut en suivre l'application, qui donne lieu à de grandes difficultés. L'idée principale qui doit guider dans cette application est que, l'article 2262 constituant le principe général en matière de prescription, il faut y revenir chaque fois qu'on n'est pas dans l'hypothèse précise visée

tistes même ont repris la thèse de Beudant et condamnent la règle en droit positif⁽³⁶⁾.

par les textes du Code d'instruction criminelle et, en outre, chaque fois qu'on est en présence d'une action trouvant sa base et sa justification en dehors même du fait délictueux. »

Demogue, *Traité des obligations*, t. IV, nos 572 et suiv.

Planiol et Ripert, *Traité pratique de droit civil français*, t. VI : « Des obligations », nos 672 et 673, p. 906 et suiv : « Il est choquant que l'action en réparation ait une durée moindre dans le cas où le fait, comme le prouve l'intervention de la loi pénale, est particulièrement condamnable. Et si l'auteur du dommage évite la réparation en invoquant le caractère criminel de son acte, le scandale, qu'on appréhenderait, se produit sous une autre forme. » Voir aussi les notes de Nast, D., 1910. 1. 201, et Savatier, D., 1927. 1. 147 et D., 1928. 1. 153.

(36) Voir note R. C., *Gaz. Pal.*, 1928. 2. 372, et conclusions ministère public sous Paris, 28 oct. 1921, *Gaz. Pal.*, 21. 2. 475.

CHAPITRE III

LES CAUSES ECONOMIQUES ET MORALES DE CE MOUVEMENT

SECTION PREMIERE

L'ANCIEN ÉTAT DE CHOSSES.

Depuis le 18 brumaire an VIII, Napoléon tient la France dans ses mains. Il est empereur depuis 1804. Le calme est revenu partout; le souffle de la tourmente révolutionnaire s'est apaisé. L'ordre règne, l'empereur voit tout, régit tout : la vie a repris sa sérénité. Le 27 novembre 1808, le Code d'instruction criminelle est promulgué.

Aux violences sanglantes et aux excès de la Terreur a succédé une période de tranquillité : peu de crimes, peu de délits de droit commun; la répression en est d'ailleurs sévèrement poursuivie.

Les délits involontaires, d'imprudence, sont encore à peu près inconnus. Les conditions de la vie économique ne s'y prêtent guère. Malgré les efforts des ministres de la fin de l'Ancien Régime ou de l'Empire, c'est encore la petite industrie qui domine. Les ouvriers y travaillent peu nombreux. Il n'existe que peu de machines, et elles sont bien peu dangereuses. L'artisanat règne encore dans toutes les branches de l'industrie. Les accidents du travail sont rares. Les accidents de la circulation sont peut-être assez fréquents, mais en général sans gravité, et la

personne du voyageur est bien plus en danger du fait du bandit de grand chemin que de celui qui peut résulter du bris d'une roue ou d'un accrochage de diligences. La rubrique funèbre de la route rouge n'est pas née. A la ville, les voitures ne vont pas vite; elles sont peu nombreuses et ont encore conservé le respect des piétons; au demeurant la circulation est aisée.

La règle de l'unité des prescriptions semble pouvoir suffire et même présenter une certaine utilité. Elle ne s'applique véritablement que dans les cas assez rares que la loi a prévus. Pourtant, malgré cela, les décisions des tribunaux nous en montrent chaque jour le mauvais côté.

SECTION II

LES FAITS NOUVEAUX : LES ACCIDENTS DU TRAVAIL;

LES ACCIDENTS D'AUTOMOBILES

Deux séries de faits ont influé de façon particulièrement nette et importante sur l'évolution de la doctrine et de la jurisprudence : les accidents du travail et les accidents d'automobiles. De toutes les transformations de la vie économique et sociale qui se sont succédé depuis le début du *xix*^e siècle, on peut dire que les deux séries de faits indiqués sont celles qui ont le plus modifié la vie normale des hommes.

Les accidents du travail apparaissent les premiers. Vers l'année 1840, une révolution se fait dans la vie économique et sociale : la grande industrie est née. Les chemins de fer apparaissent vers 1838. Les patrons se groupent, les capitaux se réunissent, pour former de grosses sociétés. Le second Empire en assure le développement. Le

magnifique essor économique de la France de 1860 amène les grandes usines, les grandes concentrations d'ouvriers. Chaque jour les sociétés, de plus en plus puissantes, augmentent leur production. Ce ne sont plus les anciens et bien faibles outillages d'autrefois. De toutes parts surgissent des machines complexes, délicates, dangereuses. Leur emploi se développe sans cesse, entraînant avec lui le lourd tribut des accidents journaliers. Les mines s'accroissent, la population minière aussi; les accidents suivent la même progression.

Pour bien comprendre l'influence considérable de ces accidents sur la théorie juridique de l'unité ou de la dualité des prescriptions, il faut se rappeler que l'ouvrier blessé au cours de son travail est alors soumis au droit commun, c'est-à-dire qu'il doit prouver, pour obtenir réparation, la faute de son patron. Or un tel accident entraîne par lui-même presque toujours le délit de blessures involontaires ou d'homicide par imprudence. L'ouvrier qui agit le fait sous forme d'action civile accessoire à une action pénale, soumise par là à la courte prescription criminelle. Par une ironie cruelle du sort, les mesures prises en faveur de l'ouvrier se retournent contre lui. Les machines employées dans l'usine sont dangereuses; les patrons doivent, par suite, les munir d'appareils protecteurs, prendre telles précautions qu'il convient pour éviter un accident. Des contraventions de police sanctionnent les infractions à ces prescriptions tutélaires. Mais alors, à nouveau l'ouvrier blessé trouve à la base de son action une contravention. Quel danger pour ce malheureux. S'il n'a pas la précaution, la sagesse de poursuivre aussitôt son patron, il voit opposer à son droit à réparation les textes dangereux des articles 637 et suivants. La courte

prescription pénale s'avéra alors comme une source de misère et d'injustice; bien plus même, des arrêts iniques, et pourtant logiques en présence de la thèse de l'unité des prescriptions, ne sont que de véritables dénis de justice. Nous étudierons à ce point de vue le cas de la veuve d'un ouvrier tué au cours de son travail (1). La loi du 9 avril 1898 et celles qui la complétèrent terminent enfin heureusement cette longue et douloureuse série. L'article 2 de la loi du 9 avril 1898 pose en effet le principe de la prédominance de ses dispositions sur celles du droit commun. Son empire est absolu. Toute personne qui y est soumise ne peut plus faire appel aux textes ordinaires du droit. Il en résultait donc que les articles 637 et suivants du Code d'instruction criminelle perdaient toute possibilité d'application. L'action accordée à la victime est d'une nature particulière, soumise à des conditions spéciales de forme et de fond; elle est donc indépendante des faits qui l'ont fait naître. Il n'y a plus à savoir s'ils sont constitutifs ou non d'un délit; seul le résultat matériel, c'est-à-dire le dommage est pris en considération.

Le champ d'application des articles 637 et suivants se trouve tout d'un coup singulièrement réduit. C'est presque le retour à l'ancien état de choses, à la paisible tranquillité qui régnait lors de la promulgation du Code d'instruction criminelle.

L'apaisement est à peine fait qu'une nouvelle question surgit, plus grave encore : celle des accidents d'automobiles. Depuis vingt ans, le développement extraordinaire du nombre des véhicules automobiles dépasse toute prévision. Seul l'accroissement, plus formidable encore, du

(1) V. *infra*, tit. II, chap. V., section 2 : *L'application aux conséquences nées après la prescription du délit.*

nombre des accidents le domine. Ici toute imagination est au-dessous de la réalité. Les victimes, chaque jour plus nombreuses, réclament chaque jour davantage aux chauffeurs téméraires la réparation du dommage que ceux-ci leur ont causé. Ce sont quelquefois des chauffeurs maladroits, mais bien plus souvent imprudents ou irrespectueux des règlements, qui blessent les piétons ou détériorent le bien d'autrui. A la base de l'action introduite par la victime, encore et toujours on trouvera un délit ou une contravention : Quel magnifique essor pour ces textes sur la prescription ! Si le trop fameux article 1384 du Code civil a défrayé la chronique judiciaire, les articles 637 et suivants du Code d'instruction criminelle méritent bien le même triste honneur de cette célébrité. Les conséquences qui en furent tirées dépassent toute mesure. La malheureuse victime voit réduire à trois ans, et même bien souvent à une seule année, le temps où elle peut faire valoir son droit à réparation. Que l'on jette les yeux sur un recueil de jurisprudence et l'on verra à foison les exemples les plus divers et les plus variés de cette injustice notoire. Et si encore, pour un accident, les victimes avaient la sécurité d'un délai, elles pourraient agir à bon escient, mais par l'application et l'interprétation des textes elles sont livrées à l'arbitraire.

En veut-on un exemple ? Un taxi transporte un client : le chauffeur, irrespectueux des règlements, tient sa gauche et roule à une allure excessive. A un croisement de rues, il heurte une voiture hippomobile qu'il voyait venir à sa droite. Dans le choc, le client, le cocher et le cheval sont blessés. Une instance judiciaire est suivie contre le chauffeur imprudent par le voyageur, le cocher et le propriétaire du cheval. Auront-ils tous les trois le même temps

pour agir ? La prescription pénale va-t-elle les frapper dans les mêmes conditions ? Non. Le client, lui, aura trente ans s'il appuie sa demande sur le contrat de transport formé entre lui et le chauffeur. Qu'il n'aille pas surtout commettre l'imprudence de se plaindre de l'infraction aux lois commise par celui-ci, il payerait cette folie par une réduction à trois ans de la durée de la prescription. Le cocher n'aura que trois ans pour agir, car il y a un délit de blessures par imprudence. Le propriétaire du cheval, enfin, n'aura qu'un an pour poursuivre le chauffeur, car celui-ci marchait trop vite et tenait sa gauche. Il a commis une contravention; l'action civile qui en résulte et permet d'obtenir la réparation pour blessures du cheval se prescrit en effet dans ce très court délai. La loi punit donc le cocher et le propriétaire du cheval pour avoir osé prétendre qu'un chauffeur n'avait pas respecté les règlements.

La solution qui se dégage est un peu surprenante : les chauffeurs ont un intérêt immédiat et salutaire à commettre un délit ou une contravention pour réduire la durée de leur responsabilité. En veut-on un exemple ? L'atteinte volontaire à la propriété est une contravention; l'atteinte involontaire n'en est pas une. Un chauffeur qui vient de commettre un accident purement matériel a intérêt à l'avoir causé volontairement. La durée de sa responsabilité se trouvera, par ce fait, réduite à un an. Il a commis une contravention; les « bienfaisantes » dispositions des articles 637 et suivants vont pouvoir le délivrer bien vite des récriminations de ses victimes.

Et c'est l'ordre public qu'on prétend protéger par ce moyen ! Qu'on nous permette de ne pas nous associer à cette étrange manière de voir. L'oubli de la faute, les

remords de l'auteur de l'accident, vont indemniser la victime!... Les remords du chauffeur de taxi!!! La crainte de se voir retirer son permis de conduire et l'autorisation de la préfecture influent sans doute sur lui; mais de sa victime il se soucie peu. Que risque-t-il ? Rien ou presque rien : une légère amende que le juge de paix lui infligera. Pour le surplus n'est-il pas assuré?

L'esprit humain s'est cabré devant de telles inconséquences.

Une loi pouvait-elle avoir permis cela, pouvait-elle même l'avoir laissé entendre? La doctrine et la jurisprudence ont reculé devant l'absurdité de leur théorie, et c'est le courant toujours plus fort de la doctrine qui condamne la règle en législation et même en droit positif, de la jurisprudence qui s'efforce de rendre la thèse de l'unité des prescriptions une règle creuse et dépourvue d'application.

SECTION III

L'ÉVOLUTION DES IDÉES SUR LA MORALITÉ DE CERTAINES INFRACTIONS

Parallèlement au mouvement de réaction, dû aux circonstances économiques, contre l'unité des prescriptions, un autre s'est dessiné, d'origine morale. L'évolution des mœurs et des conditions sociales en est à la base.

En 1808, après la Révolution, des hommes nouveaux sont au pouvoir. Ce ne sont plus les septiques grands seigneurs d'autrefois, légers et indulgents; ce sont ceux qui ont souffert et tremblé pour leur vie pendant de longues années ⁽²⁾. Parce qu'ils ont créé la loi nouvelle, il en ont

(2) Sieyès ne répondait-il pas à ceux qui lui demandaient ce qu'il avait fait pendant la Terreur : « J'ai vécu »?

acquis le respect sacro-saint. Les mœurs, sévères et dures, ignorent la plupart des délits involontaires et passionnels de notre époque actuelle. Le moindre écart du droit chemin est implacablement apprécié. C'est une époque emphatique, dogmatique, rigide, austère, qui débute. Les contraventions n'existent pas dans la réalité des faits. On est l'esclave de la loi.

Le temps passe, la rigidité de la vie s'atténue, le libéralisme politique et social apparaît. Le second Empire a marqué le début d'une période de relâchement et de vie facile. Les désastres de 1870 la retardent quelque peu. La guerre de 1914 survient. Après les cruelles années d'angoisse, une époque de facilité de vie et d'esprit se dessine. La morale se fait plus pratique, plus épicurienne. Les difficultés de l'existence moderne rendent les hommes plus arides, plus égoïstes. Le danger de notre vie s'est accru. On le côtoie sans cesse, mais on l'ignore chaque jour davantage.

Les délits involontaires ne sont plus marqués d'aucune turpitude. Ce sont les conséquences, la rançon du progrès. Quel automobiliste, après un accident, a le sentiment d'une tare morale pesant sur lui? Traduit en correctionnelle, il n'éprouve nullement le sentiment du déshonneur. Les contraventions, d'autre part, se sont multipliées. L'Etat s'est installé partout. Peut-on, dans l'affairement de la vie, s'occuper d'une contravention? On paie, et voilà tout.

Cette séparation des délits involontaires et des délits ordinaires du droit commun est telle que les tribunaux eux-mêmes sont dans l'obligation de la respecter malgré la loi. Toutes ces prescriptions qui assurent le bon ordre de la route et de la vie urbaine ne correspondent plus à

une idée de justice. Ce ne sont que des mesures d'ordre public destinées à faciliter la circulation et le bon ordre dans la rue.

Les raisons qui permettaient de défendre la thèse de l'unité des prescriptions de l'action pénale et de l'action civile se sont ainsi effritées. L'oubli n'a plus besoin de se faire, puisque le délinquant n'a même plus conscience de sa faute pénale. La règle est devenue surannée, désuète et même mauvaise.

DEUXIEME PARTIE

L'ÉTABLISSEMENT DU PRINCIPE DE L'UNITÉ DES PRESCRIPTIONS PÉNALE ET CIVILE

CHAPITRE PREMIER

LES HESITATIONS JURISPRUDENTIELLES SUR L'UNITÉ OU LA DUALITE DES PRESCRIPTIONS

L'état d'esprit du milieu social dans lequel la jurisprudence allait se trouver a été exposé au titre précédent. Les juges du début du xix^e siècle ou ceux d'aujourd'hui n'ont que subi et ne font que subir l'implacable loi de son évolution. Leurs décisions n'en seront que le reflet et l'image.

Tout le courant des événements qui se sont déroulés depuis la Révolution se retrouve ici. Le principe de l'unité ou de la dualité des prescriptions a suivi le même chemin. Apparu aux juges de 1820 comme un moyen d'apaisement social, il est arrivé de nos jours à la sérénité d'une pure institution juridique appréciée seulement d'après les conséquences de son application.

L'époque révolutionnaire a été marquée par de telles violences, de tels crimes, que les juges ont avant tout considéré l'ordre public. Ils ont voulu ramener l'oubli et le calme à tout prix. Assaillis de toutes parts par les victimes

des exactions, qui voulaient faire rendre gorge à leurs détrousseurs, ils ont été pris entre leur désir d'apaisement et leurs conceptions juridiques.

Les magistrats, en effet, sont à ce moment tout imprégnés des vieilles discussions de l'ancien régime : la tradition des juges royaux n'a pas encore disparu. Ils se souviennent des parlements dissidents à la thèse de l'unité. S'ils sont contraints d'observer le Code d'instruction criminelle dans ses dispositions impératives, ils écoutent aussi la voix de la justice immanente qui pèse sur les hommes. Ils sont frappés des conditions dans lesquelles les crimes ont été commis, de l'injustice des solutions imposées par le code; ils voudraient y échapper pour assurer un peu plus d'équité.

De là est née cette dualité de tendance des tribunaux. Ballottée entre elles, la jurisprudence sera hésitante, mais elle semblera cependant plus près de la thèse de la dualité. Au milieu des décisions contradictoires, les plus marquantes seront celles qui la consacreront.

Ne voulant pas se prononcer sur la thèse à adopter, certains tribunaux s'efforcent de tourner la difficulté en s'appuyant sur des points de droit extrinsèques à la question, mais justifiant une solution particulière. Ils ne pourront s'empêcher cependant de laisser apparaître leur opinion et de la manifester par une flétrissure qu'ils infligent à l'auteur du délit. Les quelques décisions qui nous sont rapportées contiennent toutes cette même formule de haute justice morale « que le délinquant ne saurait être admis à invoquer sa propre turpitude » ⁽¹⁾ et que le législateur « n'a pas eu l'intention de placer un individu déclaré cou-

(1) *Combescure-Anglade*, Montpellier, 16 juin 1828. *Jurisprudence générale Dalloz*, V^o *Prescription criminelle*, n^o 100.

pable... dans une position plus favorable à l'égard de la partie civile que celui ayant involontairement porté préjudice à autrui » (2).

Ces principes affirmés, ces mêmes tribunaux devraient, semble-t-il, en tirer la conclusion logique; par une curieuse contradiction, ils se dérobent alors et abandonnent le problème qu'ils viennent de poser (3). Seul l'arrêt *Douanes-Condamin*, de la Cour de Grenoble, pour un cas spécial, tire du principe quelques conséquences, dans des termes vagues et imprécis (4). Il sera d'ailleurs cassé par la Cour suprême.

A côté de ces premières décisions hésitantes, quelques autres tranchent nettement la question. La vieille théorie de la dualité des prescriptions y brille de son dernier éclat. Elle ne sera plus désormais appliquée par nos tribunaux, mais du moins il est agréable de constater qu'elle a pu séduire même la Cour de cassation.

Par son arrêt du 25 août 1809 (5), la Chambre criminelle, tout en rejetant le pourvoi, n'indique pas moins clairement la possibilité d'agir au civil pour la reprise du terrain indûment occupé sur un chemin vicinal, et cela après le temps de la prescription criminelle.

Plus explicite encore est la formule de l'arrêt *Casare-Dubois*, de la Chambre des requêtes. La Cour suprême constate tout d'abord qu'il ne peut appartenir au demandeur de fixer le caractère délictueux de leur acte par l'imputation de leur propre turpitude dans le seul but de ré-

(2) *Teste-Feraud*, Nîmes, 27 mars 1833, D., 33. 2. 30.

(3) *Combescure-Anglade*, *Teste-Feraud*, déjà cités; *Desormaux-Enregistrement*, Req., 23 janv. 1822, *Jurisprudence générale Dalloz*, V° *Enregistrement*, n° 5533.

(4) Grenoble, 13 juin 1839, J. G. D., V° *Prescription criminelle*, n° 98.

(5) Ferret, Crim. rej., 25 août 1809, J. G. D., V° *Prescription criminelle*.

duire leur responsabilité; elle en conclut que la prescription indiquée par les articles 637 et suivants du Code d'instruction criminelle ne saurait trouver sa place dans l'action intentée au civil pour la réparation d'un dommage ⁽⁶⁾. Cet arrêt est d'autant plus intéressant qu'il statue en matière d'entraves à la liberté des enchères. La Chambre des requêtes, en harmonie avec la décision de la Cour de Pau du 31 août 1827, rejette le pourvoi pour ce motif que les faits imputés caractérisaient l'action de dol et de fraude intentée par le demandeur en dehors même de tout délit. C'est dans cette même matière d'entraves à la liberté des enchères que la Cour de cassation fera son revirement, dans un arrêt de principe qui fixera désormais définitivement la jurisprudence.

Si l'on peut encore avoir quelques doutes sur l'orientation de la jurisprudence après cet arrêt, dont quelques termes un peu ambigus pourraient prêter à discussion, ce n'est plus possible après celui de la Chambre des requêtes du 17 décembre 1839. La Cour de cassation, en effet, avait plutôt semblé dire qu'il n'y avait pas action civile au sens strict du mot et, par suite, pas lieu à application de la règle de l'article 637.

Le fameux arrêt *Maslin* donne une vie nouvelle à la jurisprudence. Il rejette purement et simplement un pourvoi formé contre un jugement du Tribunal de Gien du 2 janvier 1838 qui, en termes nets et précis, refuse d'appliquer la courte prescription annale de l'action civile (le terme est dans les motifs) suivie devant la juridiction civile ⁽⁷⁾.

(6) Req., 26 mars 1829, J. G. D., V^o *Prescription criminelle*, n^o 392.

(7) Trib. Gien, 2 janv. 1838, J. G. D., *Prescription criminelle*, n^o 94 :
« Attendu que l'action civile n'est soumise à la même prescription que

On pourrait croire la jurisprudence établie définitivement. Dès 1841, en effet les tribunaux la consacraient. La Cour de Riom autorise, après la prescription de l'action publique, la preuve de faits devant établir qu'un sieur Pagès, officier de santé, a, « par sa négligence, imprudence, ignorance ou inobservation des règlements, nécessité l'amputation du bras de sa cliente » (8). Il s'agissait de l'action civile pour un délit de blessures par imprudence; la formule de l'article 319 du Code pénal était en effet reproduite tout entière dans l'arrêt.

Et pourtant, au même moment, un mouvement se créait parmi les cours d'appel contre cette première jurisprudence et, gagnant la Cour suprême, devait entraîner un revirement complet.

l'action publique que lorsqu'elle est formée incidemment à cette dernière action; que dans le cas où elle est intentée séparément au civil il faut appliquer la prescription de trente ans qui est la règle générale pour toutes les actions.

Sur pourvoi Req. 17 déc. 1839, D., 40. 1. 68; S., 40. 1. 454.

(8) *Pagès-Vissac*, Riom, 28 juin 1841, J. G. D., V^o *Prescription criminelle*, n^o 94; S. 41. 2. 587.

CHAPITRE II

LA CONSECRATION DU PRINCIPE DE L'UNITE DES PRESCRIPTIONS

La jurisprudence première, on l'a vu, était hésitante.

La paix sociale revenue, il ne lui était plus possible de subsister de la sorte. Tous les procès nés avec la Révolution se sont éteints; la vie normale suit à nouveau son cours. Le juge reprend la question plus scientifiquement et subit l'influence des théoriciens. La thèse de l'unité va alors être consacrée, comme plus conforme à la tradition, aux textes et à l'administration d'une bonne justice.

A ce moment, l'on voit la Cour de cassation affirmer sa thèse par des considérations de droit pur, au moment même où les juridictions du fait y parvenaient.

De tout temps, en effet, celles-ci, plus près des plaideurs et mêlées à la vie pratique journalière, se sont laissé influencer par les contingences extérieures de la vie économique. Leurs décisions répondent au double souci du respect de la loi écrite et des conditions économiques du moment. Suivant les cas et les époques, l'un ou l'autre l'emporte dans les décisions judiciaires. A ce moment (nous sommes vers 1840), la vie politique, sociale et économique est calme; les grands théoriciens du droit ont

affirmé l'autorité suprême de la loi écrite; nos tribunaux peuvent se laisser aller à l'application d'une thèse qui apparaît comme résultant nécessairement des textes. Les magistrats venus après la Révolution n'ont pas vu les querelles d'antan et ignorent quelque peu l'évolution historique. Ils ne connaissent que cette idée : que le principe de l'unité est une source de paix, de calme et d'ordre public; qu'il faut y sacrifier quelques particuliers, même victimes de délits du droit commun, et que le bien ne peut régner sans faire un peu de mal nécessaire à son épanouissement. Telles sont les causes qui ont influé sur les tribunaux, les déterminant à abandonner leur jurisprudence hésitante, plus près de l'idée de dualité des prescriptions.

Ce mouvement était d'ailleurs entretenu par les décisions qui fermement avaient toujours assimilé les conditions d'exercice de l'action civile et de l'action publique. Elles avaient peu à peu développé cette idée, gagnant chaque jour un nouveau tribunal, une nouvelle cour; bientôt, fortes de l'appui doctrinal, elles pouvaient s'assurer la victoire.

Ce principe admis, la jurisprudence l'a élevée à la hauteur d'une institution; elle ne se déjugera jamais. Toutes les décisions afficheront en tête la thèse nouvelle. Une formule de style va se créer, scrupuleusement reproduite dans chaque arrêt, et sur laquelle reposera toute l'argumentation. La jurisprudence s'efforcera seulement d'asseoir plus commodément et plus posément cette thèse dans toutes ses conséquences. Elle va l'étendre de l'action dirigée contre l'auteur direct du délit à l'action dirigée contre le tiers civilement responsable, englobant dans son emprise toute la vie juridique concernant la question.

SECTION PREMIERE

L'ACTION CONTRE L'AUTEUR DU DÉLIT

Les premières espèces soumises à l'appréciation des tribunaux furent évidemment des instances dirigées contre les auteurs eux-mêmes. Les victimes réclamaient à leurs spoliateurs le remboursement des objets volés ou la réparation du dommage subi. Inconsciemment mûrie par les événements qui l'entouraient, la jurisprudence s'est arrêtée sur les seuls textes pour baser sa théorie. Elle a posé pour principe qu'il résultait des articles du Code l'identité des deux actions : elle reprenait à son compte toute la doctrine des auteurs du *xix^e* siècle, qu'elle condensait en deux grands arguments. L'action qu'on exerce est une action de nature criminelle, quelle que soit la juridiction devant laquelle on l'intente. Elle ne saurait perdre son caractère primitif, même si elle est exercée en dehors et séparément de l'action publique. En outre, de par cette nature même qu'elle relève, la jurisprudence constate que cette action intéresse l'ordre et la tranquillité sociale. A ce point de vue, l'intérêt public prime tout, et devant lui tout cède, même l'intérêt privé. Elle corsait encore son argumentation par cette idée : que l'identité des deux actions entraînait une identité de mode de preuves et, puisque la législation l'interdisait au pénal après un certain temps écoulé, pour les mêmes raisons il fallait l'interdire quand elle se présentait seule au civil.

Le premier arrêt de cassation rendu en la matière est celui de la Chambre civile du 26 avril 1846, dans l'affaire *Sauvageot-Ricard* ⁽¹⁾. Il s'agissait d'une action en dom-

(1) D., 46. 1. 143.

mages-intérêts pour injures intentée après la prescription de l'action pénale. Le juge de paix de Vernon avait admis la prescription annale pour l'action civile. Sur appel, sa décision était infirmée. Le tribunal indiquait, en effet, que l'injure contenue dans une lettre missive non publique ne constituait ni un délit ni une contravention et qu'on pouvait agir dans les termes du droit commun, par une action soumise à la prescription trentenaire. Le pourvoi formé contre cette décision fut admis par la Chambre des requêtes.

Il est bon de remarquer ici que seule jusqu'alors elle avait statué sur le cas et admis la dualité des prescriptions. Elle rompait délibérément avec sa propre jurisprudence et laissait le soin à la Chambre civile, qui allait statuer pour la première fois, de décider souverainement. La Chambre civile, par arrêt du 26 avril 1846, cassa la décision du tribunal et admit le principe de l'unité des prescriptions.

L'arrêt capital qui fixe la jurisprudence en ce qui concerne l'action directe contre l'auteur est celui de l'affaire *Darmailhac* (2). Sur saisie immobilière, le domaine de Mouton, indivis entre les frères Darmailhac, fut adjugé le 28 mars 1844 à la femme de Darmailhac jeune. Une surenchère fut faite le 5 avril suivant par un créancier inscrit. Après de nombreuses démarches, la dame Darmailhac, adjudicataire évincée, obtint que le surenchérisseur se désistât de sa surenchère sur une promesse de lui verser 20.000 francs.

Darmailhac aîné, ayant appris par la suite ces tractations, forma, le 27 août 1847, une demande en dommages-intérêts contre la dame Darmailhac à raison du préjudice

(2) Bordeaux, 31 juill. 1848, D., 49. 2. 74, et sur pourvoi, Civ. rej., 21 nov. 1854, D., 54. 1. 415.

que lui causait le désistement du surenchérisseur. A l'appui de sa demande, il offrait de rapporter la preuve des faits ci-dessus exposés. La dame Darmailhac, loin de contester les faits reprochés, les reconnut au contraire, mais alléguait que, s'ils étaient prouvés, ils constitueraient le délit d'entraves à la liberté des enchères tel qu'il est prévu à l'article 412, § 2, du Code pénal. Elle concluait en conséquence que, les faits s'étant passés en avril 1844, le délit ainsi commis était couvert par la prescription en août 1847 et que toute action intentée en réparation du préjudice causé par ce délit était une action civile, prescrite par les articles 2, 637 et 638 du Code d'instruction criminelle.

Le sieur Darmailhac aîné rétorquait, au contraire, qu'il s'agissait non de l'action civile du délit prévu par l'article 412 du Code pénal, mais simplement d'une action en dommages-intérêts basée sur le préjudice résultant d'une entrave aux enchères et née *ex contractu*. Il y avait, disait-il, un contrat intervenu entre les parties interdisant à l'adjudicataire évincé par la surenchère d'écarter les enchérisseurs et l'obligeant à subir loyalement les chances de l'adjudication.

Le Tribunal civil de Lesparre fit droit à la demande et autorisa la preuve des faits allégués. Les motifs du jugement ne sont malheureusement pas rapportés dans les recueils de jurisprudence : il eût été intéressant pourtant de connaître l'argumentation de droit.

Appel de cette décision fut interjeté par la dame Darmailhac, qui reprend ses conclusions de première instance et conclut à l'irrecevabilité de la demande. Par arrêt du 31 juillet 1848, la Cour de Bordeaux reforma la décision entreprise et déclara l'action prescrite en vertu des arti-

cles 637 et 638 du Code d'instruction criminelle. Les motifs de cette décision sont remarquablement établis et exposent les causes véritables du principe de l'unité des prescriptions.

La Cour de Bordeaux commence par présenter la thèse qui s'évince du texte du Code d'instruction criminelle : pour elle c'est l'unité des prescriptions de l'action civile et de l'action publique. Les textes parlent indifféremment de l'une et de l'autre, distinguent même le cas où l'action publique est éteinte par la mort du prévenu, l'action civile subsistant contre les héritiers. Ces deux actions sont simplement indépendantes dans leur mode d'exercice.

La Cour s'efforce alors de justifier en droit sa théorie : il appartient au juge, dit-elle, de rechercher le véritable caractère de l'action. Une fois ce caractère déterminé, il n'a plus qu'à appliquer le droit tel qu'elle vient de l'exposer. La nature d'une action ne saurait, en effet, dépendre du mode d'exercice employé. L'arrêt reprend enfin la vieille formule de Le Sellyer et de Mangin sur l'utilité de la prescription.

Un bref alinéa des motifs est intéressant. La Cour de Bordeaux pose la base d'une exception au principe pour le cas où au délit est venue s'ajouter la violation d'un contrat. Aucune atteinte ne sera portée aux droits des contractants (3). C'est par cette même exception, démesurément développée, que la jurisprudence moderne s'efforce de parer aux conséquences fâcheuses du principe de l'unité des prescriptions.

(3) « ... Attendu que ces principes sagement appliqués ne portent aucune atteinte aux actions dérivant des contrats et des faits qui proviennent du domaine du droit civil; que le délit incident au mandat, au dépôt ne change rien aux droits du mandant ou du déposant... »

Un pourvoi est formé contre cet arrêt par Darmaillhac pour violation de l'article 1382, fausse application des articles 2, 637 et 638 du Code d'instruction criminelle, « en ce que l'arrêt a qualifié à tort d'action civile naissant *ex delicto*, pour lui appliquer la prescription de trois ans, une action naissant *ex contractu* ».

Pour la première fois depuis l'arrêt *Casare-Dubois*, du 26 mars 1829, et l'arrêt *Maslin*, du 17 décembre 1839, la Cour de cassation était appelée à statuer en matière ordinaire. La question était importante à deux points de vue : 1° En droit, la Cour suprême allait être obligée, confirmant le premier arrêt de la Chambre civile, de répudier sa doctrine précédente, affirmant la thèse de la dualité des prescriptions; 2° En fait, la question s'était présentée déjà à la censure de la Chambre des requêtes. Par l'arrêt *Casare-Dubois*, elle avait rejeté, comme on l'a vu, un pourvoi formé contre un arrêt de la Cour de Paris du 31 août 1827 ⁽⁴⁾ admettant que l'action en dommages-intérêts pour entraves à la liberté d'enchères ne relevait que de l'article 1382 du Code civil. C'était donc, en fait et en droit, une question déjà tranchée par elle qui lui était soumise à nouveau. Le pourvoi est admis. La Chambre civile va statuer réellement pour la première fois par arrêt, qui doit être de principe. Malheureusement encore, ni le rapport du conseiller rapporteur, ni les conclusions du ministère public, n'ont été conservés. La discussion fut particulièrement vive et il fallut un délibéré en Chambre du conseil pour statuer définitivement. Par son arrêt du 21 novembre 1834, la Chambre civile rejetait le pourvoi. Elle consacrait de façon absolue la thèse de l'unité des prescriptions dans

(4) Voir au chapitre précédent, p. 47.

les termes suivants : « Attendu que le fait articulé constituerait le délit prévu par le dernier paragraphe de l'article 412 du Code pénal et qu'aux termes des articles 2, 637 et 638 du Code d'instruction criminelle l'action civile résultant d'un délit, alors même qu'elle est exercée séparément devant la juridiction civile, est prescriptible par trois ans. »

Ainsi donc un revirement complet de jurisprudence était accompli; la nouvelle tendance, qui s'est prolongée jusqu'à nos jours, était établie de façon absolue.

Au lendemain même de cet arrêt capital, les cours d'appel confirmaient cette nouvelle théorie. Les recueils l'établissent nettement. On trouve encore deux ou trois arrêts sérieusement motivés indiquant toute l'actualité de la question et la nécessité d'assurer la nouvelle jurisprudence.

C'est encore en matière d'entraves à la liberté des enchères que la Cour de Bourges allait être appelée à donner son adhésion ⁽⁵⁾. Par un arrêt fortement motivé, elle le fait solennellement : « L'action civile, dit-elle, s'identifie avec l'action publique et doit s'éteindre par la même prescription. Des considérations supérieures d'utilité sociale permettent de couvrir par la prescription certaines violations du droit d'autrui ou de la morale et on ne saurait admettre qu'il appartînt à l'intérêt individuel de les faire revivre et remettre en question. »

Sous la même forme emphatique la Cour d'appel de Dijon se rallie à la thèse nouvelle ⁽⁶⁾. Il s'agissait cette fois d'un homicide par imprudence causé à la chasse aux

(5) *Descolombiers-Brunet-Prévo*t, Bourges, 26 mai 1855, D., 55. 2. 307.

(6) *Lamadeleine-Lamadeleine*, Dijon, 27 juin 1866, D. 66. 2. 152.

sangliers par l'oncle du demandeur sur le père de ce dernier. L'arrêt constate tout d'abord que l'accident est arrivé par la faute de son auteur et qu'antérieurement aucun lien de droit ne le rattachait à la victime. Ces prémisses posés, la Cour expose le point de droit : l'identité des deux actions ne peut faire de doute, puisqu'elles ont même origine, même nature, même genre de preuve; l'action civile n'est jamais qu'un accessoire de l'action publique qui est l'action dominante. En outre, la Cour reprend la formule traditionnelle sur les garanties protectrices de l'intérêt public contre les réclamations tardives de l'intérêt privé. Il ne restait plus qu'à tirer les conséquences rationnelles de ce raisonnement; c'est ce que fait la Cour de Dijon en déclarant l'action prescrite.

La cause est désormais entendue; le principe de l'unité des prescriptions de l'action civile et de l'action publique est intangible. Vouloir lutter contre lui, c'est, comme dit Beudant (7), lutter pour une cause perdue. Les tribunaux ne prennent même plus le soin de justifier leurs décisions. Une longue suite d'arrêts va se dérouler jusqu'à nos jours, formant une trame ininterrompue sur laquelle la jurisprudence assurera chaque jour plus solidement la doctrine de la Cour de cassation (8).

SECTION II

L'ACTION CONTRE LE TIERS CIVILEMENT RESPONSABLE

Il restait à la jurisprudence à couronner son œuvre par l'assimilation à l'action civile de l'action dirigée contre la personne civilement responsable. Les troubles de la Révo-

(7) Beudant, note sous Req., D., 69. 1. 217.

(8) Il conviendrait de citer tous les arrêts rendus depuis 1830 jusqu'à nos jours, et qui se trouvent rapportés dans les divers chapitres de cette étude.

lution de 1848 et de l'avènement du second Empire allaient mettre la question à l'ordre du jour. Jusque-là, en effet, elle semble ignorée; si les tribunaux ont statué sur l'action dirigée contre l'auteur du délit, ils ne l'ont pas encore fait sur ce point. Avec la seconde République, des troubles se sont produits, des spoliations ont été commises, et les victimes vont demander, plus ou moins tardivement, aux communes responsables de l'ordre le remboursement de ce qu'elles ont perdu. C'est alors qu'elles vont se voir opposer cette fameuse unité des prescriptions.

Il est curieux de remarquer combien l'assimilation à l'action directe contre l'auteur semble avoir été facilement admise. Les tribunaux ont accepté sans grand effort cette anomalie juridique de mettre sous la dépendance du droit pénal une action ne relevant que du pur droit civil, de l'article 1384 du Code civil. Les décisions sont faiblement motivées. On ne retrouve pas ici les longues considérations d'ordre général et moral qu'exposait la jurisprudence pour l'action directe : quelques mots seulement pour justifier hâtivement, simplement, cette solution dangereuse. Seule la doctrine, par les protestations de Beudant et de Collet, s'est efforcée d'enrayer ce mouvement et de rappeler les tribunaux à une plus saine compréhension du droit et de la nature juridique des institutions en jeu. Vainement Beudant, nous l'avons vu, s'y est consacré; il ne pouvait remonter le courant qui l'entraînait.

Trois arguments sont donnés par la jurisprudence pour justifier cette assimilation : le silence de la loi, l'impossibilité du recours contre l'auteur du délit, le caractère accessoire de cette action.

Ce qui a le plus frappé les tribunaux, c'est le silence de la loi. Le code, qui semble avoir réglé minutieusement la

prescription de l'action dirigée contre l'auteur direct, ne s'explique pas sur celle concernant le tiers civilement responsable. Nous avons vu, avec Beudant et Collet, les motifs logiques et raisonnables de cette abstention. Par une bizarre aberration, les tribunaux ont bouleversé les règles d'interprétation des lois criminelles. Il est un principe intangible en cette matière, qui veut qu'une loi pénale soit de droit étroit. Elle doit préciser toutes les manifestations bonnes ou mauvaises de l'activité humaine qu'elle entend interdire. Restreignant le champ de nos agissements, elle doit les déterminer spécifiquement pour les atteindre; tous ceux qu'elle n'a pas expressément et formellement englobés lui échappent. Exorbitante du droit commun, la loi pénale va se voir interdire la méthode déductive et le raisonnement par analogie. Il n'est pas besoin d'insister longtemps sur les raisons qui imposent cette solution pour les comprendre : la liberté et l'honneur des tiers sont en jeu; on ne peut les laisser à la libre interprétation de chacun. Il semblait donc qu'ici, respectueuse des règles, la jurisprudence allait limiter son activité à l'action visée spécialement dans les articles 2, 637 et suivants, c'est-à-dire l'action de la partie civile telle qu'elle est conçue normalement : il n'en était rien. Elle a admis que le mot d'action civile n'avait pas ici le sens restreint qu'on lui donnait, mais qu'elle visait aussi l'action contre le tiers civilement responsable. C'est que ce dernier peut, en effet, être appelé devant le juge criminel en même temps que celui dont il répond, pour s'entendre condamner en sa qualité, non aux peines proprement dites, mais à leurs accessoires de caractère civil. L'action dirigée contre lui prend donc ici un caractère spécial qui l'identifie à l'action prévue par les articles du Code d'instruction

criminelle. Elle est basée, en effet, sur une nature de faits spéciaux dont les conséquences sont éteintes par la courte prescription. C'est l'erreur capitale relevée par Beudant et Collet qui est admise et la confusion la plus complète entre le droit pénal et le droit civil. Car il s'agit bien de cela. Que l'on ne s'y trompe pas; c'est une disposition qui touche le fond du droit. Il ne faut pas s'arrêter à cette seule idée que ces articles 637 et suivants sont extraits du Code d'instruction criminelle. Le problème à poser est celui de savoir si l'on peut appliquer au droit civil une règle qui ne concerne que le droit pénal. Au surplus, il est admis que les lois de prescription sont des lois de fond et non pas de simples règles de procédure.

Les deux autres séries d'arguments ne sont que des aspects différents de la même idée : l'impossibilité du recours contre l'auteur direct, lorsque celui-ci peut opposer la prescription, n'est, en effet, rien autre chose que la confusion ou plutôt la méconnaissance des liens de droit unissant l'auteur et le tiers civilement responsable. La jurisprudence s'est hypnotisée en quelque sorte sur cette fausse conception de l'équité : après trois années, lorsque l'auteur direct ne peut plus être recherché, le tiers civilement responsable doit être également protégé, puisque celui-ci n'a plus, prétend-elle, de recours contre l'auteur qui a prescrit. C'est là une erreur de droit. Le tiers civilement responsable n'a d'autre lien de droit avec l'auteur direct que celui de l'article 1384 du Code civil; leurs rapports ne seront réglés que par lui. Ils ne dépendent en aucune façon du droit pénal, et la durée du recours ne peut y être soumise ⁽⁹⁾.

(9) V. *infra*. III^e partie, chap. III.

Le caractère accessoire de l'action contre le tiers civilement responsable que propose en outre la jurisprudence n'est pas plus admissible. Il suppose toujours les deux actions sous la dépendance du droit pénal et considère que l'infraction est à la base de l'action du tiers responsable.

En résumé, les trois arguments proposés par la jurisprudence pour la défense de son système ne sont que les conséquences logiques, inéluctables, d'un principe malheureusement faux et contredit par la nature juridique même de la responsabilité pour autrui.

Le premier arrêt que nous connaissions sur cette question est celui rendu au profit de la commune de *Montjau* contre le sieur *Juret Cathelinois*. En 1817, celui-ci fut l'objet d'une agression à main armée par les habitants de la commune de Montjau. Sa boutique fut pillée. Longtemps après, la victime de cette agression réclame à la commune, civilement responsable de l'ordre sur son territoire, le remboursement des dégâts et dommages causés par le pillage. Quelle base juridique donnait-il à son action? Nous ne pouvons le savoir, les recueils de jurisprudence ne nous le rapportant pas; mais il peut être induit d'une phrase de l'arrêt de la Cour de cassation que le demandeur s'appuyait plutôt sur les textes du Code civil et probablement accessoirement sur le délit ⁽¹⁰⁾.

Le Tribunal, par des motifs que nous ne connaissons pas non plus, admet l'action du sieur Juret Cathelinois. Appel est interjeté; l'affaire vient devant la Cour d'Angers, qui,

(10) Il est écrit dans l'arrêt de cassation : « Attendu que cette règle (unité des prescriptions) générale et de droit commun s'applique, en l'absence de dispositions spéciales et exceptionnelles, à toute action de quelque nature qu'elle soit qui a pour objet la réparation du dommage causé par un crime ou un délit. »

par l'arrêt du 13 juillet 1850⁽¹⁾, réforme le jugement et déclare l'action éteinte par la prescription. La Cour commence par exposer ce principe directeur que : « Selon la raison et d'après les principes généraux du droit, la prescription de l'action civile qui peut être dirigée contre les communes... est la même que celle de l'action criminelle. » Elle le justifie ensuite par les arguments que nous avons exposés précédemment. Il ne faut point d'ailleurs y chercher une argumentation puissante, sérieuse et solide; en quelques lignes seulement la défense d'une thèse, alors encore discutée, est assurée.

Un pourvoi en cassation est formé contre cet arrêt. La Chambre des requêtes avait admis un peu auparavant la thèse de la dualité des prescriptions; elle avait depuis quelque peu abandonné sa doctrine. Elle admet le pourvoi laissant à la Chambre civile le soin de trancher pour la première fois ce débat.

Il y avait quelque chose de symptomatique : la Chambre des requêtes, qui avait adhéré formellement au principe de l'unité des prescriptions en tant qu'il régissait l'action dirigée contre l'auteur direct, se refusait à l'admettre pour celle concernant le tiers responsable. Elle faisait preuve, ici, d'une judicieuse et saine compréhension des textes, des notions juridiques mises en jeu; elle s'efforçait de donner à une règle de droit tout le développement qu'elle comportait.

Malgré cet appel pressant, par son arrêt du 14 mars 1853, la Chambre civile rejeta le pourvoi consacrant la thèse de l'unité des prescriptions même à l'encontre des tiers civilement responsables : le silence de la loi, qui ne

(1) Angers, 13 juill. 1850, D., 50. 2. 109, et sur pourvoi, Civ. rej., 14 mars 1853, D., 53. 1. 83.

distingue pas entre les diverses actions et l'impossibilité du recours de la commune contre les auteurs du pillage, lui imposaient cette solution.

La Chambre civile confirma peu après sa jurisprudence en cassant un arrêt dans une espèce analogue et en utilisant le troisième argument du caractère accessoire de l'action civile toujours soumise à la domination impérieuse des faits répréhensibles qui lui donnent naissance (12).

Enfin, la Chambre des requêtes elle-même, par arrêt du 13 mai 1868, accepte la jurisprudence de la Chambre civile (13). Cet arrêt marque la consécration définitive de la thèse de l'unité des prescriptions. Désormais, on ne peut plus douter de la tendance jurisprudentielle (14). Elle a atteint son plein développement; les décisions rendues ne s'occupent plus que des modalités d'application et d'organisation.

(12) *Commune de Beuvry-Decapoul*, Civ. cass., 6 mars 1855, D., 55. 1. 84; S., 35. 1. 333.

(13) *Bonnet-Mines de la Grand'Combe*, Req., 13 mai 1868, D., 69. 1. 217; S., 68. 1. 356.

(14) La même remarque qu'au numéro 8 s'impose ici. Tous les arrêts étudiés postérieurement seraient à citer.

CHAPITRE III

CARACTERES ET CONSEQUENCES DU PRINCIPE DE L'UNITE DES PRESCRIPTIONS

SECTION PREMIERE

LE CARACTÈRE D'ORDRE PUBLIC

La première question qui se pose à l'examen de la jurisprudence est celle concernant le caractère de la prescription. Les tribunaux ont admis qu'il fallait assimiler, quant à la durée, la prescription de l'action civile à celle de l'action pénale; devait-il en être de même ici? Le caractère d'ordre public qui domine l'action pénale s'imposait-il aussi lorsqu'il s'agissait de la seule défense des intérêts privés? Le caractère spécial de l'action publique donne naissance à trois conséquences inéluctables. Il n'est pas permis de renoncer à la prescription acquise ni de transiger sur elle. Elle joue de par l'effet de la loi, en dehors de la volonté du coupable et même à son insu. Le législateur a estimé qu'après l'expiration du délai qu'il avait fixé, le coupable ne doit plus être puni et la prescription interdit aux tribunaux de prononcer des condamnations. Le coupable ne peut donc pas consentir à être jugé, car il est soumis à la toute-puissance de la loi.

Pas plus qu'il ne lui a été permis d'y renoncer, il ne lui

est possible de transiger sur la prescription; ce serait une renonciation déguisée interdite par la loi.

Deux corollaires en découlent : le juge doit la soulever d'office quand le délinquant oublie de le faire; le coupable qui ne l'a pas soulevée devant le juge correctionnel peut le faire pour la première fois devant la Cour de cassation. Si on supprime, en effet, ces deux conséquences, le principe que l'on ne peut ni renoncer à la prescription ni transiger sur elle serait, on le conçoit aisément, lettre morte.

Faut-il appliquer les mêmes errements à l'action civile? Cette assimilation se justifie facilement. On a admis la thèse de l'unité des prescriptions sur l'unité de fondement des deux actions. On s'est efforcé de les identifier dans une même notion. Les textes qui les réglementent sont les mêmes, leur base se trouve dans les mêmes faits, les conséquences doivent être analogues.

La jurisprudence, forte du principe qu'elle venait d'admettre, a accepté avec une implacable logique cette extension des règles de l'action publique. La pratique révéla alors les imperfections et les dangers de ce système. L'oubli d'une faute, les remords de l'auteur, ne peuvent cependant pas priver la victime de tous ses droits, alors surtout que le coupable consentait comme expiation à la condamnation civile prononcée contre lui.

On fit bientôt observer que l'action est avant tout civile, qu'elle est portée devant les tribunaux civils et que c'est dans les textes du droit privé qu'il fallait chercher les conditions de son application. Le Code d'instruction criminelle établit des règles de droit en opposition avec les textes si généralement compréhensifs du Code civil. C'est donc celui-ci qui régit une institution toutes les fois qu'un

texte ne lui enlève pas de façon expresse son empire. Les articles 2.220 à 2.224 du Code civil sont, a-t-on dit, des dispositions d'ordre général, dominant, à travers l'universalité du droit, les règles de la prescription; c'est à eux qu'il faut revenir pour sainement comprendre et appliquer les notions supérieures d'équité et de justice. Et tout naturellement la jurisprudence se laisse entraîner par cette exacte appréciation du caractère et de la portée des règles de droit. Le revirement se fait très vite et s'efforce de ramener au droit commun l'organisation de cette prescription.

L'impossibilité de renoncer à la prescription est tout d'abord consacrée par les tribunaux.

Le premier arrêt statuant en la matière est l'arrêt *Vatel-Pagani* de la Cour de Paris du 24 février 1833 ⁽¹⁾. Pas de motifs, une simple constatation des faits, tels sont, en trois lignes, les considérants que la Cour de Paris jette dans la balance pour l'entraîner vers le sens de l'idée d'ordre public.

La Cour de Bordeaux ne s'efforce pas davantage de justifier son opinion dans son arrêt du 11 novembre 1890 ⁽²⁾. Cette jurisprudence atteint enfin son apogée avec l'arrêt *Robin-Colchen* ⁽³⁾. La Cour de Paris admet que la prescription est d'ordre public et que même une renonciation formelle ne peut lui être opposée. Elle autorise en conséquence l'appel du jugement malgré l'acquiescement régulier qui en a été signifié.

(1) D., 56. 2. 71. Nous retrouverons cet arrêt sous une autre rubrique à la fin de ce titre. La Cour de Paris a accumulé dans ses attendus les violations les plus complètes de tous les principes de droit.

(2) D., 91. 2. 6.

(3) Paris, 2 janv. 1892, D., 92. 2. 199.

Mais, parallèlement à cette jurisprudence si rigide, une autre plus favorable à la victime s'étendait chaque jour. Déjà la Cour de cassation avait admis la possibilité d'une renonciation expresse et formelle ⁽⁴⁾. Bientôt les cours d'appel vont se contenter d'une renonciation même implicite; la Cour suprême sanctionnera cette manière de voir.

La Cour d'Angers ⁽⁵⁾ admet que le fait de nommer des arbitres amiables pour évaluer le préjudice causé équivaut à une renonciation au bénéfice de la prescription pénale pour se placer sous l'empire du droit commun. Dans le même sens la Cour de Lyon statue ⁽⁶⁾ sur une question presque identique. Elle ne fait que préciser les conditions de cette reconnaissance et en fixer les limites. En termes justes, elle définit ce qu'il faut entendre par renonciation implicite : « Considérant, dit-elle, que si en matière pénale la prescription est un moyen et une exception d'intérêt public devant être appliquée d'office par le juge, il n'en est pas de même lorsque l'action publique n'étant pas mise en mouvement il n'y a qu'une action civile en jeu, résultant de l'existence du fait délictueux...; que la partie actionnée... peut également y renoncer.

» Considérant toutefois que cette renonciation ne saurait aisément se supposer, qu'il faut nécessairement qu'elle soit formelle ou que, si elle ne l'est pas, elle résulte du moins d'une intention tacite et impliquant l'idée de renonciation. »

La Cour continue, en donnant des exemples, l'accep-

(4) Req., 28 févr. 1860, D., 60. 1. 191; Req., 19 oct. 1885, D., 86. 1. 416; Req., 23 janv. 1901, D., 01. 1. 103.

(5) Angers, 24 avr. 1865, D., 66. 2. 215.

(6) Lyon, 30 juin 1887, D., 88. 2. 53.

tation et la constitution d'une expertise pour chiffrer les dommages quand on ne conteste pas le principe de la responsabilité. Mais au contraire, si, ignorant la faute, la constitution d'expertise n'a pour but que de la révéler à l'auteur lui-même, il ne peut être présumé avoir renoncé au bénéfice de la prescription.

Puisqu'il est admis qu'elle n'est pas d'ordre public, elle devient une exception ordinaire qui doit être soulevée *in limine litis*, avant tout moyen de fond.

L'exception d'incompétence peut cependant être proposée auparavant : le fait de se réclamer de son véritable juge n'est pas une renonciation, bien au contraire, car, par ce fait, on entend se réserver tous ses droits dans leur intégrité (7).

La Cour de cassation approuve cette jurisprudence (8). Deux arrêts de la Chambre civile cassent des décisions qui refusaient d'accepter le principe nouveau; elle décide même que le simple silence suffit et que le fait de ne pas proposer le moyen équivaut à une renonciation.

Conformément au droit commun, on ne peut renoncer qu'à la prescription acquise; la prohibition de l'article 2220 joue ici comme en toute matière (9).

La même évolution existe en ce qui concerne le premier corollaire. Les tribunaux ont admis tout d'abord que le juge devait soulever d'office le moyen tiré de la prescription. Les arrêts qui interdisaient la renonciation en font un devoir au juge (10).

(7) Bordeaux, 29 janv. 1892, D., 92. 2. 311.

(8) Civ. cass., 5 janv. 1892, D., 92. 1. 45; Civ. cass., 8 mai 1912, S., 12. 1. 400.

(9) Orléans, 28 nov. 1891, sous Civ. rej., 18 nov. 1895, D., 98. 1. 498.

(10) Paris, 24 févr. 1855, D., 56. 2. 71; Bordeaux, 11 nov. 1890, D., 91. 2. 6; Paris, 2 janv. 1892, D., 92. 2. 199; Nancy, 14 déc. 1883, S., 84. 2. 187.

L'arrêt du 16 septembre 1889 en est le couronnement ⁽¹¹⁾. La Chambre des requêtes se mettait en contradiction avec sa jurisprudence ancienne. A la date du 28 février 1860 elle avait nettement posé le principe contraire dans un arrêt fortement motivé que la Chambre civile reproduisait en cassant un jugement du Tribunal de Blois ⁽¹²⁾.

Deux motifs généraux y sont donnés. Tout d'abord, la Cour constate que, si tout ce qui touche à la répression des crimes est d'ordre public, il n'en est pas de même de l'action en réparation du dommage qui, elle, n'a qu'un but : sauvegarder les intérêts de la victime et que la prescription constitue un bénéfice auquel on est libre de renoncer. Elle reconnaît ensuite la toute-puissance de l'article 2223; la défense faite au juge, est-il indiqué dans l'arrêt de la Chambre civile, de suppléer d'office le moyen tiré de la prescription est absolue, et il n'est point fait exception pour le cas où il s'agit de l'action civile pour réparation du dommage causé par un crime.

Ces deux arrêts de principe fixent désormais la jurisprudence; les deux chambres civiles de la Cour de cassation en assurent le respect avec une stricte rigueur dans une longue série d'arrêts ⁽¹³⁾.

Le deuxième corollaire se présente dans des conditions analogues. Les tribunaux constatent tout d'abord que dans les termes du droit commun on peut la soulever pour la première fois en appel ⁽¹⁴⁾; mais ils se refusent à l'admettre

(11) Arrêt *Sens-Olive-Rabon*, Req., 16 déc. 1889, S., 91. 1. 108.

(12) Req., 28 févr. 1860, D., 60. 1. 191; S., 60. 1. 106; — Trib. civ. Blois, 13 mars 1890, sous Civ. cass., 5 janv. 1892, D., 92. 1. 48; S., 92. 1. 88.

(13) Req., 23 janv. 1901, D., 01. 1. 102; S., 01. 1. 157; — Req., 19 déc. 1904, S., 06. 1. 227; — Civ. cass., 8 mai 1912, S., 12. 1. 400; — Civ. rej., 4 mars 1914, D., 17. 1. 182.

(14) Angers, 24 avr. 1865, D., 66. 2. 211; Nancy, 14 déc. 1883, S., 84. 2. 157; Montpellier, 21 mars 1892, sous Req., 12 févr. 1894, D., 94. 1. 486; Nancy, 13 nov. 1897, D., 99. 2. 12.

devant la Cour de cassation, car le plaideur doit respecter, pour la conservation de ses droits, les règles de droit privé ⁽¹⁵⁾.

SECTION II

LES EFFETS DE LA TRANSACTION ET DE LA RECONNAISSANCE DE DETTE

Il est donc possible, d'après le dernier état de la jurisprudence, de renoncer à la courte prescription. Le caractère d'ordre public a été, en effet, définitivement écarté. Ce rejet va-t-il avoir pour conséquence particulièrement importante de permettre de transiger sur la durée de la prescription ou de reconnaître les dettes civiles pour réparation du dommage causé par le délit? La jurisprudence l'a admis avec une largeur de vues tout à fait favorable à la victime. Elle n'a exigé aucune forme spéciale, verbale ou écrite. Les premières décisions rendues en cette matière sont caractéristiques. La reconnaissance implicite est largement admise ⁽¹⁶⁾. La matérialité des faits qui l'établissent, reconnue et démontrée, les Tribunaux n'hésitent pas à lui faire produire tous ses effets ⁽¹⁷⁾.

Mais si cette reconnaissance est ainsi facilement acceptée, elle doit résulter clairement et nettement des actes et des gestes de l'auteur du délit. Aucune incertitude ne doit régner à ce sujet et la volonté du délinquant doit être formellement établie. Il ne faut pas la confondre, par exemple en matière de blessures par imprudence, avec les

(15) Req., 28 févr. 1860, *loc. cit.*; Req. 21 déc. 1885, D., 86. 1. 317; Req., 2 févr. 1904, D., 04. 1. 178; Req., 19 déc. 1904, S., 06. 1. 227.

(16) Req., 3 juin 1893, D., 94. 1. 17. Note Planiol, S., 93. 1. 311.

(17) Besançon, 15 juin 1881, S., 82. 2. 173.

soins et les secours qui, par charité et commisération, ont été offerts aux victimes. C'est que, comme le dit l'arrêt de la Cour de Nancy du 23 janvier 1876 ⁽¹⁸⁾, cette reconnaissance spontanée et volontaire substitue un titre nouveau et soumis aux règles du droit commun au titre qui dérivait originairement du délit. Une semblable substitution ne se présume pas; elle a besoin, comme la novation avec laquelle on peut la confondre, d'être si clairement établie qu'aucune incertitude n'existe sur la volonté de l'opérer ⁽¹⁹⁾. Ainsi elle résulte de ce qu'une compagnie n'a cessé de fournir des soins et secours qui, par leur importance, leur durée, leur continuité, constituaient, de sa part, non des actes de bienfaisance volontaires, mais une reconnaissance des responsabilités et du droit à indemnité ⁽²⁰⁾.

La difficulté réside, en effet, dans cette détermination; à quel moment les soins sont-ils assez continus, assez importants, pour n'être plus des actes de charité, mais la preuve d'une reconnaissance de dette? C'est un point qui est laissé à l'appréciation souveraine des juges du fait.

Ceux-ci n'en ont d'ailleurs usé qu'avec un tact et une mesure dont on trouve l'expression dans l'attendu suivant des Cours de Nancy et de Colmar : « Attendu qu'interpréter légèrement de semblables actes d'humanité et de bienveillance, pour les transformer en preuves de reconnaissance d'une obligation, serait les interdire à l'avenir... et obliger les maîtres, pour ne pas compromettre leur responsabilité et se mettre à la merci d'ouvriers ou d'employés ingrats, stupides ou insubordonnés,

(18) Nancy, 23 janv. 1876, S., 77. 2. 133.

(19) Colmar, 26 févr. 1867, S., 67. 2. 334.

(20) Req., 3 juin 1893, D., 94. 1. 17; S., 93. 1. 341.

de renvoyer sans pitié tout serviteur qui, par sa propre imprudence, serait blessé ou mutilé à leur service. »

C'est avec cette grande circonspection, cette étude approfondie des faits, ce souci constant d'équité qui apparaît dans chaque arrêt, que la jurisprudence a étayé sa thèse si généreuse.

La reconnaissance de dette ainsi admise produit deux effets : elle établit, d'abord, le droit de la victime à réparation. Cela ressort implicitement de tous les arrêts précités. Le deuxième effet, de beaucoup le plus important, est l'interruption de la prescription.

Cet effet interruptif est consacré par toute la jurisprudence.

L'explication en est aisée. Elle est fournie par la Cour de Besançon ⁽²¹⁾. « Interpréter différemment les faits ci-dessus énumérés, ce serait offrir à ceux qui ont encouru une responsabilité un moyen presque toujours efficace d'endormir la vigilance et de paralyser les droits des malheureuses victimes de leurs imprudences. »

La Chambre des requêtes, par arrêt du 3 juin 1893, confirme cette doctrine ⁽²²⁾. C'est la contre-partie normale et logique que l'on impose à l'obligation faite aux victimes de rapporter une reconnaissance de dette formelle.

Mais si elle interrompt la prescription, la reconnaissance de dette n'en change ni le caractère, ni la nature, c'est la même prescription qui renaît après une interruption.

Il ne saurait y avoir novation et établissement d'une dette purement civile. C'est ce que vient de décider tout

(21) Besançon, 15 juin 1881, S., 81. 2. 173.

(22) *Loc. cit.*

récemment le Tribunal civil de la Seine par un jugement du 4 juin 1928 ⁽²³⁾.

La jurisprudence, dans ce cas, ne veut pas s'affranchir de la règle qu'elle s'est imposée concernant l'unité des prescriptions. Elle l'a fait fléchir dans un sentiment d'humanité et d'équité; elle ne l'a pas répudiée.

Tout différent est l'effet de la transaction. Elle change la base de l'action et entraîne une novation implicite. La victime voit son droit à réparation fondé sur les dispositions du pur droit civil et sa durée prolongée pendant trente ans. Cette différence d'effet avec la reconnaissance de dette s'explique sans peine. En reconnaissant sa faute et le droit à réparation de la victime, l'auteur de l'accident n'a pas entendu chiffrer le dommage subi, ni la part de responsabilité personnelle que la victime a pu encourir; il n'a reconnu que le principe de sa responsabilité; au contraire, par la transaction, il a déterminé le quantum de réparation qu'il devait. Les tribunaux ont d'ailleurs facilité cette détermination en se rapportant soit à un écrit (solution implicite du Tribunal civil de la Seine précitée), soit à un ensemble de déclarations, de faits ou de présomptions permettant de chiffrer en quelque sorte la réparation accordée. C'est ainsi que la jurisprudence a admis qu'il y avait transaction sur l'action civile dans le fait, par l'auteur d'un accident, d'élever à ses frais la victime et de la pourvoir d'une charge d'huissier (arrêt *Martin Aymès et Stanislas Aymès*) ⁽²⁴⁾.

Mais, en raison de son caractère si important, la transaction doit respecter les formes nécessaires à l'établisse-

(23) Trib. civ. Seine, 4 juin 1928, in *Semaine juridique*, 1928, p. 861.

(24) Req., 19 oct. 1885, D., 86. 1. 416; S., 86. 1. 128.

ment des actes du droit privé. Si elle ne le fait pas, par suite de l'indivisibilité des transactions, la nullité de l'acte entraîne celle de l'aveu contractuel. C'est ce qu'a décidé la Chambre des requêtes dans le seul arrêt que nous connaissions sur la matière. Elle y fait même preuve d'un rigorisme peut-être excessif ⁽²⁵⁾. Elle rejette un pourvoi formé contre un arrêt de Limoges qui avait déclaré nulle la transaction intervenue entre l'auteur d'un accident et la mère agissant en qualité de tutrice de ses enfants mineurs parce que celle-ci n'avait pas respecté les formes impérieuses prescrites par l'article 467 du Code civil.

La nullité de cet acte entraînait celle de la transaction et la conséquence très grave était que, l'action conservant son caractère primitif, la courte prescription l'avait frappée et interdisait aux mineurs de reprendre l'instance à leur majorité.

SECTION III

LA SUSPENSION DE LA PRESCRIPTION

Le caractère d'ordre public ayant été refusé à la prescription de l'action civile, il restait encore un point particulièrement grave : celui de la suspension de la prescription.

Le Code civil, dans l'article 2251, s'il ne reconnaît pas, dans son intégralité, la règle *contra non valentem agere non currit praescriptio* la consacre dans différents cas particuliers, et notamment lorsqu'elle concerne les incapables. Cette même règle allait-elle s'appliquer ici ? On sait qu'en ce qui concerne l'action pénale la suspension de la

(25) Req., 31 janv. 1917, S., 19. 1. 197.

prescription n'est pas admise, hormis le cas de force majeure (la guerre de 1914 nous en a fourni de nombreux exemples). La prescription de l'action civile y est-elle également soumise, et les incapables peuvent-ils la voir suspendue en leur faveur? La question est aussi intéressante que pratique, si l'on en juge par le nombre des décisions rendues.

La jurisprudence première admettant le caractère d'ordre public de la prescription de l'action civile avec toutes ses conséquences ne pouvait pas être favorable à cette extension de l'article 2252. Une seule décision est rendue à cet égard; c'est l'arrêt des Chambres réunies de la Cour de Lyon du 17 juin 1842 ⁽²⁶⁾ rendu après cassation dans l'affaire *Douanes-Condamine*. La Cour de Lyon refuse d'admettre la suspension de la prescription au profit des enfants mineurs de la victime pour cette double raison que le Code se suffit à lui-même, sans qu'il soit besoin d'admettre « des suspensions d'une autre nature, prévues par un autre code ». Il s'agit d'une prescription spéciale et d'ordre public dont les dispositions absolues dominent toute la législation ⁽²⁷⁾.

Le temps passe, la jurisprudence transforme sa conception du caractère de la prescription; cette heureuse évolution va-t-elle avoir le même effet en cette matière? Il n'en sera rien. Suivant les données d'une doctrine rigoureuse, elle maintiendra son ancienne formule. On objecte, en effet, que l'article 2252 du Code civil n'est pas aussi général qu'on veut bien le dire; les mineurs, même en droit privé, ne sont pas protégés contre toutes les dé-

(26) Jurisprudence générale Dalloz, V^o Prescription criminelle, n^o 98.

(27) Dijon, 27 juin 1866, D., 66. 2. 182.

chéances; les délais préfixes jouent contre eux comme à l'égard des majeurs. Ils ont pour exercer leurs actions leurs représentants légaux. Il est nécessaire, en outre, que la durée de la prescription soit fixe et non variable et incertaine suivant l'âge des personnes. L'ordre public est ici intéressé et doit assurer une fixité et une continuation de durée peu en harmonie avec cette extension.

Aussi les arrêts les plus récents consacrent-ils toujours la même solution. L'arrêt *Veuve Liégeois-Lesage-Montagne* fixe la jurisprudence en la matière (28).

Au cours de son travail dans une usine de produits chimiques, le sieur Liégeois est asphyxié, le 23 septembre 1876, par des gaz délétères s'échappant d'une cuve. Après être restée longtemps sans agir, la veuve Liégeois intente, le 4 mars 1880, tant en son nom qu'en sa qualité de tutrice de ses enfants mineurs, une action en dommages-intérêts contre le patron de son mari, le sieur Lesage-Montagne. Celui-ci oppose l'exception de prescription. La dame Liégeois soutient que tout au moins en ce qui concerne ses enfants la prescription a été suspendue pendant leur minorité et que l'action est encore recevable. La Cour de Douai, par arrêt confirmatif du 24 janvier 1881, rejette la demande de la dame Liégeois pour cette raison que « l'intérêt des mineurs ne saurait suffire à suspendre la prescription de l'action civile quand l'intérêt supérieur de la répression est inefficace à arrêter le cours de la prescription publique s'appliquant aux mêmes délais ». Un pourvoi en cassation formé pour violation de l'article 2232 du Code civil est rejeté par l'arrêt du 1^{er} février 1882 de la Chambre des

(28) Douai, 24 janv. 1881, sous R^u 4., 1^{er} févr. 1882, D., 82. 1. 434; S., 83. 1. 155.

requêtes. Il y était indiqué qu'il s'agissait d'une prescription spéciale non soumise aux règles du droit commun; que le Code d'instruction criminelle ne prévoyait pas cette suspension et qu'enfin une telle cause serait en opposition avec l'esprit de la loi. Il faut une durée de prescription fixe et invariable.

Quelques années plus tard, en 1886, la Chambre des requêtes confirmait purement et simplement sa jurisprudence par l'arrêt *Andriot-Schneider* ⁽²⁹⁾.

Les Cours d'appel ont suivi la voie qui leur était tracée. Leurs arrêts ne font que reproduire les attendus de la Chambre des requêtes ⁽³⁰⁾.

Ainsi la jurisprudence avait fixé la nature et la condition de la prescription de l'action civile. Sa théorie juridique présentait cependant une certaine contradiction. Elle admettait la suprématie de la loi pénale sur la loi civile; mais, poussée par la force des choses, elle avait dû tempérer cette influence dans le cas où les parties en présence entendaient expressément ou implicitement s'y soustraire.

C'était déjà comme une première fissure dans le système jurisprudentiel qui permettrait peut-être un jour de le rejeter.

(29) Req., 4 août 1886, D., 88. 1. 444; S., 87. 1. 169.

(30) Nancy, 13 nov. 1887, D., 99. 2. 12.

CHAPITRE IV

L'APPLICATION PAR LE JUGE DU PRINCIPE DE L'UNITE DES PRESCRIPTIONS

Cette application soulève deux grosses difficultés : la libre appréciation des faits par le juge et la prescription applicable après une condamnation pénale. Leur solution est capitale : suivant celle qui sera adoptée, le principe de l'unité des prescriptions sera annihilé en fait ou, au contraire, largement admis. La jurisprudence, poursuivant son œuvre constructive dans le sens de l'unité, se prononce pour la libre appréciation des faits par le juge et le maintien de la même prescription avant comme après la condamnation.

SECTION PREMIERE

LA LIBRE QUALIFICATION DES FAITS PAR LE JUGE

C'est une question fort intéressante qui se présente ici. Le juge peut-il, d'office ou sur la demande de l'une des parties, rétablir leur véritable qualification à des faits dénaturés par l'autre partie. En d'autres termes, le juge doit-il subir la qualification que l'une des parties a adoptée ou est-il libre, au contraire, de déterminer lui-même la nature des faits exposés à la base d'une action qui lui est soumise.

De tout temps, les tribunaux ont affirmé leur droit sur ce point, sans s'estimer liés par la définition arbitraire d'un des plaideurs. Deux cas pouvaient, en effet, se présenter : ou bien le demandeur prétendait que les faits ne constituaient qu'un quasi-délit, le défendeur assurant qu'ils étaient les éléments d'un délit pénal; ou bien le demandeur avait tout d'abord traité de délit les agissements du défendeur et il prétendait, par la suite, qu'il n'y avait qu'un quasi-délit.

En toute matière, le juge, s'il est lié par les termes de l'assignation et ne peut statuer *ultra petita*, n'est pas tenu par la dénomination que l'une des parties a donnée à un fait légalement qualifiable. Il lui appartient de décider si l'on n'en a pas usé à tort. Mais il ne peut le faire que si l'une des parties le demande. Si les deux sont d'accord pour accepter une qualification même fausse, le juge ne peut leur en imposer une autre.

Allait-il en être de même ici? Certainement oui, si les parties, contraires en fait, discutaient sur la nature juridique des éléments du délit. Mais si aucune d'elles ne soulevait cette question, le juge pouvait-il d'office relever le caractère véritable des faits? La jurisprudence a toujours été très ferme sur tous ces points. Elle a affirmé, dès la promulgation du Code, son droit de les qualifier librement.

La première décision rapportée sur cette question est l'arrêt *Leguyadier-Quentin*, de la Cour de Rennes, du 2 août 1819 ⁽¹⁾. La Cour, après avoir constaté que la demanderesse n'a qualifié les faits que pour échapper à la courte prescription, expose nettement « qu'il n'est pas du pouvoir d'une partie contre la demande de laquelle s'élève-

(1) Jurisprudence générale Dalloz, v^o *Dépôt*, n^o 150.

rait une fin de non-recevoir fondée sur la prescription, si elle la qualifiait d'après la nature des faits dont elle la fait dériver, d'en changer le titre pour lui donner une plus longue durée ». Comme le dit si bien un autre arrêt ⁽²⁾, l'« esprit analytique et la sincérité de notre droit ne répugnent pas moins aux manœuvres d'une procédure tortueuse qu'aux captieuses combinaisons des formules. » C'est par sa cause, par sa nature, qu'il faut caractériser une action, et non par l'arbitraire d'une qualification.

Même si le demandeur s'est abstenu volontairement de qualifier des faits pour ne pas être gêné plus tard par les conséquences qui pourraient en être tirées, il appartient au juge de leur donner la qualification que leur impose la nature de la convention et des circonstances de l'affaire ⁽³⁾.

Mais, par contre, si le demandeur s'est trompé, s'il a qualifié de délit des faits qui n'en étaient pas en réalité, le juge peut leur redonner encore leur véritable caractère pour ne les soumettre qu'aux dispositions de pur droit civil. Toute une longue série d'arrêts a confirmé ce principe, et actuellement, il ne saurait être mis en doute ⁽⁴⁾. Il est même si fortement établi qu'un arrêt de la chambre des requêtes a rejeté un pourvoi formé contre un arrêt de la Cour d'Aix du 7 juillet 1911 qui avait autorisé un des plaideurs à rapporter par témoins la preuve de la nature véritable des faits allégués ⁽⁵⁾. Il ne faut en retenir ici que

(2) Bourges, 26 mars 1855, D., 55. 2. 307.

(3) Affaire *Darmilhac*, Bordeaux, 31 juill. 1848, D., 49. 2. 74.

(4) Civ. rej., 27 août 1867, D., 67. 1. 484; Besançon, 9 juill. 1885, D., 88. 2. 221; Bordeaux, 29 janv. 1892, D. 92. 2. 391; Grenoble, 26 nov. 1892, D. 93. 2. 270; Grenoble, 8 août 1900, D. 01. 2. 130; Civ. rej., 30 juin 1915, D., 21. 1. 34; Civ. Cass., 8 mai 1863, D. 63. 1. 195; Req., 2 mai 1864, D., 64. 1. 226, S., 64. 1. 321.

(5) Req., 27 mai 1914, D. 14. 1. 309.

cette volonté fermement indiquée du juge de déterminer lui-même le caractère des faits qui lui sont soumis.

La qualification découle des faits, mais rentre-t-elle dans l'appréciation souveraine des juges du fait ou, au contraire, la Cour de cassation peut-elle la contrôler?

La Cour suprême n'a jamais voulu abandonner son droit de regard sur ce point. Si les juges du fait examinent souverainement les faits matériels qui leur sont soumis, les conséquences qu'ils en tirent pour les qualifier n'échappent pas au pouvoir de la Cour de cassation. Elle s'est toujours réservé le droit de vérifier si les juges avaient bien tiré de leurs constatations toutes les conséquences déterminant le véritable caractère juridique des faits exposés ⁽⁶⁾. L'arrêt de principe est celui de la Chambre civile du 3 mars 1907 (affaire *Peffau c. Société générale des eaux d'Oran*) ⁽⁷⁾ : Un sieur Peffau publie dans des journaux divers articles critiquant durement la Société générale des eaux d'Oran. Celle-ci, après quelques mois de silence, assigne Peffau en dommages-intérêts. Celui-ci prétend aussitôt que ses écrits sont diffamatoires et qu'en vertu de l'article 65 de la loi du 29 juillet 1881 il a commis un délit couvert par la prescription de trois mois. La Société oppose qu'ils ne répondent en rien à la définition de la diffamation, prévue par la loi de juillet 1881, et qu'il ne s'y trouve que des critiques acerbes relevant de l'article 1382 seul. Le Tribunal d'Oran, puis la Cour d'Alger, qualifiant librement les faits, rejettent le caractère diffamatoire. Un pourvoi est formé contre cet arrêt. La Chambre des requêtes le

(6) Civ. cass., 5 mai 1863, D., 63. 1. 193 (sol. impl.); Civ. rej., 17 mai 1886, D. 87. 1. 54; Civ. rej., 30 juin 1913, déjà cité.

(7) Civ. rej., 3 mars 1907, D., 07. 1. 128.

rejette, mais affirme solennellement le droit de la Cour de cassation d'apprécier la qualification légale qui a été attribuée aux faits;

Un seul arrêt de la Chambre civile du 1^{er} mars 1904 (8) affirme que les juges du fait sont souverains appréciateurs des faits et déterminent légalement leur qualification. Il semble bien qu'il s'agisse d'une décision d'espèce, jamais renouvelée.

SECTION II

LA PRESCRIPTION APPLICABLE APRÈS LA CONDAMNATION PÉNALE

Le juge criminel, par la condamnation pénale qu'il a prononcée, a imposé une qualification aux faits; le juge civil ne peut y échapper; pour lui, le caractère est fixé de façon absolue; il doit s'y soumettre. La victime n'a pas voulu se porter partie civile; elle a préféré s'adresser aux tribunaux de 1^{re} instance, mais elle a tardé à agir et les courtes années de la prescription pénale sont écoulées. Son action peut-elle être encore accueillie? En un mot a-t-elle échappé à la courte prescription?

On sait les raisons de cette prescription : le scandale qu'il faut éviter après un certain temps; les difficultés d'établir nettement des faits déjà anciens; l'incertitude qui pourrait en résulter doit bénéficier au coupable; le juge civil proclamerait un délit que le juge criminel ne pourrait poursuivre; les remords et les angoisses du coupable doivent lui assurer la bienveillance ou la pitié du législateur.

(8) Affaire *Bonnard-Simonnin*, Civ. rej., 1^{er} mars 1904, D., 08. 1. 314.

Peut-on appliquer ici ces mêmes données? En aucune façon; aucun des éléments ne se retrouve. Le scandale a éclaté; l'instruction criminelle, la condamnation pénale, avec sa publicité, ont fait connaître les faits répréhensibles. Le coupable ne peut plus espérer que le public les ignore, surtout à notre époque. Il ne peut y avoir d'incertitude sur le délit. L'instruction a fixé les détails, les conditions dans lesquelles il a été perpétré. Le jugement de condamnation a qualifié chacun des faits retenus et les a fixés dans son jugement. Toute personne, dans les limites indiquées par la loi, pourra les connaître. Le coupable ne peut redouter, après de longues années, de ne pouvoir se défendre comme il conviendrait. Sa responsabilité est établie *erga omnes* : rien ne peut la changer. Les juges civils n'ont plus rien à établir. Ils constatent seulement que les faits existent officiellement, leur appréciation se borne à fixer le montant de la réparation due. Seul, un chiffre est en litige. Alors qu'importe que l'on attende trois, cinq ou dix ans? L'ordre public n'en sera pas atteint : au contraire, il sera mieux protégé encore. Pourquoi imposer à la victime d'agir si vite? Il y a de graves dangers. L'auteur du délit peut être insolvable au moment de l'infraction. C'est alors imposer à sa victime des frais qu'elle ne recouvrera jamais. Au dommage qu'elle a déjà subi on lui en ajoute un second, particulièrement onéreux en raison des lourds frais de justice qu'elle devra avancer. Elle préférera s'abstenir et attendre pour agir que son débiteur revienne à meilleure fortune, longtemps peut-être après son délit. Alors, à ce moment et en toute quiétude, elle pourra se faire rembourser les dommages qui lui ont été causés.

Cette thèse si simple, si juste, ne pouvait manquer d'être

admise par les tribunaux. Les premières décisions admettent logiquement que, les faits étant fixés irrévocablement, l'action de la victime ne se prescrit que par trente ans. C'était une solution équitable que le silence même des textes imposait aux tribunaux.

Pourtant elle ne devait avoir qu'une durée éphémère. Dès 1840, la Cour de cassation affirmait une autre théorie. Elle proclame que le jugement de condamnation du coupable ne peut avoir qu'un seul effet très limité : interrompre la prescription. Là seulement se borne son action. Une nouvelle prescription identique à la première recommence aussitôt, qui fermera à la victime tout droit d'action. Cette jurisprudence ne devait pas tarder à s'implanter victorieusement et à se fixer de façon absolue. Elle n'offre que deux maigres justifications : l'application stricte du principe de l'unité des prescriptions; la compréhension étroite des textes sur la base de l'article 642, qui régit visiblement une situation toute différente.

Le premier arrêt est rendu dans l'affaire *Lebon-Grand* ⁽⁹⁾. La Cour de Caen, avec bon sens, affirme comme allant de soi que l'action intentée après condamnation pénale n'est soumise qu'aux seules formalités applicables aux poursuites civiles ordinaires. Quelques années après, dans l'arrêt *Teste-Féraud* du 27 mars 1833 ⁽¹⁰⁾, la Cour de Nîmes confirme cette thèse par un arrêt fortement motivé. Le prévenu n'a pas à craindre pour son honneur; il ne saurait être plus gravement compromis que par la condamnation pénale. Le législateur n'a pas voulu lui assurer une situa-

(9) Caen, 8 janv. 1827, *Jurisprudence générale Dalloz*, v^o *Prescription criminelle*, n^o 88.

(10) D., 33. 2. 230; S., 33. 2. 342.

tion préférable à celle d'un débiteur de bonne foi. La Cour ajoute encore un argument de texte. Nous le retrouverons dans l'arrêt suivant, qui mérite d'être étudié en détail. C'est dans cette affaire, en effet, que la Cour de cassation, cassant un arrêt de la Cour de Grenoble, affirme, dans une décision de principe, la prédominance de la courte prescription pénale.

L'affaire *Douanes-Condamin* ⁽¹⁴⁾ : Le 13 août 1823, la

(14) Grenoble, 13 juin 1839, Jurisprudence générale Dalloz, v^o *Prescription criminelle*, n^o 98. Sur pourvoi, Civ. cass., 3 août 1841, D. 41. 1. 318; S., 41. 1. 783, et sur renvoi, Lyon (Chambres réunies), 17 juin 1842, J. G. D., *loc. cit.*, S., 43. 2. 343.

Arrêt Grenoble, 13 juin 1839, *Douanes c. Condamin* :

« ... Attendu que l'obligation de réparer les dommages que l'on a causés à autrui par sa faute ne se prescrit que par 30 années; que si les articles 637 et suivants, C. i. crim. ont établi les prescriptions d'une durée plus courte pour l'action publique et l'action civile résultant d'un crime ou d'un délit, cette dérogation au droit commun doit se renfermer dans les limites que lui assignent le texte et les motifs de ces dispositions;

» Attendu que le 2^e paragraphe de l'article 637 porte que s'il a été fait dans l'intervalle de 10 ans depuis le jour du crime des actes de poursuites et d'instruction non suivis de jugement, l'action publique et l'action civile ne se prescrivent que par 10 ans à partir du dernier acte; que ces expressions démontrent que, lorsqu'il y a eu jugement, cette prescription de 10 ans cesse d'être applicable; que la loi ne distinguant pas tout jugement définitif, alors même qu'il n'interviendrait que sur l'action publique, doit modifier la prescription à l'égard de l'une et de l'autre action; qu'il est indifférent que la personne lésée n'ait point été partie à ce jugement, parce qu'elle y a été représentée par le Ministère public, ainsi que cela sera expliqué ci-après;

» Attendu que ces mots « non suivis de jugement », d'après lesquels tout jugement définitif qui intervient sur la poursuite modifie la prescription, ne sauraient se référer d'une manière exclusive aux cas prévus par les articles 633 à 642, parce que ces articles ne sont relatifs qu'à la prescription de la « condamnation », tandis que l'article 637 s'occupe de la prescription « des actions » et que sa dernière partie semble s'appliquer plus particulièrement au cas où, après le jugement rendu sur la poursuite et sur l'instruction, il existe encore une action qui ne peut être que l'action civile, laquelle est dès ce moment soumise à d'autres règles de prescription;

» Attendu que l'article 637 ne déterminant point la durée de l'action

Cour d'assises de l'Isère condamnait aux travaux forcés à perpétuité Rey, employé des douanes, accusé d'avoir assassiné un nommé Condamin. Aucune partie civile ne s'était constituée au cours du procès criminel. Les années passent.

civile, après le jugement sur l'action publique, cette action rentre dès lors dans le droit commun, et se prescrit par 30 ans.

» Attendu que cette interprétation de l'article 637 s'accorde avec les motifs qui ont fait abréger pour les matières criminelles la durée ordinaire de la prescription; que le législateur n'a pas voulu que les tribunaux fussent appelés à prononcer sur l'existence d'un crime ou d'un délit, lorsque le temps aurait affaibli ou détruit les preuves et les divers éléments nécessaires à la constatation du fait et aurait privé la personne inculpée de ses moyens de justification; que les règles spéciales des articles 637 et suivants sont encore fondées sur d'autres considérations qui se rapportent exclusivement à l'action publique; mais qu'aucun motif de dérogation au droit commun ne subsiste lorsque, après un jugement ou arrêt de condamnation rendu sur la poursuite du Ministère public, les tribunaux civils sont saisis de l'action en dommages-intérêts de la partie lésée;

» Attendu, en effet que, dans ce cas, il n'y a plus à rechercher les preuves du fait et à établir que la personne à qui des dommages sont demandés est l'auteur de ce fait, parce que, sur ces deux points, le jugement de condamnation à revêtu l'autorité de la chose jugée; qu'il importe peu que le demandeur en dommages-intérêts n'y ait point été personnellement partie, qu'il y a été représenté par le Ministère public dont l'action, poursuivie au nom de la société, profite à tous ceux qui sont intéressés à la constatation du fait incriminé en sorte que le jugement intervenu sur cette action a le caractère d'une vérité publique dont chacun peut se prévaloir et que nul n'est admis à contester; que s'il en était autrement la justice des jugements criminels resterait soumise à discussion devant les tribunaux civils; l'effet moral des condamnations serait détruit par le doute qu'il serait permis d'établir sur leur légitimité et il serait porté atteinte à l'autorité de la chose jugée dans les matières mêmes où il importe le plus à l'ordre public que cette autorité soit respectée;

» Attendu que le ministère du juge saisi de l'action civile se réduit à la simple appréciation du dommage causé, que cette appréciation est indépendante de la criminalité du fait; que l'intérêt qui s'y rattache est purement civil; que la preuve n'est point sujette à dépérir par le laps de temps, puisqu'elle est irrévocablement acquise par un jugement; que dès lors cette action est en dehors de tous les motifs qui ont déterminé la prescription spéciale établie par les articles 637 et suivants; que l'on conçoit bien que l'action civile et l'action publique aient été soumises aux mêmes règles de prescription tant que la première de ces actions reste dans le domaine de l'instruction criminelle; c'est-à-dire lorsqu'elle peut déter-

Le 26 avril 1837, soit près de quatorze ans après l'arrêt de la Cour d'assises, les héritiers de Condamin intentent une action civile en dommages-intérêts contre l'Administration des Douanes, prise comme civilement responsable de son préposé Rey. Celle-ci oppose que la courte prescription

miner l'action publique, se lier avec elle par une instruction commune et se terminer par un même jugement;

» Mais qu'il ne doit plus en être ainsi, lorsqu'après la condamnation du coupable, l'action civile se trouve dégagée de tout ce qui pouvait se rattacher à l'action publique, à l'intérêt de la répression et aux lois de l'instruction criminelle;

» *Attendu enfin que si la réparation du dommage causé par un simple quasi-délit peut être demandée pendant 30 ans, il doit en être de même à plus forte raison du dommage causé par un crime lorsque tout est jugé, soit quant aux questions qui touchent à la peine, soit quant à celles qui intéressent la réparation de l'auteur du dommage; que si l'action civile peut éveiller le souvenir d'une condamnation oubliée, l'ordre public n'y est point intéressé, et d'ailleurs l'auteur du dommage pourra toujours prévenir l'action civile en s'acquittant de l'obligation qui lui est imposée par l'article 1382.* »

P. C. M. Demet de l'appel.

Civ. cass., 3 août 1841, Jurisprudence générale, V^o Prescription criminelle, n^o 98.

« ... Attendu qu'aux termes des articles 2 et 637 du Code d'instruction criminelle, l'action publique et l'action civile résultant d'un crime se prescrivent par 10 années révolues à compter du jour où le crime a été commis.

» *Que la condamnation intervenue sur l'action publique ne proroge pas au delà de 10 années à partir de sa date l'action en réparation purement civile et ne place pas cette action sous l'application des principes ordinaires du droit civil en matière de prescription, qu'en effet suivant l'article 642 du Code d'instruction criminelle, les arrêts rendus par les cours d'assises ne font cesser la prescription de 10 ans pour la réparation civile que lorsque ces réparations ont été accordées par ces arrêts; que les arrêts des Cours d'assises sont, dans ce cas, des titres dont l'exécution peut être poursuivie pendant 30 ans comme celle des actes authentiques ordinaires par les voies purement civiles; qu'il ne peut y avoir nécessité à se livrer à un examen et une discussion auxquels le Code d'instruction criminelle a voulu mettre un terme après 10 ans d'inaction et de silence;*

» *Attendu que l'arrêt rendu par une cour d'assises sur l'action publique ne peut avoir pour l'objet sur lequel il n'a point statué plus d'effet que les actes d'instruction ou de poursuite dont parle l'article 637 et qu'ainsi après l'arrêt qui n'a prononcé aucune condamnation civile, la partie lésée par le crime qui a été commis et puni, ne peut demander de dommages-intérêts, si elle laisse écouler plus de 10 années...* »

doit frapper l'action des héritiers Condamin et la paralyser en conformité des articles 637 et suivants. Les héritiers rétorquent que leur action ne peut être soumise qu'au droit commun en raison de la condamnation pénale définitive prononcée contre l'auteur du crime.

A la date du 13 juin 1839, la Cour d'appel de Grenoble rejette l'exception de prescription invoquée par l'Administration des Douanes et affirme que l'action, telle qu'elle est intentée, ne dépend que du seul droit privé. Trois espèces de considérants ont déterminé cette opinion : un argument de texte, un argument de droit, un argument de moralité. La Cour de Grenoble pose dans les prémisses de son arrêt le principe de l'interprétation stricte du droit pénal, textes de droit étroit, déroatoires au droit commun.

Elle étudie tout d'abord dans leur contexture les articles 637 et suivants du Code d'instruction criminelle. Il faut y distinguer deux chefs de dispositions : certains articles, 637 à 640, concernent la prescription de l'action soit pénale, soit civile; les autres, 636 et 642, concernent la prescription de la condamnation. Les textes sont clairs et précis sur cette division. L'article 637 vise le cas exclusif où les faits n'ont été suivis d'aucun jugement de condamnation. Cela est écrit en toutes lettres dans cet article. Dans ce cas, et dans ce cas seulement, la prescription qui frappe l'action est la courte prescription pénale. Au contraire, si un jugement définitif est intervenu, cet article ne peut visiblement pas s'appliquer, il faut s'en référer aux articles 636 et 642. Quelles hypothèses visent-ils? L'article 636 s'applique exclusivement — personne ne le conteste — à la prescription de la condamnation civile. L'article 642 vise le cas où, la victime s'étant portée partie civile, le

jugement criminel lui alloue une réparation. Dans ce cas, la condamnation civile ne se prescrit que suivant les termes du droit commun.

Quant au cas où la victime agit contre l'auteur du délit après un jugement définitif de condamnation pénale, il n'est visé par aucun texte. C'est donc bien la preuve matérielle et littérale que le droit commun seul peut s'appliquer (12).

La Cour de Grenoble étudie ensuite l'argument de droit. Elle rappelle rapidement les raisons qui ont fait prévaloir en jurisprudence l'unité des prescriptions : affaiblissement et disparition des preuves, tranquillité publique, l'oubli. Mais après une condamnation pénale aucune de ces raisons ne peut prévaloir. Le tribunal civil n'a aucune recherche à faire sur le caractère et la nature délictueuse des faits. Il ne peut redouter un dépérissement des preuves, car, comme le dit si justement l'arrêt, « le jugement intervenu sur cette action (pénale) a le caractère d'une vérité publique, dont chacun peut se prévaloir et que nul n'est admis à contester ». Si l'on refuse de l'admettre, un doute planera; l'effet moral de la condamnation sera détruit, on portera atteinte à l'ordre public dans la matière même où il importe le plus qu'il soit respecté : l'autorité de la chose jugée.

Le troisième argument est celui de la moralité. On ne peut mieux traiter un coupable condamné qu'un simple débiteur civil. On rappellera peut-être la condamnation oubliée, qu'importe! Le condamné le sait. Il doit s'attendre à voir, un jour, sa victime lui réclamer son dû. Il lui

(12) Voir l'arrêt Teste-Feraud, Nîmes, 27 mars 1833, D., 33. 2. 230; S., 33. 2. 343 déjà cité.

est facile d'éviter cette nouvelle tâche en acquittant volontairement sa dette.

Un arrêt aussi sagement motivé, aussi profondément juridique et moral, aurait dû faire jurisprudence.

Condamnée, l'Administration des Douanes se pourvoit en cassation. La Chambre des requêtes admet le pourvoi. La Chambre civile va statuer dans la plénitude de sa juridiction. Par son arrêt du 3 août 1844, elle casse celui de la Cour de Grenoble. Quelles raisons donne-t-elle? Deux motifs peuvent se déduire de cet arrêt. La Chambre civile admet implicitement que les textes du Code d'instruction criminelle se suffisent à eux-mêmes et qu'il faut trouver en eux la solution de toutes questions s'y rattachant. La règle générale en cette matière est la courte prescription. Le silence de la loi en présume l'application. Lorsqu'elle a voulu y déroger, elle l'a dit expressément dans l'article 642. Cet article ne vise que le cas, dit-elle, où l'arrêt de condamnation pénale en a prononcé aussi une civile.

La Cour suprême assimile ensuite un jugement de condamnation pénale qui ne statue pas sur les intérêts civils à un simple acte de poursuite ou d'instruction tels qu'ils sont définis par l'article 637. Pourquoi admet-elle cette assimilation? Aucune explication n'en est donnée, aucun attendu ne le précise. Un jugement de condamnation n'est évidemment pas un acte de poursuite ou d'instruction. On ne peut voir dans cette décision que la volonté nettement arrêtée de défendre, de parti pris, le caractère général des articles 637 et suivants, qu'elle a posé en principe.

Cet arrêt, qui sera de principe, est, à notre sens, inapplicable. Il viole à la fois et la lettre et l'esprit des textes : l'arrêt des chambres réunies de la Cour de Lyon du 17 juin 1842 tente vainement de l'expliquer. Il affirme de façon

expresse le principe que, en cette matière spéciale, le Code d'instruction criminelle doit fournir seul toute la solution. Enfin, il exprime cette idée que, même en respectant l'autorité de la chose jugée au pénal, le juge civil, pour déterminer l'étendue du dommage causé, doit apprécier les faits délictueux dont le législateur n'a pas voulu qu'on pût faire revivre le souvenir après dix ans sans poursuite.

C'est donc pour cette seule raison qu'on prive une victime de son droit à réparation à l'égard d'un coupable condamné pour crime de droit commun.

Cette jurisprudence nouvelle devait être bientôt confirmée. Les cours d'appel, en effet, s'insurgèrent contre une telle interprétation des textes, mais la Cour suprême, implacablement, casse les arrêts. Elle confirme de façon éclatante sa thèse dans l'arrêt du 6 mars 1853 (13). Elle prend soin de la justifier plus complètement que dans l'arrêt *Condamin*. Cette décision devait marquer la fin de la lutte avec les cours d'appel. Celles-ci se soumirent (14).

(13) *Commune de Beuvry-c-Decapôl*, Civ. cass., 6 mars 1853, D., 53. 1. 84; S., 53. 1. 333 :

... « Attendu que le jugement attaqué fonde encore, à tort, un deuxième motif de décision sur cette circonstance que, dans la cause, il avait été prononcé des condamnations définitives contre les auteurs directs des délits; que si l'article 642, C. instr. crim., replace les actions civiles procédant de faits qualifiés crimes ou délits, sous l'empire des règles ordinaires du droit civil concernant la prescription, c'est seulement lorsque ces actions ont été suivies d'arrêts ou jugements rendus en matière criminelle et portant des allocations de dommages-intérêts;

» Qu'alors il ne reste qu'à mettre à exécution l'arrêt ou jugement qui forme titre..., tout débat sur les faits se trouvant donc terminé; mais il en est autrement lorsque l'action civile n'ayant pas été soumise aux Tribunaux de justice répressive...; qu'en ce cas, le débat devrait nécessairement renaître devant les juges de l'action civile à l'égard de laquelle la condamnation contre les auteurs des faits incriminés n'a que l'autorité d'un cas d'instruction... »

(14) Lyon, 4 avril 1851, D., 52. 2. 34; S., 51. 2. 434; — Civ. rej. 24 déc. 1878, D., 79. 1. 80; S., 879. 1. 169; — Orléans, 28 nov. 1891, sous Civ. rej.,

Une espèce intéressante était révélée par un arrêt de la Cour d'Aix, affaire *Calisseau-Karsenty*, du 23 novembre 1893 ⁽¹⁵⁾. La jurisprudence de la Cour de cassation pouvait-elle encore s'appliquer lorsque la constitution de partie civile n'était pas admise devant le juge répressif (conseil de guerre, en l'espèce). Obligatoirement, la victime du délit devait assigner l'auteur devant un tribunal civil. Aucun lien de droit ne pouvait donc la rattacher à l'action publique poursuivie par l'autorité militaire pour son propre compte et en vertu d'un Code spécial. Malgré cette séparation presque complète, la Cour d'Aix admet que l'action civile est dominée par le grand principe de l'unité des prescriptions. Elle l'affirme solennellement dans la première partie de son arrêt, après avoir constaté que le délai de la prescription pénale était passé.

Elle s'efforce ensuite de justifier en droit l'application de cette même prescription après le jugement de condamnation. Elle ne s'en réfère pas simplement à la jurisprudence dominante, elle préfère fournir des attendus bien spéciaux par une interprétation très large de l'article 642 et une argumentation *a contrario*. En réalité, sous le couvert d'une formule brillante, elle se borne à une vaine affirmation qu'elle n'assortit d'aucune démonstration ⁽¹⁶⁾.

18 nov. 1893, D., 98. 1. 497; S., 98. 1. 385; — Montpellier, 21 mars 1892, sous Req., 12 février 1892, D. 93. 1. 486; — Civ. rej., 15 mai 1923, *Gaz. Pal.*, 23. 2. 160; — Trib. comm. Marseille, 31 mars 1927, *Rec. Marseille*, 1927. 1. 336.

(15) Aix, 23 nov. 1893, D., 94. 2. 566; S., 95. 2. 33.

(16) « ... Mais que, par le soin qu'il a pris dans l'article 642 de faire revivre la prescription trentenaire au cas seulement où le jugement devenu définitif et statuant en même temps sur les intérêts civils... Il a nettement indiqué que si rien n'avait encore été décidé quant à ce, l'action civile n'aurait pour s'exercer à partir de ce jugement que la durée qu'il lui avait précédemment assignée, faisant bien entendre par là qu'il assimilait ce jugement à un acte de poursuite... »

Ayant ainsi développé *in abstracto* son point de vue, la Cour d'Aix l'applique au cas concret qui lui est soumis. Elle rejette l'argument tiré du silence même de la loi, en l'espèce l'article 184 du Code de justice militaire. « Le texte est muet, dit-elle, simplement parce que l'action civile ne pouvait être portée devant le tribunal militaire. » Il faut donc revenir au droit commun, et pour elle ce droit commun est le Code d'instruction criminelle, pour ce seul motif que les textes du Code de justice militaire concernant la prescription de l'action pénale ont été copiés sur lui (17). C'est une bien faible raison en l'absence de tout autre argument. Il eût semblé plus conforme aux véritables principes de ne pas compléter ces textes d'exception par un autre texte de même nature; mais nous avons constaté déjà qu'en cette matière la jurisprudence avait fait preuve d'une initiative plus que hardie.

Aucune autre décision n'est venue confirmer ou infirmer cette jurisprudence, mais il paraît bien qu'en l'état actuel des choses la même solution ne serait peut-être plus appliquée. Les juges de droit commun s'efforcent, nous le verrons, de soustraire les décisions des tribunaux spéciaux aux conséquences de l'unité de prescription.

(17) ... Qu'ôtant à cette juridiction particulière la connaissance d'une telle action, le rédacteur du Code de justice militaire n'avait évidemment pas à formuler les règles qui lui sont applicables; mais qu'en empruntant... celles qui concernent la prescription de l'action publique, il a clairement marqué qu'il n'entendait pas plus y déroger pour l'une que pour l'autre; que ce silence qu'il a gardé prouve, au contraire, qu'il a voulu que l'action civile continuât d'y demeurer soumise... »

CHAPITRE V

L'EXAGERATION DES CONSEQUENCES DU PRINCIPE DE L'UNITE DES PRESCRIPTIONS

Sous les directives d'une doctrine intransigeante, la jurisprudence se laisse bientôt entraîner vers une exagération des rigueurs du principe qu'elle vient d'admettre. Contre la véritable nature des choses, elle s'efforce d'enfermer dans le cadre qu'elle s'est tracé des solutions qui lui sont manifestement étrangères. On peut dire sans exagération qu'elle a méconnu systématiquement les besoins de la pratique et les aspirations du monde extérieur qui gravite autour d'elle.

SECTION PREMIERE

L'INEFFICACITÉ DE LA MORT DU PRÉVENU SUR LA DURÉE DE LA PRESCRIPTION

La justification de la thèse de l'unité des prescriptions repose surtout, on l'a vu, sur la notion d'ordre public. C'est elle qui a lourdement pesé sur les conceptions des juristes qui l'ont étudiée. Elle devait les conduire à l'application de la thèse même après le décès de l'auteur du délit. Pouvait-il vraiment en être ainsi ? Telle est la question qui a été soumise aux tribunaux.

Les anciens auteurs admettaient ⁽¹⁾ que l'action deve-

(1) Voir : tit. I, chap. II, les explications fournies.

nait purement et simplement civile; qu'elle perdait par la mort de l'auteur tout caractère pénal; cette solution logique tempérerait heureusement le principe de l'unité des prescriptions. La doctrine moderne n'a pas cru pouvoir s'y rallier pour un simple argument de textes, les articles 2 et 3, 637 et suivants, ne distinguant pas suivant que l'auteur du délit vit encore ou bien est décédé. Il y a lieu de respecter ce silence et d'assurer le plus largement possible l'influence de ces textes.

La jurisprudence l'accepte et proclame l'inefficacité de la mort du prévenu. La question n'a d'ailleurs pas été agitée souvent devant les juges; mais les deux seuls arrêts rapportés l'ont étudiée avec une attention particulièrement scrupuleuse; la Chambre des requêtes surtout a longuement motivé sa jurisprudence.

*L'arrêt veuve Philibert Saiges contre veuve Louis Saiges
du 2 mai 1864 (2).*

Dans le courant du mois de juin 1852, le sieur Louis Saiges disparaît. Les soupçons se portent sur son frère Philibert Saiges. Une instruction criminelle est ouverte; les recherches n'aboutissant pas, elle se termine bientôt par une ordonnance de non-lieu. Par la suite, des révélations prouvent la culpabilité de Philibert Saiges, mais celui-ci décède *integri statu*.

Plus de trois années après la mort de Louis Saiges, mais moins de dix ans après elle, sa veuve forme contre la veuve Philibert Saiges une action civile en réparation du dommage causé par le crime.

(2) Req., 2 mai 1864, D., 64. 1. 266; S., 64. 1. 321.

Philibert Saiges étant décédé pendant l'instruction, aucune décision n'était intervenue et l'existence légale du crime n'avait pu être constatée du vivant de l'assassin. La juridiction civile pouvait-elle, malgré cela, sous le couvert d'une action en dommages-intérêts, déterminer ce caractère légal ?

La défenderesse invoquait que, le coupable étant mort *integri statu*, il fallait respecter la présomption d'innocence protégeant sa mémoire; que le juge n'avait plus le droit alors d'examiner le caractère délictueux de l'acte commis. L'action civile ne pouvait plus avoir alors comme fondement qu'un délit involontaire couvert par la courte prescription de trois ans, et non par celle de dix ans relative aux crimes.

La Cour de Dijon rejette ce moyen; elle affirme le droit du juge de définir le caractère légal du fait délictueux et sa subordination aux règles de la prescription des délits.

Un pourvoi en cassation est rejeté par la Chambre des requêtes dans un arrêt longuement motivé.

La Cour suprême affirme d'abord de façon absolue l'identité des actions civile et publique telles qu'elles sont régies par le Code d'instruction criminelle; elle pose ensuite comme principe que, lorsque le juge civil est saisi seul de l'action civile, il a toute compétence pour « en apprécier les éléments, vérifier et constater le fait sur lequel elle se fonde, en rechercher toutes les circonstances et en déterminer le caractère »; que cette compétence lui donne donc le droit « de constater, en le qualifiant, le fait qui lui est dénoncé comme cause du dommage à réparer »; lui refuser ce droit serait lui donner une compétence illusoire.

Ces prémices posées, la Chambre des requêtes rejette la deuxième branche du pourvoi relative à la présomption

d'innocence de l'auteur décédé *integri statu* qui protège sa mémoire, en empêchant d'alléguer ou de prouver aucun fait de nature à lui porter atteinte.

Le caractère factice de la théorie jurisprudentielle apparaît ici bien nettement. L'argumentation de la Cour de cassation est longue et pénible. Elle n'offre aucun attendu sérieux, fixant définitivement le point de droit. Elle ne fait appel (elle ne pouvait pas chercher ailleurs une justification) qu'aux textes eux-mêmes. Comme tout cela eût été simple avec l'idée de dualité des prescriptions. L'action publique était définitivement éteinte; l'action civile survivait seule, soumise aux règles du droit commun. Il n'était pas besoin de qualifier juridiquement un fait, de salir la mémoire d'un mort. L'application des textes du Code civil assurait à chacun une justice équitable. Une telle simplicité doit céder le pas à un raisonnement pénible et peu convaincant.

L'action civile, dit la Chambre des requêtes, survit à l'action publique, aux termes de l'article 2 du Code d'instruction criminelle. Cela ne serait plus vrai si, sa base lui manquant, elle devait, « pour se faire accepter, déguiser le véritable caractère du fait dommageable et le dégager de l'intention criminelle qui l'aurait déterminé ».

Nous ne comprenons pas bien le sens de cet attendu. Que veut-il dire exactement? La base de l'action n'est pas supprimée parce qu'on interdit de rechercher si tel acte peut constituer un crime ou non. Il subsiste toujours un fait dommageable ouvrant un droit à réparation. Il n'y a pas à déguiser le véritable caractère de cette action, mais au contraire à l'affirmer. Il s'agit d'une action civile, et il ne s'agit que de cela.

Quel argument peut-on tirer de cette formule de la Cour

suprême « qu'il résulte clairement du texte de l'article 2 que, si le crime est éteint par la mort du prévenu, il ne l'est que dans ses rapports avec la peine qu'il aurait dû subir et nullement quant à la réparation du tort que ce crime a pu causer ? » Simplement qu'il subsiste encore et toujours une action purement civile n'ayant plus aucun lien avec le droit pénal.

Qu'importe que le dommage ait été causé par un crime ou une faute civile, la réparation est la même, du moins en ce qui concerne le préjudice matériel. Il ne peut pas être apprécié d'une manière ou d'une autre suivant la nature et la qualification du fait à sa base. Le juge n'a donc pas besoin de déterminer ce caractère. Il en est peut-être autrement du préjudice moral. Mais, dans ce cas, aucune directive n'est donnée par la loi : c'est à la conscience et à la probité du juge qu'il y a lieu de s'adresser. Il saura déterminer le montant du préjudice d'après les faits de la cause et les documents qui lui seront soumis. On peut donc, en résumé, rejeter entièrement l'idée du crime dans une telle action sans nuire à l'administration d'une bonne justice. Il ne faut voir dans cet arrêt que la volonté nettement établie du juge de soumettre, malgré tout, l'action civile à la courte prescription.

Cette jurisprudence est confirmée implicitement par l'arrêt de la Chambre civile *veuve Paradis* contre *Fayolle* ⁽³⁾.

Depuis lors, la question n'a pas été discutée en jurisprudence, mais celle-ci semble si fortement établie qu'il paraît douteux qu'un revirement puisse se faire à ce sujet.

(3) Civ. rej., 4 déc. 1877; D., 78. 1. 232; S., 78. 1. 419.

SECTION II

L'APPLICATION DU PRINCIPE DE L'UNITÉ DES PRESCRIPTIONS AUX CONSÉQUENCES DU DÉLIT NÉES APRÈS LA PRESCRIPTION PÉNALE

Nous abordons ici un point particulièrement important qui permet de faire ressortir toute la dureté et toute l'injustice de la thèse jurisprudentielle. Sur la base d'une théorie juridique, elle prive un malheureux du droit à réparation pour des faits qui prennent naissance après la prescription du délit, alors qu'il lui était impossible d'agir plus tôt, ceux-ci n'étant pas nés et bien souvent imprévisibles.

Il importe, pour bien situer le problème, d'exposer en quelques mots les données matérielles et les solutions doctrinales.

En fait, c'est en matière d'accidents que la question se présente : Un accident cause à un tiers des blessures légères; le temps passe, la prescription du délit est acquise; les blessures s'aggravent brusquement et la victime veut réclamer. Il est trop tard, lui dit-on. Il fallait prévoir cette aggravation et agir, sans tarder, au moment de l'accident.

Il arrive que, la victime ayant agi en temps utile, une décision a fixé la responsabilité de l'auteur. Puis le temps passe, une aggravation se produit. Il est encore trop tard pour intenter une nouvelle action. Il aurait fallu faire des réserves.

Un troisième cas, particulièrement douloureux, a été traité aussi légèrement par la jurisprudence. Un homme

marié est blessé dans un accident. Prudent et avisé, il fait consacrer la responsabilité de l'auteur de l'accident en temps utile et demande toutes réserves pour le cas d'aggravation; la prescription survient. Il meurt alors des suites de ses blessures. La veuve veut agir en son nom; il est trop tard, elle aurait dû poursuivre avant la prescription. Cette conséquence stupéfiante du système jurisprudentiel ne peut s'expliquer. Comment a-t-elle pu être admise?

Quelle est la solution doctrinale ? Elle admet que, l'action civile étant liée à l'action pénale quant à sa durée, elle est prescrite en même temps puisqu'elle a le même point de départ. Or, le point de départ indiscutable de l'action publique est le fait délictueux. Il doit en être de même de l'action civile. Cette assimilation ne résulte d'aucun texte (4). Cette anomalie, à laquelle conduit le principe de l'unité des prescriptions, suffit, à notre sens, à le ruiner.

La jurisprudence a suivi. C'est une énigme indéchiffrable que cette thèse ait conquis si vite nos tribunaux. Ils s'inspirent tant, d'habitude, des besoins de la pratique, des données du milieu social, qu'ils en arrivent parfois à modifier complètement des textes de loi. Comment ont-ils pu ici admettre cette théorie que rien ne justifie, qui est un défi au bon sens et à l'honnêteté? Une seule réponse semble possible : la volonté de défendre envers et contre tous la théorie de l'unité des prescriptions.

Trois séries d'arrêts capitaux l'attestent de façon indiscutable.

(4) Voir les notes D., 97. 2. 206; *Gaz. Pal.*, 1923. 2. 160.

L'arrêt veuve Pouget contre P.-L.-M. ⁽⁵⁾.

La Cour de Montpellier, pour la première fois, admet que la prescription pénale joue contre la veuve qui agit après le décès du mari.

Deux questions sont résolues assez brièvement par cet arrêt. D'abord, le point de départ de l'action en réparation de la veuve; il est fixé obligatoirement au jour du délit, c'est-à-dire de l'accident, et non à celui du décès. Cette action, en outre, est complètement distincte de celle du mari et ne saurait en être la suite. La solution est si vraie que la dite Cour a réformé, comme ayant statué *ultra petita*, le jugement qui prononçait la réversibilité sur la tête de la femme de la rente allouée au mari, agissant seul.

La Cour de Montpellier évite d'ailleurs de répondre. Plus de trois ans s'étaient écoulés entre le décès du mari et l'action engagée par la femme. La prescription aurait donc joué même si on avait reporté le point de départ au décès. La Cour parle d'une suspension ou interruption peut-être possible; l'aurait-elle admise si l'action eût été recevable? Il semble bien que non.

Sur pourvoi, la Chambre des requêtes, par un arrêt accueillant simplement les motifs de la Cour d'appel, rejette le pourvoi.

La question restait donc, en fait, encore entière. Elle allait bientôt être jugée par un arrêt de principe.

Les arrêts Briannes-Midi ⁽⁶⁾.

Ces arrêts méritent d'être étudiés longuement, surtout en présence de l'opposition de vues entre la Cour de Pau

(5) Montpellier, 21 nov. 1892, et sur pourvoi, Req., 12 févr. 1894; D., 94. 1. 486.

(6) Pau, 16 janv. 1896; D., 97. 2. 206 et, sur pourvoi, Civ. cass., 13 déc. 1898, D., 99. 1. 249. Note Sarrut, S., 99. 1. 25.

et la Cour de cassation. Celle-là, en présence des faits matériels et des circonstances morales de la cause, avait admis une solution d'équité et de droit; la Cour de cassation, cassant l'arrêt, lui substitue une thèse trop rigoureuse.

Le 13 novembre 1886, le sieur Briannes, chef de gare à Dax, était victime d'un accident au cours de manœuvres dans les dépendances de la gare. Il décédait huit ans après, le 12 mars 1894, des suites de ses blessures. La veuve forme, le 27 novembre de la même année, une action contre la Compagnie du Midi prise tant comme responsable directement de la mort de son agent que comme civilement responsable du mécanicien, auteur de l'accident.

En réponse à cette demande, la Compagnie excipe de la prescription édictée par les articles 637 et 638 du Code d'instruction criminelle. Le Tribunal de Dax admet cette exception et déclare l'action de la veuve Briannes irrecevable. Sur appel, l'affaire vient devant la Cour de Pau. Par un arrêt fortement et humainement motivé, la Cour réforme le jugement et rejette la prescription opposée par la Compagnie du Midi. Quelles étaient les raisons de cette jurisprudence?

Tout d'abord, la Cour de Pau admet sans conteste l'action dirigée contre la Compagnie.

Elle ne peut se prescrire que par trente ans; aucune difficulté n'est d'ailleurs soulevée à ce sujet; la Cour étudie alors, et c'est le point intéressant, l'action dirigée contre le mécanicien, auteur de l'accident. Pour qu'il n'y ait point d'ambiguïté, la question est posée avec une netteté et une précision absolues : « Attendu qu'aucune difficulté ne se présenterait si la mort de Briannes, conséquence du fait délictueux du préposé de la Compagnie, avait eu lieu au cours des trois années qui ont suivi le 13 novembre 1886

(jour de l'accident), ... mais que ce funeste événement est survenu plus de sept ans après l'accident, de telle sorte que, pendant que courait la prescription triennale, *l'action de la dame Briannes qui lui est personnelle et distincte de celle de son mari, n'était pas encore née*;

» Attendu... que la question se présente de savoir si la règle posée par les articles du Code d'instruction criminelle doit s'entendre en ce sens que le législateur a formellement voulu édicter une dérogation aux principes généraux du droit qui régissent toute prescription. »

On ne pouvait mieux définir le problème. Toutes les questions sont posées. Il ne pourra y être répondu que par une argumentation de droit pur. La Cour de Pau s'est élevée au-dessus des faits matériels de l'espèce pour juger dans la sérénité du droit. La décision ne pouvait manquer d'être empreinte de la plus haute justice. Elle résout le problème de la façon la plus heureuse dans une judicieuse fusion du droit et de la morale.

Et tout d'abord elle rappelle ce principe absolu qui domine tout le droit que le débiteur ne peut pas se prévaloir de la présomption de renonciation de son créancier; on ne peut pas dire sérieusement qu'une personne à laquelle l'exercice d'un droit n'a pas encore été ouvert puisse y avoir déjà renoncé (7).

Cette règle, continue la Cour de Pau, est absolue, et rien dans les articles du Code d'instruction criminelle

(7) Attendu, dit-elle, qu'aux termes de ces principes, la libération résultant du non-usage ou de la non-revendication d'un droit ne peut être invoquée à l'encontre de celui qui veut s'en prévaloir, qu'en prenant pour point de départ du non-usage le moment où il s'en est trouvé nanti; qu'il ne saurait, en effet, en être différemment, cette libération ayant pour fondement une présomption de renonciation à son exercice qui ne saurait préexister à la naissance de ce droit lui-même. »

« n'autorise à penser que le législateur a voulu déroger à ces principes qui satisfont à la fois la raison et l'équité et qu'il ait pu avoir la pensée de sacrifier des intérêts dignes à tous égards de sa sollicitude en leur infligeant une forclusion devant laquelle il les laissait désarmés. »

Point n'était besoin d'ajouter encore de nouveaux motifs, la cause aurait dû être entendue. En posant ce principe, la Cour de Pau venait de résoudre le problème qui lui était soumis. Il ne devait pas paraître possible de contredire cette affirmation de haute morale et d'équité.

Elle ajoute pourtant encore, pour assurer davantage sa thèse, même en sacrifiant à celle de l'unité des prescriptions une partie de ses propres sentiments : « Attendu dès lors qu'il est plus naturel de supposer qu'il (le législateur) n'a eu en vue que l'action naissant dans le cours des trois années courues après la date du délit.; qu'il est à remarquer que le point de départ de cette prescription étant modifié, sa durée restera toujours fixée à trois ou dix ans. »

Et la Cour termine en indiquant que, si on voulait juger le contraire, on arriverait à ce résultat étrange qu'une violation de la loi civile et de la loi pénale ferait une situation meilleure qu'une simple violation de la loi civile.

Elle déclarait, en conséquence, non prescrite l'action dirigée contre le mécanicien.

Quelles conclusions pouvaient être dégagées de cet arrêt? Tout d'abord, c'est que, de par sa nature, l'action en réparation portée devant le Tribunal civil ne peut être soumise à la courte prescription. Si cette assimilation paraît possible en règle générale, elle devient inacceptable dans le cas particulier étudié. Ici, avec toute leur ampleur, les principes généraux du droit imposent leurs directives.

On ne peut pas les violer impunément sans arriver à une grave injustice. C'est pourquoi cet arrêt se présente comme la seule solution possible.

En second lieu, l'arrêt reconnaît (il ne peut d'ailleurs y avoir de difficulté sur ce point) que l'action de la femme est complètement distincte de celle du mari. C'est une raison de plus pour ne pas la soumettre aux règles du droit pénal. Elle n'a aucun lien avec le délit. Elle ne dépend que du droit civil. Sa source est l'article 1382, et il ne peut y en avoir d'autres.

Il ne s'agit pas ici d'une action civile portée à la suite du délit. La femme n'aurait pas pu se porter partie civile à l'audience lors du procès correctionnel; le droit n'aurait été ouvert qu'à la victime elle-même, c'est-à-dire au mari.

La Compagnie du Midi forme un pourvoi contre cet arrêt. La Chambre des requêtes, confirmant la jurisprudence de 1894, admet le pourvoi. Il portait sur deux moyens tendant, le premier, à exonérer le mécanicien au moyen de l'exception de prescription, le deuxième, la Compagnie en établissant la corrélation et l'identité des deux actions.

Il suffit d'indiquer que la Chambre civile rejette le deuxième moyen, maintenant la responsabilité de la Compagnie. Elle ne pouvait pas d'ailleurs juger autrement.

En ce qui concerne la prescription de l'action dirigée contre le mécanicien, la Cour suprême casse l'arrêt de Pau. Son arrêt inexplicable est sans motif. Il se borne à affirmer la volonté du législateur de mettre hors de cause le délinquant⁽⁸⁾. Quant aux tiers, victimes malheureuses, comment pourront-ils essayer d'obtenir quelque chose? Pas par un

(8) « Attendu qu'aux termes des articles 637 et 638 l'action civile se prescrit avec l'action publique quand elle résulte d'un crime ou d'un délit; qu'en faisant ainsi dépendre la durée de l'action de sa cause, le

moyen de droit? Rien dans l'arrêt de la Cour suprême ne le laisse apercevoir. Elle détruit volontairement la seule construction juridique possible, et sans y rien substituer.

Lorsqu'on étudie cet arrêt, on ressent cette impression pénible du vide. Quelque chose manque ou vient de disparaître. On cherche vainement comment va pouvoir agir la femme de l'accidenté; bien plus, comment elle aurait pu agir. Nous ne croyons pas exagéré d'écrire que la Cour suprême l'a frappée d'une incapacité absolue de jouissance. Quel que soit le côté vers lequel on se tourne, on ne peut apercevoir une solution; pour le première fois, nous nous trouvons devant cette anomalie juridique de ne pouvoir résoudre, en droit ni même en fait, une question d'espèce.

Cette extraordinaire jurisprudence devait trouver encore sa confirmation dans les arrêts *Leyssard-P.-L.-M.* ⁽⁹⁾. La thèse généreuse de la Cour de Pau ne trouve plus d'écho parmi les cours d'appel. Elles suivent celle inhumaine et injuste de la Cour de cassation. Pourtant, dans cette affaire Leyssard, il était bien facile de protéger la victime même en conservant le principe trop bien établi de l'unité des prescriptions. Une condamnation était intervenue fixant la responsabilité de l'auteur de l'accident. L'aggravation était une suite, un incident de ce premier procès.

Le 16 mars 1903, Leyssard était renversé par une voiture de la Compagnie P.-L.-M., dont une roue lui écrasa

législateur en a subordonné sans distinction l'exercice à l'existence de l'action civile.

» Qu'il a voulu dans un intérêt général et supérieur, qu'en aucun cas, après un délai fixe invariable, les faits criminels et délictueux fussent mis en débats devant les juridictions de tout ordre. »

(9) Trib. civ. de la Seine, 16 févr. 1916, sur appel, Paris, 21 déc. 1916 et sur pourvoi, Req., 13 mai 1923. S., 23. 1. 300, et *Gaz. Pal.*, 1923. 2. 159, note.

la main gauche. Un jugement du Tribunal correctionnel de la Seine, confirmé par arrêt de la Cour de Paris du 27 octobre 1903, avait constaté la faute du conducteur de la voiture, et une indemnité avait été allouée à la victime. Le temps passe, le mal s'aggrave, et, le 10 mars 1914, Leyssard, ayant le bras gauche paralysé, forme une demande complémentaire de 20.000 francs de dommages-intérêts. La Compagnie P.-L.-M. oppose la prescription pénale. Leyssard répond qu'il ne s'agit pas d'une action nouvelle, mais bien d'une exécution du jugement qui a constaté la faute du cocher. Le Tribunal de la Seine rejette la demande de Leyssard comme prescrite. Il s'agit simplement, dit-il, d'une demande nouvelle qui n'a pas été formée dans les délais de prescription, et non d'une exécution d'un jugement.

Appel est interjeté par Leyssard. La Cour de Paris confirme le jugement, motif pris de ce que la victime, par le fait même qu'elle invoquait la décision correctionnelle, rattachait nécessairement la base de son action au délit générateur du droit à réparation et la soumettait à la prescription pénale ⁽¹⁰⁾.

(10) « Qu'en effet, si le jugement du Tribunal correctionnel de la Seine, en date du 16 mai 1903, qui a constaté la responsabilité de Belin et de la Cie P.-L.-M., a acquis l'autorité de la chose jugée, cette décision n'a pas, comme on l'a soutenu, opéré une novation au point de vue de la réparation du préjudice causé; que cette réparation, bien que sa légitimité eût été reconnue par un jugement distinct, n'en continuait pas moins à puiser sa source et sa justification dans l'acte délictueux qui avait été commis; qu'ainsi en réclamant une augmentation de l'indemnité précédemment allouée et en fondant son action sur un élément nouveau dans l'espèce, l'aggravation de l'infirmité, le demandeur nécessairement la rattachait au fait générateur de la responsabilité qui avait depuis l'origine dominé le litige, c'est-à-dire au délit.

» Que cette action nouvelle, en ce sens qu'elle avait pour but de faire ajouter aux condamnations précédemment prononcées par l'arrêt du 27 octobre 1903, ne pouvait échapper à la prescription de trois ans, édictée par l'article 638 du Code d'instruction criminelle, dont le point de départ remontait à l'arrêt précité... »

Un remords de la Cour est apaisé par un attendu au moins étrange. La Cour estime que cela ne serait pas arrivé si Leyssard avait agi en temps utile, les signes d'aggravations s'étant manifestés dans les délais. Peut-être dans ce cas spécial cela est-il vrai, mais quand même ce ne serait pas une raison suffisante pour priver la victime de la réparation complète à laquelle elle pourrait avoir droit. L'argument considéré *in abstracto* perd toute valeur; l'aggravation aurait aussi bien pu survenir après le temps de la prescription. Le juge était obligé de statuer en droit, et sur cette base seulement pouvait faire quelque chose de solide.

Leyssard forme un pourvoi contre cet arrêt, la seule prescription de trente ans étant applicable, la responsabilité de l'accident ayant été définitivement mise à la charge du cocher de la Compagnie P.-L.-M. La Chambre des requêtes rejette le pourvoi par arrêt du 13 mai 1923. Elle estime que la seule action qui naît du jugement correctionnel est celle qui tend à l'exécution de la condamnation expressément prononcée. Toute autre action est nouvelle et ne peut avoir pour objet l'exécution de la décision pénale. Au surplus, dit-elle, elle rouvrirait le débat sur le délit. C'est peut-être juger un peu simplement les choses. Il ne nous semble pas que cette argumentation soit vraiment convaincante. L'action pour aggravation a bien, en fait, pour but d'assurer la pleine et complète exécution de l'arrêt correctionnel qui a reconnu la faute du cocher et ordonné qu'il devait réparer le dommage, tout le dommage causé, dans les termes des articles 1149 à 1151 du Code civil; or, l'aggravation est une suite directe de l'accident. Il n'était pas besoin non plus de rouvrir le débat pour fixer les nouveaux dommages-intérêts. Le principe en était acquis, il suffisait d'une simple expertise.

Quelles sont les conséquences de cet arrêt? Il confirme la théorie rigoureuse déjà établie du point de départ, au jour du délit, de la prescription de toute action civile exercée d'abord pour la réparation du dommage causé par le délit, quelque générale qu'ait pu être cette action. Enfin, le jugement de condamnation ne peut avoir d'autre effet que d'interrompre la prescription.

En résumé, on peut dire que la jurisprudence a, dans sa volonté fermement arrêtée de respecter en tout état de cause le principe de l'unité des prescriptions, méconnu les lois de la plus élémentaire justice et de la morale la plus naturelle.

Ou bien elle frappe d'une véritable incapacité des tiers qui ne pouvaient agir avant le délai de la prescription parce qu'ils n'avaient pas qualité pour le faire, ou bien elle frappe d'une déchéance injuste les victimes qui n'ont pas pris soin d'interrompre tous les trois ans, leur vie durant, la prescription pénale qui joue contre eux.

C'est peut-être fausser le sens de la loi et faire aux délinquants une trop belle part.

SECTION III

L'IDENTITÉ DE LA FAUTE PRÉVUE PAR LES ARTICLES 1382 DU CODE CIVIL ET 319 DU CODE PÉNAL

Le champ d'application du principe de l'unité des prescriptions a été récemment étendu dans des proportions inquiétantes par la nouvelle tendance des tribunaux concernant la nature des fautes à la base des articles 1382 du Code civil et 319 du Code pénal. En apparence étrangère à la question étudiée, elle a eu pour effet de soumettre à

la courte prescription pénale toutes les actions intentées pour dommages corporels. Elle mérite donc d'être étudiée spécialement.

En harmonie avec les faits, la justice et les textes, la jurisprudence avait admis la dualité de la faute civile et pénale. On le comprenait sans peine, tant cela paraissait naturel. Une faute qui atteint l'homme dans son intégrité corporelle peut, par suite des circonstances de fait, être si légère qu'on ne puisse pas y voir un délit, mais cependant suffisante pour engager la responsabilité civile de son auteur. Ainsi on pouvait concevoir, en logique, un champ d'application distinct pour l'un et l'autre cas. Mais en pratique des difficultés semblaient provenir des textes en présence : l'article 1382, qui rend l'homme responsable du dommage causé par sa faute, et l'article 319 du Code pénal, qui punit toute personne qui aura causé involontairement des blessures à autrui par son imprudence, sa négligence ou l'inobservation des règlements. A première vue, la différenciation est facile. L'article 1382 vise la faute dans sa conception la plus générale. L'article 319, au contraire, se restreint aux cas qu'il énumère. Mais si on y regardait d'un peu plus près, les termes de cet article 319, en apparence limitatifs puisqu'ils énumèrent les cas de responsabilité, n'étaient-ils pas au fond d'une compréhension aussi large que ceux de l'article 1382? Est-il possible, en effet, de concevoir une faute en dehors des cas prévus? On l'avait admis en s'appuyant sur les buts différents du droit civil et du droit pénal. La faute de l'article 319 est envisagée principalement au point de vue répressif, et comporte un certain degré de gravité qui n'est pas nécessaire à celle de l'article 1382, d'une généralité absolue.

C'était peut-être là une distinction un peu arbitraire déduite habilement des textes; mais elle répondait si pleinement aux besoins de la pratique, elle était en si complète harmonie avec les principes directeurs du droit et de la morale, qu'elle semblait découler de la nature même des institutions. La jurisprudence s'y était arrêtée. Une longue suite d'arrêts en avait consacré le principe, qui semblait intangible ⁽¹¹⁾ depuis sa consécration par les arrêts *Dubosc-Lupens* de la Cour de Rouen, confirmés par la Chambre civile, qui rejetait le pourvoi formé ⁽¹²⁾.

Le 20 août 1883, un sieur Lupens, au service de Dubosc, était blessé à l'œil par un éclat de bois; il laisse passer trois années, puis, devenu aveugle, intente une action à Dubosc. Il alléguait que l'accident était dû au mauvais entretien et au mauvais fonctionnement de la machine, cause de l'accident. Dubosc opposait la courte prescription pénale à cette action, prétendant que le dommage corporel entraînait nécessairement un délit de blessures par imprudence. Le tribunal puis la Cour de Rouen rejettent cette exception et admettent qu'il peut y avoir une cause ne provenant ni d'une faute, ni d'un défaut de prudence du patron, mais pouvant lui être cependant imputable ⁽¹³⁾. Un

(11) Civ. rej., 9 juill. 1866, D., 66. 1. 334; Civ. 17 mars 1874, D., 74. 1. 398; Req., 16 mai 1887, D., 87. 1. 265; Req., 31 mai 1892. 1. 384; Civ. rej., 30 nov. 1898, D., 99. 1. 74 et Civ. cass., 30 nov. 1898, D., 99. 1. 74; Req., 8 mars 1899, D., 99. 1. 465; Req., 31 oct. 1906, D., 10. 1. 511.

(12) Rouen, 3 déc. 1887, sous Cass., D., 1913. 1. 17, sous note C, et sur pourvoi, Civ. rej., 15 avr. 1890, D., 90. 1. 436.

(13) « Qu'il suffit, pour que l'articulation procède bien, qu'en certains cas, l'entretien défectueux et le mauvais fonctionnement des machines ait pu se produire notamment par un vice de construction, par une défectuosité propre aux machines, ignorée du patron ou même encore de l'insuffisance des ouvriers employés, puisse être due à quelque trouble imprévu et tout personnel dans l'état de santé et dans la coopération des ouvriers employés, soit à toute autre cause que la prudence humaine ne pouvait prévoir. »

pourvoi est formé par Dubosc. Admis par la Chambre des requêtes, il est rejeté par la Chambre civile. La Cour suprême y pose le principe suivant « qu'il appartient au juge de décider, d'après les circonstances du fait et de la gravité de l'imprudence alléguée, si cette imprudence constitue un délit punissable d'une peine correctionnelle ou une simple faute ne donnant ouverture qu'à une action en dommages-intérêts. »

Elle ne pouvait mieux poser le problème et le résoudre par une formule d'une généralité absolue. Elle l'appliquait d'ailleurs à l'affaire en retenant les arguments d'espèce de nature à montrer la faute du patron. Elle y posait même ce principe, particulièrement favorable à la victime, que l'accident qui se produit par des causes ignorées du patron et que la prudence humaine n'aurait pu prévoir n'exclut pas, par là même, l'éventualité d'une faute du patron.

On pouvait croire la solution acquise définitivement, lorsque brusquement, sans que rien pût laisser prévoir la nouvelle orientation, la Cour de cassation rejeta sa vieille jurisprudence pour affirmer l'identité absolue des fautes prévues par les articles 1382 ou 319 du Code pénal.

Les arrêts Brochet Deschamps contre Laforgue et Lacour (14).

Les sieurs Brochet et Perchet sont assignés le 25 février 1906 par Laforgue et Lacour, patrons d'un ouvrier accidenté, Sibelle, conformément à l'article 7 de la loi du 9 avril 1898, comme tiers responsables de l'accident survenu audit sieur Sibelle le 13 décembre 1902. Brochet et

(14) Lyon, 26 oct. 1907 et 10 févr. 1910, D., 09. 2. 230, sur pourvoi, Civ. cass., 18 déc. 1912, D., 13. 1. 17; S., 14. 1. 249, et sur renvoi, Grenoble, 21 nov. 1913, sous Cass., D., 13. 1. 17.

Perchet opposent à cette action la prescription de l'article 637 du Code d'instruction criminelle. Conformément à la jurisprudence communément admise, la Cour de Lyon rejette cette exception et admet que la faute reprochée aux tiers responsables est insuffisante pour faire retenir leur responsabilité pénale, mais « n'en présente pas moins le caractère répréhensible qui constitue le quasi-délit de l'article 1382 ». Un pourvoi est formé par Brochet et Deschamps (légataire universel de Perchet) contre cet arrêt. Admis par la Chambre des requêtes, il donne lieu devant la Chambre civile à un arrêt de principe rendu après délibéré en la Chambre du Conseil, et cassant l'arrêt de Lyon. La Cour suprême, par ce revirement inattendu, consacrait l'identité des fautes des articles 1382 du Code civil et 319 du Code pénal. L'argumentation de la Cour de cassation prend la forme d'un syllogisme rigoureux. Elle pose d'abord le principe de la généralité des termes de l'article 319, qui englobe en fait toute faute de l'homme entraînant des blessures. Cet article ne distingue nullement pour son application suivant le degré de gravité ou de légèreté de la faute. Il ne sera retenu que pour l'aggravation ou l'atténuation de la peine encourue. Tirer d'autres conclusions de cet article serait ajouter au texte.

Elle considère alors la nature du fait soumis à son appréciation. Les juges du fait, souverains en l'espèce, ont décidé (et elle ne peut qu'admettre cette reconnaissance) qu'il s'agissait de blessures causées par la faute du préposé de Brochet et Deschamps; par voie de conséquence, l'article 319 s'applique, et l'action intentée est l'action civile née du délit de blessures par imprudence.

La Cour de Grenoble, cour de renvoi, s'incline devant la décision de la Cour suprême.

La Cour de cassation confirme par toute une série d'arrêts qui, jusqu'à présent, n'a jamais été officiellement contredite (15).

Le plus important est l'arrêt *Dulac-Berard* par lequel la Chambre civile casse un arrêt de la Cour d'Orléans qui avait admis la dualité de la faute.

Ainsi, la jurisprudence venait d'assurer un champ particulièrement large au principe de l'unité des prescriptions. Tous les accidents corporels y étaient désormais soumis. Les malheureuses victimes allaient subir une nouvelle restriction de leur droit à réparation, et, si l'on se rappelle qu'à cette époque la loi sur les accidents du travail n'existait pas, on s'aperçoit de l'importance capitale d'un tel revirement.

(15) Orléans, 19 juill. 1912, D., 13. 2. 32, et sur pourvoi, Civ. cass., 10 juin 1918, D., 22. 1. 52; Civ. cass., 29 mars 1916, D., 20. 1. 25; Civ. cass., 23 mai 1916, D., 20. 1. 25; Req., 27 juill. 1925, D., 1926. 1. 5; Crim., 21 oct. 1926, S., 27. 1. 33, note Roux .

CHAPITRE VI

LES LIMITES DU CHAMP D'APPLICATION DU PRINCIPE DE L'UNITÉ DES PRESCRIPTIONS

Quelque absolue que puisse paraître la règle de l'unité des prescriptions et si loin qu'on ait pu en étendre les conséquences, il fallait cependant fixer des limites à son application. Il n'était pas possible de sacrifier davantage les droits de la victime à la tranquillité publique ou à l'oubli de la faute pénale. La doctrine fut unanime à le reconnaître; la jurisprudence, au contraire, n'a pu l'accepter de bonne grâce. Elle ne s'est soumise que contrainte et forcée et a même refusé d'accepter certaines limitations.

SECTION PREMIERE

L'APPLICATION DE LA RÈGLE : « OMNES ACTIONES QUÆ TEMPORE
PEREUNT... »

Le premier tempérament consiste dans le fait qu'une fois l'action civile intentée la courte prescription ne joue plus. C'est une règle traditionnelle, en effet, qu'une action qui doit être intentée dans un délai fixé n'est plus soumise, une fois formée, qu'aux prescriptions du droit commun. Un adage latin traduit lapidairement cette idée : « Omnes actiones quæ tempore pereunt, semel inclusæ iudicio, salvæ permanent. »

La doctrine est absolue sur ce point; même les auteurs qui ont le plus préconisé la règle de l'unité s'inclinent devant cette conséquence, qu'ils considèrent comme « allant de soi » (1). Un argument *a contrario* est même tiré actuellement de ce que la loi de 1881 sur la presse, pour des raisons toutes spéciales, assigne à la prescription qui renaît la même durée que pour celle qui vient d'expirer.

La jurisprudence, au contraire, a été moins ferme sur l'application de la règle. On peut même dire qu'elle est particulièrement hésitante! Peu de décisions ont d'ailleurs été rendues sur ce point et, à notre connaissance, la Cour suprême n'a jamais eu à statuer. Il semble cependant que la tendance serait pour le rejet de la règle.

La Cour de Paris, par deux arrêts rendus à trente ans de distance, le fait expressément (2).

L'arrêt *Vénèque-Moranne*, longuement motivé, expose la thèse. La Cour rappelle tout d'abord le principe posé par les articles 637 et suivants, règle « générale absolue et d'ordre public » indiquait-elle. « Il en résulte clairement que la prescription de l'action civile est interrompue par l'introduction de la demande portée devant la juridiction ordinaire, mais qu'elle reprend son cours à partir de l'exploit introductif d'instance et qu'elle s'accomplit de plein droit dans un nouveau délai de trois ans si, à partir de l'acte introductif, il n'a été fait aucun acte de poursuite. »

Le deuxième arrêt rendu par la Cour de Paris confirme cette jurisprudence. La prescription pénale s'accomplit de plein droit, dit-elle dans l'affaire *Vanderstraeten contre Société Auto-Omnia et Trabet*, faute d'avoir fait aucun acte

(1) Voir notamment Brun de Villeret, *Prescription en matière criminelle*, n° 339, p. 326; Mangin *De l'action publique*, 3^e édit., t. II, n° 360.

(2) Paris, 27 mai 1891, D., 92. 2. 373, et Paris, 15 nov. 1927, S., 28. 2. 137.

de poursuite dans le délai de trois années. Les diligences faites par la partie pour les remises de causes ne peuvent influencer sur sa durée. La Cour de Paris insiste ensuite sur un point délicat : la péremption de l'instance; il ne faut pas les confondre.

La Cour de Douai a eu aussi à statuer sur ce point et admet en principe la même thèse ⁽³⁾. L'action, même intentée dans le délai voulu, n'est pas protégée contre la courte prescription.

A l'opposé, deux décisions récentes des Tribunaux de Mirande et de la Seine ont affirmé l'application de la règle ⁽⁴⁾. « Attendu, dit le Tribunal de Mirande, que, lorsque l'action civile a été exercée devant la juridiction civile dans le délai prévu par la loi pénale, cette action n'est plus soumise dorénavant à d'autres causes de déchéance que celles établies pour les instances introduites devant cette juridiction... » Le Tribunal de la Seine semble confirmer cette doctrine.

Malgré l'autorité qui s'attache aux décisions des Cours de Paris et de Douai, il semble que la véritable thèse soit celle qui applique la règle « Omnes actiones... » C'est là une limite utile et traditionnelle au principe de l'unité des prescriptions.

Ce que le législateur a voulu, en effet, c'est empêcher qu'après un temps assez long l'auteur de l'accident puisse être mis en cause, à un moment où l'oubli aura apaisé les consciences et où il ne sera plus peut-être assuré d'une défense utile.

(3) Douai, 7 mai 1894, D., 93. 2. 15. Cet arrêt contient une étude intéressante sur l'effet suspensif du pourvoi en matière de prescription criminelle.

(4) Trib. civ. de Mirande, 27 mars 1919, *Gaz. trib.* du 6 mars 1920; Trib. civ. de la Seine, 19 mars 1920, *Gaz. trib.* du 8 nov. 1920.

Lorsque l'action est engagée, ces dangers n'existent plus. En effet, où l'action pendante traîne par suite de l'encombrement des rôles, et la victime n'en est pas responsable, ou elle n'a fait aucune diligence et le délinquant a à sa disposition la péremption d'instance. Il est inutile, par une extension des textes, d'aggraver les conditions d'exercice de l'action en réparation du délit.

Il y a en effet, superposées, deux institutions juridiques complètement différentes. Un examen sommaire pourrait laisser croire qu'après un délai de trois années sans acte de poursuite l'instance est périmée. Il n'en est rien. La péremption d'instance est une faveur accordée au profit d'un plaideur au détriment d'un autre plaideur négligent. Mais il est nécessaire qu'elle soit demandée, et elle doit être reconnue par le juge.

La prescription, au contraire, joue automatiquement. Par la simple expiration du délai elle bénéficie à celui au profit de qui elle est réalisée. Ce plaideur n'a pas besoin de demander au juge de la sanctionner. Il lui suffira de l'opposer au moment où l'action viendra devant le juge.

On voit aussitôt l'énorme intérêt pour le délinquant. Il lui suffit de soulever la prescription pour être dégagé de toute obligation. Le danger est grand pour la victime, surtout en présence des courtes prescriptions annales en matière de contraventions. La lenteur et le retard des tribunaux permettraient, si cette prescription était pratiquement observée, de faire débouter de leur demande la plupart des victimes d'accidents matériels, les causes ne pouvant venir en rang utile à l'audience dans les grands tribunaux et les cours d'appel qu'après un délai d'un an et même bien souvent quinze et dix-huit mois.

Si la jurisprudence est divisée sur l'application de la

règle, elle est cependant unanime à admettre une conséquence : c'est qu'une fois l'action intentée les très courtes prescriptions ne réapparaissent plus, et c'est la prescription pénale annale qui jouera. Cette substitution de prescription est dictée par l'impérieuse nécessité de la vie et les lenteurs de l'appareil judiciaire.

Une longue jurisprudence a fixé définitivement la question sur ce point⁽⁵⁾; elle est très heureusement résumée par l'arrêt de la Cour d'Alger du 23 février 1895. Elle constate le silence de la loi et qu'il appartient aux tribunaux de statuer. Les jugements de condamnation non définitifs, les déclarations d'appel, doivent avoir pour effet d'éteindre le cours de la prescription spéciale commencée et de lui substituer une prescription normale. Cette nouvelle prescription doit être celle d'un an, « en vertu des articles 637 et 638, qui maintiennent sous l'empire du droit commun les prescriptions qui recommencent à courir à partir des derniers actes d'instruction ou de poursuite ».

SECTION II

L'APPLICATION DE LA RÈGLE « QUAE TEMPORALIA SUNT... »

Le second tempérament apporté à la règle de l'unité des prescriptions est dans la possibilité de repousser par voie d'exception une demande formulée au moment où la prescription pénale a joué. C'est l'application de la vieille règle romaine : « Quae temporalia sunt ad agendum, perpetua sunt ad excipiendum. » La doctrine admet ce tem-

(5) Alger, 23 févr. 1895, D., 96. 2. 479, S., 97. 2. 196; Cass., 16 juin 1885, S., 65. 1. 387; Cass., 13 avr. 1883, S., 84. 1. 366; Paris, 23 juill. 1884, S., 84. 2. 179; Lyon, 22 juill. 1890, S., 91. 2. 21; Montpellier, 5 mars 1887; Bastia, 21 mai 1889 et Bastia, 5 févr. 1890, S., 90. 2. 235; Bordeaux, 30 nov. 1922; *Rec. Bordeaux*, 1923. 1. 225.

pérament; dans les rares cas où elle a eu à statuer, la jurisprudence l'a aussi admis.

Elle en a connu en matière de faux incident civil ⁽⁶⁾.

Etait-il possible, après prescription du crime, d'opposer par voie d'exception, au civil, l'incident de faux?

L'affaire *Josserand-Guibert* a fixé la jurisprudence dès 1827. La Cour de Grenoble, très fermement, pose le principe : « Le résultat de la prescription n'est pas de faire considérer comme vraie une pièce falsifiée et de la mettre à l'abri de toute querelle... »; on peut, après cette prescription acquise en faveur des auteurs du crime, faire le procès à la pièce par la voie du faux incident civil toutes les fois que l'adversaire déclare vouloir en tirer avantage. Sur pourvoi, la Chambre des requêtes confirme la thèse et rejette le pourvoi.

Pourtant, un arrêt de la Cour de Bourges ⁽⁷⁾, sans s'expliquer sur la règle, lui semblerait peut-être hostile.

Il n'existe pas sur ce point d'autre jurisprudence rapportée dans les grands répertoires; il eût été possible d'en concevoir en matière d'abus de confiance ou d'abus de blancs-seings, lorsque l'auteur des manœuvres frauduleuses veut se servir du titre qu'il a obtenu dolosivement.

SECTION III

LA PRESCRIPTION EST PUREMENT EXTINCTIVE, JAMAIS ACQUISITIVE

Il eût semblé que ce point devait être hors de doute. On peut oublier le crime, limiter le droit à réparation, mais admettre qu'on en tire un droit, une situation de fait

(6) Limoges, 7 févr. 1827, Jurisprudence générale Dalloz, V° *Faux incident*, n° 70; Grenoble, 15 déc. 1827, et sur pourvoi, Req., 25 mars 1829, Jurisprudence générale, Dalloz, *loc. cit.*, 70.

(7) Bourges, 26 mars 1833, D., 53. 2. 308.

contre la victime, c'était là quelque chose d'inconcevable. La doctrine est muette sur ce sujet. Elle n'a même pas effleuré la question.

Au contraire, en jurisprudence, elle s'est présentée dans quelques espèces, et, après une certaine hésitation, la règle a finalement triomphé. Il ne pouvait d'ailleurs en être autrement.

Les premiers arrêts rendus en la matière sont nettement défavorables à cette limitation. Ils poussent la volonté d'oubli à son point culminant. L'arrêt de la Cour de Paris ⁽⁸⁾ rendu dans l'affaire *Vatel-Pagani* est véritablement surprenant.

Nous l'avons déjà étudié à un autre point de vue : celui du caractère d'ordre public de la prescription. Il marque l'apogée de la règle de l'unité des prescriptions, poussée dans ses conséquences les plus invraisemblables. Les faits sont simples. En 1831, un opéra, *les Puritains*, de Pagani, est joué aux Italiens. Trois années passent, et une reprise a lieu. A ce moment un compositeur, Vatel, prétend que Pagani a contrefait son œuvre et assigne celui-ci. La Cour de Paris, d'office, soulève le moyen de la prescription. C'était déjà beaucoup. Elle va ensuite affirmer que Pagani a, par l'effet de la prescription, acquis le droit de jouer son œuvre, c'est-à-dire la contrefaçon de l'opéra de Vatel. Vainement celui-ci oppose que la prescription peut couvrir les faits délictueux de contrefaçon en ce qui concerne les représentations déjà données, mais que le délit se renouvelle à chaque représentation. La Cour de Paris rejette cette manière de voir : « Attendu que l'effet légal de la prescription, dit-elle, n'est pas seulement de couvrir le

(8) Paris, 24 févr. 1833., D., 56. 2. 71; S., 33. 2. 409.

passé; qu'elle embrasse l'avenir et protège les possessions dont le fondement unique est dans les actes et les faits condamnés par la loi pénale... » C'est là un attendu bien difficilement compréhensible et d'une singulière moralité. La Cour de Paris le précise encore en admettant que, à partir du moment où l'œuvre littéraire a été publiée au mépris des droits de l'auteur, le délit de contrefaçon est pleinement consommé et que l'exploitation ultérieure de l'œuvre n'est qu'une conséquence toute normale.

Cette étrange théorie ne devait d'ailleurs pas trouver grand écho dans la jurisprudence. Tout au plus pourrait-on citer un arrêt de la Chambre criminelle qui reconnaît un droit acquis à un propriétaire empiétant le domaine public, contrairement aux lois ⁽⁹⁾. Et encore l'arrêt concerne plutôt le mode de procéder que le fond du procès.

Bien vite les tribunaux reviennent à une plus saine compréhension du droit. Déjà en 1827 on pouvait apercevoir leur véritable doctrine, dans l'arrêt *Josserand-Guibert*, étudié à la section précédente, et dont la solution implicite était significative ⁽¹⁰⁾.

Mais bientôt un arrêt de la Chambre des requêtes allait fixer la jurisprudence ⁽¹¹⁾. Il s'agissait encore d'une contrefaçon d'œuvre littéraire. La Cour suprême rejette vigoureusement la théorie de la Cour de Paris. Elle confirme d'ailleurs peu après cette solution ⁽¹²⁾.

Enfin, il y a quelque temps, la Cour d'Angers a précisé encore la nature de la prescription ⁽¹³⁾. Elle affirme haute-

(9) Crim., 1^{er} mars 1867, D., 67. 1. 240.

(10) Grenoble, 1⁵ déc. 1827, et sur pourvoi, Req., 2⁵ mars 1829, Jurisprudence générale Dalloz, V^o *Faux incident*, n^o 70.

(11) Req., 11 août 1862, D., 62. 1. 453.

(12) Req., 14 août 1871, D., 71. 1. 282.

(13) Affaire *Desmats-Vilmorin-Andrieux*, Angers, 19 janv. 1904, D., 04. 2. 137.

ment qu'elle « n'a jamais qu'un caractère libératoire à l'égard seulement des faits remontant à plus de trois ans, mais qu'elle n'est jamais acquisitive ». Il importe peu que les victimes de la contrefaçon n'aient pas agi tout de suite; quelle que soit la durée de leur inaction, leur droit subsiste et « on ne saurait les empêcher de demander la réparation de nouvelles atteintes portées à leur propriété par des faits nouveaux... datant de moins de trois ans. »

Depuis, la jurisprudence ne semble pas avoir eu à statuer sur la question, mais il paraît nettement établi que cette règle est définitivement consacrée par les tribunaux.

TROISIÈME PARTIE

LES INCONSÉQUENCES DU SYSTÈME JURISPRUDENTIEL

CHAPITRE PREMIER

L'AUTEUR DU DELIT S'ABRITE DERRIÈRE SA FAUTE

La première critique à adresser à la jurisprudence est qu'elle amène l'auteur de l'infraction à s'abriter derrière sa faute. On a vu, en effet ⁽¹⁾, que, pour qualifier librement les faits, les tribunaux permettent de l'invoquer. Les délinquants ne s'en sont pas privés; ils s'en targuent, s'en réclament, cherchant en elle leur salut. La décision la plus typique est bien cet arrêt *Teste-Féraud* étudié plus haut ⁽²⁾, où, nous dit textuellement l'arrêt : « Condamné comme escroc par jugement correctionnel, Teste cherche, mais vainement, dans les dispositions de l'article 638 les moyens de retenir à son profit le produit de son escroquerie. »

Bien plus, des délits sont même imaginés, inventés de

(1) Voir tit. II, chap. III : *La libre qualification des faits par le juge.*

(2) Nîmes, 27 mars 1833, Jurisprudence générale Dalloz, V^o Prescription criminelle, n^o 98.

toutes pièces, pour essayer d'échapper à toute responsabilité ainsi qu'on peut le relever dans un arrêt ⁽³⁾ : « Il ne pouvait appartenir aux défendeurs, en excipant de leur propre faute, de donner aux faits relevés contre eux les apparences d'un délit correctionnel, pour échapper par la prescription à une action dont la cause était purement civile et ne dérivait pas d'un délit. »

Cet attendu juge le système jurisprudentiel. Quelle moralité peut-il s'en dégager, quelle justice en espérer, quand il admet à sa base les pires expédients d'une procédure tortueuse? Et pourtant certains arrêts ont tenu à les couvrir et ont cherché à donner une explication. Ils n'ont abouti qu'à un piètre résultat. L'arrêt *Darmailhac* ⁽⁴⁾ nous fournit à ce sujet une argumentation que n'auraient point dédaignée les meilleurs casuistes du ^{xvii}e siècle : « Qu'il (le défendeur) use en cela, expose-t-il, d'un droit inhérent à la défense et n'allègue pas sa propre turpitude, car la honte est dans l'acte lui-même, non dans la dénomination que lui donne la loi, et dire que l'acte imputé constitue un délit, ce n'est pas s'en proclamer coupable. »

Il faut ajouter bien vite que d'autres explications plus honnêtes que celle-ci ont été cherchées. On a allégué des raisons de procédure, notamment que la durée d'une action ne devait pas dépendre de la juridiction devant laquelle elle était portée, mais être toujours la même ⁽⁵⁾; enfin que c'était la rançon de la double action possible civile et pénale ⁽⁶⁾.

Les tentatives de justification se limitent d'ailleurs à ces

(3) Civ. Cass., 3 mai 1863, D., 63. 1. 195.

(4) Bordeaux, 31 juill. 1848, D., 49. 2. 74.

(5) Bordeaux, *loc. cit.*; Bourges, 26 mars 1855, D., 55. 2. 307.

(6) Paris, 21 juin 1864, sous Cass., 67. 1. 52.

quelques explications; mais à côté, des tribunaux ont flétri heureusement les agissements de certains délinquants et par là, hélas! montré l'injustice du système jurisprudentiel.

Le procédé le plus employé par les coupables pour échapper à leur responsabilité est le dol à la transaction ou aux pourparlers. Il se résume en quelques mots : Amuser les victimes par des promesses fallacieuses jusqu'à l'expiration des délais de prescription et leur opposer ensuite l'exception d'irrecevabilité. Cette façon d'agir se retrouve à deux époques différentes.

Tout d'abord ce fut dans la période du xix^e siècle antérieure à la loi du 9 avril 1898. Lorsqu'un ouvrier était victime d'un accident, de nombreux patrons endormaient sa méfiance par des soins et des secours provisoires prodigués pendant les trois années qui suivaient l'accident. Ils renvoyaient alors l'ouvrier, qui ne pouvait plus agir en justice. Un exemple suffit; il est tiré de l'arrêt *Bourdenet-Pertuisier* (7). La Cour de Besançon stigmatise ce procédé : « Interpréter autrement les faits, dit-elle, [c'est-à-dire autrement que comme une reconnaissance de sa faute] serait offrir à ceux qui ont encouru une responsabilité un moyen presque toujours efficace d'endormir la vigilance et de paralyser les droits des malheureuses victimes de leur imprudence. »

La loi de 1898 mit fin à ce honteux trafic.

Il appartenait de nos jours à quelques compagnies d'assurances de reprendre le moyen, avec plus de succès encore, au cas de contravention. Amuser la victime pendant un an était un jeu d'enfant. L'arrêt *Frémont-Ray-*

(7) Besançon, 15 juin 1884, S., 82. 2. 173.

nouard, de la Cour de Riom, nous signale ces manœuvres⁽⁸⁾ : « ... que, le délai se réduisant à un an, certains auteurs d'accidents, et surtout certains contentieux d'assurances, pourraient être tentés d'engager des pourparlers avec la victime en vue d'un règlement amiable, de les faire traîner en longueur de façon à atteindre le terme d'un an et d'opposer ensuite la prescription... »

Non seulement le système est injuste, mais il est encore, en outre, illogique. La jurisprudence est, en effet, arrivée à cette anomalie juridique d'ordonner des mesures d'instruction afin de déterminer le caractère véritable des faits allégués. Donc, par décision du juge, un délit va se trouver établi et constaté officiellement après les délais des articles 637 et suivants⁽⁹⁾. Qu'on ne vienne plus alors opposer la fable de « l'ordre public », « du crime révélé et non punissable ». Ici c'est la justice elle-même qui s'efforce de reconstituer les éléments du délit, de les caractériser pour le seul profit de son auteur, au préjudice de la victime.

(8) Riom, 29 juill. 1929, *Gaz. Pal.*, 29. 2. 26; Trib. comm. Seine, 15 mai 1929, *D.*, 29. 2. 76.

(9) Req., 27 mai 1914, *D.*, 14. 1. 309.

CHAPITRE II

L'INFLUENCE DE LA MINORITE PENALE

SECTION PREMIERE

L'INFLUENCE SUR LA DURÉE DE L'ACTION CIVILE

La deuxième critique contre le système jurisprudentiel est qu'il laisse sans défense ceux qu'il devrait le plus protéger : les mineurs.

La loi du 22 juillet 1912, qui les régit jusqu'à 18 ans, les divise en deux classes : ceux de moins de 13 ans et ceux de 13 à 18 ans.

1° Ceux de moins de 13 ans sont protégés par une présomption irréfragable d'irresponsabilité (art. 1^{er}, L. 22 juill. 1912) : ils ne peuvent ni être déférés à la juridiction répressive, ni frappés d'aucune peine. Ils comparaissent devant la Chambre du conseil, qui statue uniquement sur les mesures de surveillance à prendre.

L'action en réparation du délit commis par eux ne pourra être intentée que devant les tribunaux civils (art. 2, § 2).

2° Ceux de 13 à 18 ans ne comparaissent pas, du moins en règle générale, devant les tribunaux répressifs ordinaires. La loi a institué pour eux les « tribunaux pour enfants », devant lesquels se pose la question du discernement.

S'il est reconnu qu'ils ont agi sans discernement, ils

sont acquittés purement et simplement; le tribunal peut cependant prendre à leur égard les mesures qu'il estime utiles.

Ont-ils agi, au contraire, avec discernement, il faut alors distinguer : de 13 à 16 ans, la loi accorde, en raison de leur jeune âge, une excuse atténuante de minorité qui influe sur la condamnation; de 16 à 18 ans, ils sont, au contraire, assimilés à des majeurs.

La question intéressante est de savoir si ce régime spécial influe sur les droits des tiers victimes des agissements répréhensibles des mineurs. La difficulté apparaît de prime abord. Les mineurs, traités avec bienveillance, sont acquittés bien souvent après une réprimande ou des mesures de surveillance. Leur faute va-t-elle garder cependant son caractère pénal ou ne plus constituer qu'un quasi-délit civil?

Pour les mineurs de 13 à 18 ans, il faut écarter de suite le cas où ils ont été condamnés comme ayant agi avec discernement. Le droit commun s'applique, et les victimes disposent des mêmes moyens que vis-à-vis des majeurs.

Le cas intéressant est l'acquittement pour défaut de discernement. Les auteurs hésitent sur la nature juridique de la sentence du juge : acquittement ou absolution (1).

Pour certains, la déclaration que le mineur a agi sans discernement équivaut à une déclaration de non-culpabilité, car l'article 66 du Code pénal dit : « Le mineur sera acquitté », et aux termes de l'article 358 du Code d'ins-

(1) Nous n'avons pas l'intention de reprendre la question, mais seulement d'exposer les thèses en cours. Pour plus de détails sur ces systèmes, on peut voir notamment Garraud, *Traité de droit pénal*, t. I, n° 435 et suiv., et M. Nast, note au D., 1910. 2. 273. Voir également *Vocabulaire juridique*, fascicule I, V° Absolution.

truction criminelle seul l'individu non coupable peut être acquitté.

Mais pour d'autres auteurs l'expression de l'article 66 ne peut prévaloir contre le fait que le mineur a été déclaré coupable. Il n'y a « qu'une excuse absolutoire, et la sentence rendue en sa faveur n'est qu'une sentence d'absolution »; cette opinion ne tient pas compte de ce que l'article 66 déclare le mineur acquitté et non absous.

M. Garraud s'est efforcé de concilier les parties.

« L'acquittement, dit-il, a un caractère tout spécial. La sentence, à certains points de vue, est une sentence d'absolution, puisque le mineur est déclaré coupable, à d'autres une sentence d'acquittement, puisqu'il n'est pas généralement responsable. Ainsi le défaut de discernement ressemble à une excuse absolutoire aux points de vue suivants... Le mineur ayant commis une faute, puisqu'il est déclaré coupable, peut être condamné à des dommages-intérêts, et en tout cas les parents, sous la surveillance de qui il se trouve, peuvent être déclarés civilement responsables. »

Le défaut de discernement ressemble aussi à une cause de non-culpabilité; le caractère pénal est effacé, en ce sens que s'il y a une faute elle est forcément civile et soumise aux règles du droit privé. La durée de la prescription est celle du droit commun.

La jurisprudence, en face de ces théories, est quelque peu hésitante. Il y a d'ailleurs peu de décisions. Elle admet tout d'abord que l'acquittement n'empêche pas de répondre de la faute civile (arrêt *Gaschet-Rougeon* ⁽²⁾ et arrêt *Etat-Demougeot*).

(2) Orléans, 13 mai 1909, *Gaz. Pal.*, 09. 2. 625; — Dijon, 20 janv. 1910, *D.*, 11. 2. 173; *S.*, 10. 2. 319.

L'acte du mineur perd, dit-elle, par l'effet de l'acquittement son caractère délictueux, et les règles du droit commun sont recevables. La prescription de l'action civile est donc de trente ans ⁽³⁾.

Cette solution se justifie bien difficilement à notre sens. Le caractère délictueux du fait n'est pas effacé; la loi a seulement paralysé l'exercice de l'action publique; elle a empêché le juge de prononcer une condamnation. L'infraction a été cependant commise, et cela est si bien reconnu qu'on a statué sur le discernement du jeune délinquant. La courte prescription devrait donc jouer logiquement. Il semble ainsi que les tribunaux ont trouvé là un moyen d'échapper à la règle de l'unité des prescriptions et qu'ils ont jugé en équité plus peut-être qu'en droit strict.

Quant aux mineurs de 13 ans, il y a pour eux irresponsabilité absolue. Il ne peut être question de délit. Autrefois, l'ancien article 66 du Code pénal les assimilait aux autres mineurs. La question du discernement se posait alors. La prescription de l'action civile était donc de trente ans, comme dans le cas précédent ⁽⁴⁾.

La loi du 22 juillet 1912 instaure le nouveau régime. La Chambre du conseil statue sur les mesures à prendre. La nature de ces jugements est délicate à définir. Ce sont, d'après la Cour de cassation, de véritables décisions pénales ⁽⁵⁾. Quelle va être alors la prescription de l'action

(3) *Loc. cit.* et Nancy, 26 mai 1884, sous Civ., S., 91. 1. 31.

(4) Nancy, *loc. cit.*

(5) Civ. rej., 23 janv. 1922, S., 22. 1. 378 : « Attendu que si la loi du 22 juillet 1912 organise, dans l'intérêt des mineurs de 13 ans, une procédure spéciale et prévoit des sanctions particulières, l'action est intentée par le Ministère public et a le caractère de l'action publique; que bien que la juridiction saisie soit une juridiction civile, elle statue en matière pénale; que dès lors le jugement rendu, quand il est passé en force de chose jugée, a autorité à l'égard de tous... »

civile, trois ou trente ans? Il n'existe pas, à notre connaissance, de décision rendue sur ce point. Logiquement, en vertu de la thèse de la Cour de cassation sur la nature de la décision, la durée devrait être réduite à trois ans. L'opposition, avec le système admis pour les mineurs de plus de 13 ans, interdit cette hypothèse. D'autre part, l'article 2 de la loi de 1912 ne parle que d'une seule action possible devant le Tribunal civil. Nous croyons donc que la durée de la prescription admise serait celle du droit commun.

SECTION II

L'INCONSÉQUENCE DU SYSTÈME JURISPRUDENTIEL

Il ne nous est pas possible de mieux montrer les conséquences fâcheuses du système admis par la jurisprudence et leur répercussion sur la minorité pénale que par l'exposé d'un jugement du Tribunal de commerce de Marseille du 31 mars 1927 ⁽⁶⁾. Il applique avec une logique implacable les principes admis. Si l'on admet la thèse de l'unité des prescriptions, il est inattaquable dans toutes ses dispositions et il aboutit pourtant à un résultat stupéfiant : la punition du mineur et la libération du délinquant majeur.

Le 7 décembre 1921, la dame Moraglia était victime d'un accident d'automobile dû à la faute du chauffeur Tondou, au service de M. Arman, et du jeune Fourment, mineur de 18 ans.

Traduit en correctionnelle, par arrêt du 23 novembre 1922, Tondou est condamné pour blessures involontaires, et

(6) Trib. comm. Marseille, 31 mars 1927, *Rec. Marseille*, 1927. 1. 336.

le jeune Fourment, acquitté comme ayant agi sans discernement. Après l'expiration des trois années de la prescription pénale, le 27 mai 1926, la dame Moraglia intente une action à Arman et au jeune Fourment. Les défendeurs opposent l'exception de prescription.

Appliquant la thèse de l'unité des prescriptions de l'action publique et de l'action civile, le Tribunal de commerce de Marseille constate que l'action de la dame Moraglia est prescrite vis-à-vis d'Arman, civilement responsable de Tondu. C'était là une jurisprudence constante. Qu'allait-il se passer vis-à-vis du jeune Fourment acquitté comme ayant agi sans discernement? Le Tribunal de commerce de Marseille n'hésite pas. Il déclare que les règles applicables sont celles du droit commun, car « le fait incriminé a perdu son caractère délictueux, par suite d'un acquittement pur et simple ou même d'un acquittement pour défaut de discernement ».

L'action de la dame Moraglia est, par suite, recevable, et le jeune Fourment devra, comme punition de son acquittement, réparer seul le dommage, tandis qu'Arman, condamné correctionnellement, est mis solennellement hors de cause.

Une thèse qui rend possible une décision aussi scandaleuse, est mauvaise. Elle condamne tout le système. Un tel résultat est contraire à toute justice et à toute morale; il n'est pas possible de l'admettre.

CHAPITRE III

LA NATURE ET LA DUREE DE L'ACTION RECURSOIRE DU TIERS CIVILEMENT RESPONSABLE

La personne déclarée civilement responsable du délinquant a dû payer à la place de ce dernier. Il est juste qu'elle puisse se retourner contre lui pour obtenir le remboursement des sommes ainsi avancées. Le tiers civilement responsable est protégé, on l'a vu, par la courte prescription pénale; mais si, assigné dans les délais, il a dû régler le montant de la condamnation, combien de temps a-t-il pour agir contre l'auteur du délit? La question est importante, car bien souvent l'auteur du délit est insolvable. Le recours est donc illusoire, sauf si plus tard on peut poursuivre le délinquant revenu à meilleure fortune.

SECTION PREMIERE

LA NATURE JURIDIQUE DE L'ACTION RECURSOIRE

Le tiers civilement responsable agit-il contre le délinquant en vertu d'une disposition du droit civil ou du droit pénal? Il semble bien que ce soit en vertu du droit civil. Le lien qui l'unit à l'auteur du délit a sa source dans l'article 1384 du Code civil (Nous supposons évidemment qu'il n'y a pas complicité dans l'infraction).

La décision qui a prononcé la condamnation est, en outre un jugement rendu par le Tribunal civil ou commercial. Il n'a fait qu'appliquer les conséquences de la responsabilité de l'auteur de l'accident à un tiers responsable. Il ne juge rien de nouveau. On est civilement responsable d'autrui, comme on l'est d'une chose qu'on a sous sa garde; il n'y a pas de différence de principe entre les deux responsabilités.

Il s'ensuit donc qu'en agissant en remboursement contre l'auteur du délit le tiers civilement responsable ne fait qu'appliquer la décision rendue. L'infraction à la base a disparu devant les considérations de subordination.

Et pourtant il semble bien qu'entraînée par sa théorie de l'unité des prescriptions la jurisprudence ait adopté un autre point de vue. Contre la nature véritable du recours, elle paraît admettre que cette action a sa base dans le délit lui-même et est soumise à la courte prescription.

Quelles raisons donne-t-elle? Il est impossible de le savoir de façon précise. Il n'existe pas de décisions sur la question; mais cela ressort implicitement de celles qui en font état. Elles admettent que l'auteur du délit est protégé par la courte prescription contre toute action qui en découle soit de la part de la victime, soit de la part du civilement responsable. Celui-ci se trouve en quelque sorte au lieu et place de la victime, par une sorte de subrogation légale qui ne change en rien la nature de l'action précédente (1). C'est l'exagération outrancière de cette idée que le coupable ne doit plus être inquiété en quoi que ce soit à propos de sa faute après le délai de prescription. Cette

(1) Voir, sur ce point, les explications données au titre II, chapitre II, et la jurisprudence citée.

conception est l'achèvement de la construction juridique échafaudée sur les articles 638 et suivants pour la sauvegarde du délinquant.

SECTION II

LA DURÉE DE L'ACTION RÉCURSOIRE

Suivant la nature juridique admise par cette action, la durée du recours variera. La jurisprudence est à peu près muette.

La durée semble devoir être celle de la prescription pénale; telle est la solution admise implicitement par tous les arrêts. C'est, en effet, un des motifs donnés pour soumettre l'action du civilement responsable à la prescription criminelle.

La durée du recours peut être aussi fixée à trente ans. La seule décision statuant expressément l'admet ⁽²⁾. Il y a là quelque chose de singulier qui donne à réfléchir. La seule fois où les juges ont eu à décider, ils se sont prononcés contre la solution implicite qui se dégageait des décisions antérieures.

Quels motifs donnaient-ils? L'action récursoire ainsi que nous venons de le voir, n'a rien d'une action pénale. Le droit commun peut donc s'appliquer. L'arrêt pose cependant une condition. Il faut que le jugement civil de condamnation contre le tiers responsable soit intervenu à un moment où l'auteur direct de l'infraction pouvait être encore poursuivi. Si le civilement responsable s'est laissé condamner après cette période triennale, tant pis pour lui. Il n'avait qu'à opposer la prescription dont bénéficiait

(2) Chambéry, 24 nov. 1900, D., 01, 2, 119.

l'auteur du délit. Il a perdu ainsi par sa négligence son droit au recours. C'est là ce qui se passe en droit commun pour l'appel en garantie au cas où celui qui appelle ne se défend pas comme il convient.

Ce point admis, l'arrêt constate que « le recours dont s'agit, provenant d'une tout autre cause [que le délit], trouve exclusivement sa source et sa raison d'être dans le jugement correctionnel qui, en condamnant l'appelant, a retenu l'intimé comme civilement responsable, soit (*sic*) dans le jugement civil, qui n'a fait qu'appliquer à celui-ci les conséquences de la responsabilité... » Et l'arrêt expose que l'action engagée « ne demande point à établir ni à faire juger quoi que soit en dehors et au delà de ce qui a été explicitement ou implicitement jugé dans la période triennale..., qu'elle poursuit au contraire l'exacte réalisation et la suite naturelle des deux décisions intervenues ».

On ne peut qu'approuver cette solution, qui permet à un innocent qui a dû payer pour autrui de recouvrer sur l'auteur du délit revenu à meilleure fortune ce qu'il avait déboursé.

CHAPITRE IV

LA COMPARAISON AVEC L'AMNISTIE

Il existe en droit français une autre institution fondée sur le désir d'oubli et de pardon : l'amnistie. On pourrait être tenté de croire que la jurisprudence l'a organisée d'une façon analogue à la prescription. Il n'en est rien. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, nos tribunaux en sont arrivés à cette solution bizarre d'appliquer à l'amnistie, organisée par des textes exorbitants du droit commun, les solutions générales qu'ils refusent à la prescription.

SECTION PREMIERE

L'AMNISTIE ET SES PRINCIPALES CONSÉQUENCES

L'amnistie est une manifestation de la volonté du législateur par laquelle il efface la condamnation prononcée contre une personne ou suspend en sa faveur l'application de la loi pénale. Le caractère délictueux de l'acte est oublié! Après avoir dépouillé son allure criminelle, le fait continue à exister sous les traits d'un simple délit civil. Il y a donc une différence très nette avec la grâce, qui peut bien souvent, en apparence, produire les mêmes effets. La grâce ne supprime ni le caractère délictueux de l'acte ni la condamnation prononcée. Simple mesure de bienveillance, elle assure au coupable une remise de peine qui le

dispensera d'une exécution effective. Elle ne produit qu'un effet matériel; l'amnistie a un but plus élevé et un résultat plus complet.

Son effet principal réside dans la suppression du caractère délictueux de l'acte. Il est impossible, par suite, de saisir à propos des faits amnistiés la juridiction pénale. Les condamnations civiles qui pourront être prononcées ne seront point aggravées par l'application de la contrainte par corps. Aucune déchéance ne pourra être infligée au délinquant amnistié! Si une peine quelconque était en cours, elle est immédiatement arrêtée.

L'intérêt du coupable, si grand soit-il, ne saurait cependant porter grief aux droits des tiers lésés par les agissements délictueux. Toutes les lois d'amnistie ont pris soin de le préciser : les victimes ne subiront aucun dommage de ce chef. Elles peuvent donc intenter une action civile pour obtenir réparation; elles le feront désormais dans les termes du droit commun et à la condition qu'il subsiste un dommage dont la réparation puisse être exigée (1).

Si avant l'amnistie, cependant, le juge criminel avait été saisi par la partie civile, il reste malgré tout compétent. Renvoyer l'affaire devant un juge civil porterait en effet atteinte aux droits des tiers, qu'on entendait respecter. La jurisprudence a maintenu, avec juste raison, la compétence du juge criminel (2).

Le caractère délictueux de l'acte effacé, il n'existe plus qu'un délit civil; la victime doit pouvoir intenter son action quand il lui plaît, sans crainte de se voir opposer

(1) Civ., 31 janv. 1920, D., 20. 1. 52, S., 20. 1. 238; Req. 13 juill. 1923, D., 24. 1. 191; Crim., 31 oct. 1925, D. H., 26, p. 8.

(2) Rennes, 20 janv. 1920, D., 21. 2. 15; Crim., 7 mai 1920, D., 21. 1. 6; Civ., 16 déc. 1922, *Gaz. Pal.*, 1923. 1. 297.

les articles 637 et suivants du Code d'instruction criminelle. Cela ne fut pas aussi facilement admis qu'on pourrait le croire. La jurisprudence a hésité entre le maintien de la courte prescription et le retour au droit commun. Des décisions contradictoires ont été tout d'abord rendues, puis bientôt, en bonne logique, elle a admis la prescription trentenaire ⁽³⁾. La Cour de cassation l'a décidé en définitive dans l'affaire *Deranlot-Lac* ⁽⁴⁾.

Le 23 avril 1913, dans une collision de voitures, la demoiselle Deranlot est blessée. Le chauffeur Lac est renvoyé en police correctionnelle pour blessures par imprudence. La guerre suspend l'action, et l'amnistie de 1919 le libère. Le 26 juin 1926, la demoiselle Deranlot l'assigne au civil. Le tribunal répond que l'action est prescrite. Les droits de la victime ont été respectés; elle devait agir dans les trois ans qui ont suivi la loi d'amnistie. La Cour de Paris adopte cette thèse; mais la Chambre civile de la Cour de cassation casse l'arrêt. La seule prescription applicable est la prescription trentenaire, l'action étant exclusivement civile.

Une difficulté a surgi bientôt : les tribunaux criminels, saisis de l'action civile avant l'amnistie, restaient compétents. Quelle prescription fallait-il admettre? Aucune décision n'a été rendue à notre connaissance. Mais l'arrêt *Deranlot-Lac* résout implicitement la question : la Cour de cassation reconnaît l'influence de la juridiction sur la durée de la prescription. Si donc la juridiction criminelle a été saisie les règles du Code d'instruction criminelle

(3) Paris, 24 mars 1908, D., 41. 2. 273. Note Nast; Paris, 31 oct. 1927, D. H., 28, p. 42; Civ., 27 nov. 1922, S., 23. 1. 208; Crim., 6 janv. 1928, D. H., 28, p. 117.

(4) Paris, 21 janv. 1926, et sur pourvoi, Civ. cass., 22 oct. 1929, D., 29. 1. 139. Note Nast, S., 29. 1. 97; Paris, 6 mai 1930, *Gaz. Pal.*, 30. 1. 81.

doivent jouer, et la courte prescription subsistera. C'est la nature de la juridiction saisie qui doit fixer les règles de procédure applicables et non pas la dénomination d'une action. Il semble bien que cette façon de procéder soit à l'abri de toute critique, puisqu'elle respecte la logique et le droit.

Une dernière question importante s'est révélée : l'utilisation des pièces pénales, après l'amnistie, pour les besoins du procès civil. L'intérêt est énorme. Bien souvent le dossier correctionnel contient la preuve de la responsabilité : si la victime peut s'en servir, la preuve de la faute est faite. Si on lui refuse ce droit, elle doit, dans les termes du droit commun, prouver la responsabilité de l'auteur du délit, souvent après un temps bien long. C'est une difficulté nouvelle qu'on lui imposera.

Un double courant de jurisprudence s'est créé; l'un accordant le droit d'utiliser les pièces pénales, l'autre le refusant. L'unité n'a pu se faire et la Cour de cassation n'a pas eu encore à statuer⁽⁵⁾.

SECTION II

LA COMPARAISON DE LA PRESCRIPTION ET DE L'AMNISTIE

L'opposition entre la prescription et l'amnistie apparaît maintenant de façon bien nette. L'amnistie s'efforce de respecter les intérêts de l'auteur du délit et de sa victime; la prescription n'a pour but que d'anéantir les droits de celle-ci.

Il semblait tout d'abord que les deux institutions dussent avoir des influences analogues sur le délit. Il n'en est

(5) Trib. civ. Seine, 20 mars 1926, *Gaz. Pal.*, 26. 2. 46; Aix, 12 mai 1926, *Gaz. Pal.*, 26. 2. 339; Trib. civ. Issoudun, 19 juill. 1920, *Gaz. trib.*, 18 avril 1921.

rien. La volonté d'oubli, de pardon, le désir d'assurer l'ordre public, touchent, de façons totalement différentes, l'infraction. L'amnistie n'a qu'un seul effet : elle efface le caractère criminel; elle ne veut plus voir que le délit civil. La prescription, au contraire, laisse subsister les faits dans leur intégralité; elle interdit seulement l'exercice de l'action publique et de l'action civile. Les conséquences s'en déduisent immédiatement : l'amnistie ne fait qu'ignorer un des aspects de la faute; les autres subsistent. La prescription méconnaît l'existence même du fait et interdit toute action pouvant l'établir.

Rien ne justifie cette différence.

L'influence sur les droits des tiers est encore plus significative. L'amnistie les respecte, assure leur développement, puisqu'elle n'a fait qu'effacer le caractère de l'acte. La prescription, au contraire, les anéantit tous par sa volonté d'ignorer l'infraction; l'acte, n'ayant jamais existé légalement, n'a pu produire aucune conséquence.

Il y a là quelque chose d'inexplicable dans ces effets diamétralement opposés. L'amnistie est logique et juste. On donne un avantage au coupable, mais on l'oblige à réparer le mal qu'il a fait. Avec la prescription, la victime ne compte pas.

L'influence sur la durée de la prescription de l'action civile n'est pas moins étrange. La prescription pénale s'impose à l'action civile même devant les tribunaux civils. Tout est sacrifié à la tranquillité du coupable. L'amnistie, au contraire, assure la longue prescription de trente ans. On a critiqué cela : l'amnistié est moins bien traité que celui qui ne l'est pas. C'est vrai; mais il a obtenu un assez grand avantage; on peut lui faire subir cette rigueur du droit civil, elle est moins cruelle que les peines du droit

pénal. La jurisprudence confirme d'ailleurs cette opinion. La durée de la prescription en matière d'amnistie dépend de la juridiction saisie, comme nous l'avons vu plus haut. C'est là une bonne justice, logique et morale, pitoyable mais ferme.

Quel contraste avec les inconséquences et les injustices de la théorie de l'unité des prescriptions.

SECTION III

LA QUESTION DE LA « PUISSANCE RÉTROACTIVE » DE L'AMNISTIE EN FACE DE LA PRESCRIPTION

Un cas bizarre a été porté devant les tribunaux. Une action prescrite peut-elle revivre sous l'effet de l'amnistie, après avoir dépouillé son caractère pénal? La question, on le voit, est importante, plus peut-être théoriquement que pratiquement. A notre connaissance, il n'a été rendu sur ce point que deux décisions, qu'on voudrait voir contradictoires (6). Toutes deux admettent ou semblent admettre le retour à la vie du fait prescrit sous l'influence de l'amnistie, mais si l'une est formelle, l'autre ne serait, dit-on, qu'une vaine apparence et ne permettrait pas de tirer de ses motifs une même conclusion.

Dans l'affaire *Carbonec-Martel*, le Tribunal de commerce de Marseille pose tout d'abord le principe que les faits sont constitutifs du délit de blessures par imprudence et qu'ils sont couverts par la prescription. Il reconnaît ensuite que, postérieurement à cette effet, l'amnistie a joué

(6) Trib. comm. Marseille, 28 déc. 1922, *Rec. Marseille*, 24. 1. 306; Riom, 6 mars 1930, *Gaz. Pal.*, 1930. 1. 837. Note Cavarroc.

contre le délit. Quelle a pu être son influence? Le tribunal n'hésite pas un instant : le fait a perdu tout caractère délictueux; il n'y a plus qu'un délit civil justiciable de l'article 1382. C'est que, nous dit-il, « l'amnistie a un effet plus radical que la prescription, n'étant subordonnée à aucune condition, au lieu que la prescription résulte de l'absence de poursuites ». La conclusion est que l'action n'est prescriptible que par trente ans (7).

Dans l'affaire *Dorsemaine-Mallaret*, la Cour de Riom est moins explicite. Le 15 juin 1928, Mallaret introduit contre Dorsemaine une action en réparation du préjudice subi par la faute de ce dernier, le 7 mai 1914. La responsabilité de

(7) Trib. comm. Marseille, *loc. cit.* : « Attendu que les faits qui sont reprochés à Martel, s'ils étaient exacts, rentreraient indiscutablement dans le cadre de l'article 320 et de la sorte constitueraient le délit de blessures par imprudence;

» Attendu que, s'agissant d'un fait délictueux... l'action se trouverait prescrite, même en tenant compte de la prorogation dont l'action civile a bénéficié, en vertu du décret du 10 août 1911, si le 24 octobre 1919 la loi d'amnistie n'était pas intervenue.

» Attendu qu'il n'a pas été discuté que le délit serait couvert par l'amnistie...

» Attendu que l'effet de l'amnistie est d'effacer entièrement le délit et de faire de celui-ci un fait dommageable ordinaire, tombant sous le coup de l'article 1382; que l'amnistie a un effet plus radical que la prescription, n'étant subordonnée à aucune condition, au lieu que la prescription résulte de l'absence d'acte de poursuite.

» Attendu dès lors que le fait reproché à Martel a, par l'effet de l'amnistie, entièrement perdu son caractère délictueux; qu'il ne peut plus être constitutif que d'un simple quasi-délit et comme tel prescriptible seulement par 30 ans à partir de sa date. »

Riom, *loc. cit.* : « Attendu aussi qu'au jour de l'exploit, 15 juin 1928, le fait dommageable se trouvait dépouillé de son caractère pénal par l'effet des articles I, § I, et 12 de la loi du 24 octobre 1919 emportant amnistie; que les faits soumis au Tribunal de commerce devaient, par l'effet de cette loi, être tenus pour n'avoir jamais existé à l'état de délit; qu'en conséquence, l'action civile, n'ayant plus d'autre fondement qu'une faute, soit un délit civil ou un quasi-délit, ne pouvait plus être régie à tous points de vue et en particulier à celui de la durée de sa prescription que par les dispositions de la loi civile; que le délai de prescription était donc ici de 30 ans. »

Dorsemaine était établie par jugement correctionnel du Tribunal de Thiers du 23 juillet 1914. Entre le jour du délit et celui de l'action, plus de dix-huit années s'étaient écoulées. La prescription était acquise depuis longtemps. L'amnistie avait joué également. L'action de Mallaret était-elle recevable? Le Tribunal de commerce de Thiers la déclare prescrite. Sur appel, l'affaire vient devant la Cour de Riom. L'action est déclarée recevable, car fondée, par l'effet de l'amnistie, sur un simple délit civil.

Telles sont les deux décisions existant.

Le jugement du Tribunal de commerce de Marseille ne permet pas la discussion. Les termes sont exclusifs de toute interprétation. L'amnistie a un effet plus complet que celui de la prescription. Son influence est donc prédominante. La Cour de Riom, au contraire, évite de parler de la prescription. Au jour de l'exploit, le fait a dépouillé tout caractère pénal, dit-elle simplement. C'est qu'en effet il y a une situation assez complexe. La prescription pénale, interrompue par le jugement correctionnel, a recommencé à courir le 23 juillet 1914. La guerre survient; les loi et décret du 10 août 1914 suspendent la prescription jusqu'à la fin des hostilités (1919). Elle recommence à courir alors, et la loi d'amnistie la retrouve vivante à ce moment. Il n'y aurait donc pas là, dit-on, à proprement parler, d'effet rétroactif de l'amnistie.

Il faut constater tout d'abord que la Cour de Riom admet implicitement que l'amnistie transforme la prescription pénale en prescription trentenaire. N'est-il pas curieux, en second lieu, de voir la Cour donner une telle imprécision à sa pensée. Elle vient de poser nettement le principe d'une faute exclusivement délictuelle, prescriptible par trois ans, et elle se contente de dire « qu'au jour de l'ex-

plait le fait dommageable se trouvait dépouillé de son caractère pénal ». Quelle réserve subite après une affirmation de principe. N'a-t-elle pas voulu donner son sentiment général, réserver l'avenir. Il lui était bien facile d'éviter une confusion qu'elle ne pouvait ignorer. Il suffisait de dire que la prescription avait été suspendue pendant la guerre. Pourquoi ne l'a-t-elle pas fait ? Pourquoi a-t-elle tenu à employer une formule générale ?

Ces deux décisions ont suscité de nombreuses protestations. On a opposé la force absolue de la prescription à l'amnistie. On a parlé de situation acquise. Dans une note à la *Gazette du Palais* commentant l'arrêt de Riom, l'avocat général Cavarroc s'est élevé contre cette jurisprudence. « Quelle que soit la puissance rétroactive d'une loi d'amnistie, elle ne saurait ressusciter une prescription acquise, un droit mort au moment de sa promulgation. Le trouble qu'elle apporterait autrement dans l'ordre social serait aussi grand, sinon plus, que celui dont on veut effacer le souvenir. »

Malgré ces critiques, nous croyons que la jurisprudence admet, en définitive, cette sorte de retour à la vie. Il se conçoit facilement. Sans s'arrêter trop longtemps à l'argument du Tribunal de Marseille, « l'effet propre et plus complet de l'amnistie », l'explication la plus simple nous semble être celle qui a pour base l'idée de dualité des prescriptions. L'action civile devant les tribunaux civils restait toujours possible. Seule la prescription pénale a joué devant le tribunal répressif. Elle a éteint l'action publique, mais elle seulement, tout comme cela se passe en matière d'amnistie.

Il y a dans ce fait une unité de direction qui donne à réfléchir. Ne peut-on pas dire que, inconsciemment peut-

être, la jurisprudence a admis dans ce cas particulier (même contre les textes si l'on veut) la dualité des prescriptions? Et si l'on rapproche cette explication de toutes celles qui seront données dans le chapitre suivant, on ne peut manquer de voir dans cette solution la volonté des tribunaux d'écarter les articles 637 et suivants chaque fois qu'un moyen détourné le leur permet.

QUATRIÈME PARTIE

LES EFFORTS DE LA JURISPRUDENCE POUR ÉCHAPPER AU PRINCIPE DE L'UNITÉ DES PRESCRIPTIONS

CHAPITRE PREMIER

LES TENDANCES NOUVELLES

La jurisprudence s'est vite aperçue des inconvénients de la thèse qu'elle préconisait. Elle n'a pas voulu cependant l'abandonner. Son effort s'est porté surtout sur les limitations des effets nuisibles du principe de l'unité des prescriptions. Peu à peu entraînée vers de nouvelles concessions, elle en est arrivée actuellement à rechercher tous les moyens détournés que lui fournit la loi pour en éviter l'application. Cette nouvelle tendance, tout d'abord fragmentaire et arbitraire, a pris par la suite une physionomie rationnelle et les allures d'un véritable système.

SECTION PREMIERE

L'EXCLUSION DES ACTIONS ÉTRANGÈRES AU DÉLIT

Le principe de l'unité des prescriptions était une telle sauvegarde pour les délinquants que ceux-ci s'efforcèrent bien vite de l'étendre démesurément.

Dans toute action ils recherchèrent s'il n'y avait pas, à la base, possibilité d'y découvrir un délit. La jurisprudence sut, au moins dans ces cas extrêmes, résister aux sollicitations des plaideurs peu scrupuleux. Quoique assez rares, des décisions ont été rendues, même encore assez récemment, pour rejeter leurs prétentions.

Ce fut surtout en matière de divorce ou de séparation de corps que la question fut posée. L'époux coupable d'un délit (adultère ou coups et blessures) prétendait que l'action en divorce ou séparation de corps intentée à la suite de ces faits n'était en réalité qu'une action basée sur le délit et comme telle soumise à la courte prescription pénale. Jamais les tribunaux ne l'ont admis ⁽¹⁾. Comme l'indique l'arrêt de Montpellier, « ce qui a fourni la matière du divorce ce n'est point le caractère délictueux du fait incriminé, mais la moralité de ce fait dégagé de tout caractère pénal ».

Et pourtant le Tribunal de Rambouillet n'était pas loin d'admettre l'application de la courte prescription, puisqu'il ne trouve pour l'écarter que le moyen tiré de l'article 2253 du Code civil posant le principe que la prescription ne court pas entre époux.

On pourrait encore concevoir la même solution pour le cas de demande de pension alimentaire. L'arrêt de Montpellier précité y fait allusion. De même en matière de révocation de donation pour ingratitude, ou meurtre, la question pourrait se poser. Il n'a cependant pas été soumis d'espèce aux tribunaux.

(1) Rennes, 28 déc. 1825, Jurisprudence générale Dalloz, Vo *Prescription criminelle*, n° 102; Trib. Rambouillet, 3 août 1894, S., 95. 2. 55; Montpellier, 19 mars 1901, S., 03. 2. 57.

SECTION II

L'EXPOSÉ DE LA NOUVELLE ORIENTATION JURISPRUDENTIELLE

Une limitation plus utile et plus féconde est bien vite apparue. La jurisprudence est partie de cette idée que le délit peut, en dehors de l'action en réparation qu'il crée, violer un contrat antérieur ou un texte de loi. Si l'on fait alors abstraction du délit, il reste, se suffisant à elle-même, une violation de ce contrat ou du texte de loi. Cette violation, faute contractuelle ou quasi délictuelle, engendre un droit à réparation prescriptible par trente ans.

Ce n'était pas là un procédé nouveau, bien souvent les tribunaux en ont usé. En matière pénale notamment les parquets abandonnent délibérément un élément de l'information pour « correctionnaliser » certaines infractions qu'ils craignent de voir absoutes par le jury. La même conception a été reprise au civil. « Sans qu'il y ait lieu de rechercher si l'action pénale et l'action en dommages-intérêts ayant pour cause une infraction aux règles prescrites... sont ou non soumises aux prescriptions des articles 638 et suivants, il suffit de reconnaître que l'action... est basée, non sur un fait contraventionnel..., mais sur une simple faute... » : elle n'est alors régie que par le droit civil ⁽²⁾

De nombreuses décisions confirment cette solution. Elles feront l'objet de cette partie.

Un arrêt de la Chambre criminelle pose nettement le problème ⁽³⁾. Des poursuites étaient engagées contre un

(2) Limoges, 15 mai 1889, D., 90. 2. 307.

(3) Chambre crim., 22 févr. 1907, D., 08. 1. 542.

négociant par l'administration des Contributions indirectes.

Pour les mêmes faits, deux contraventions étaient relevées contre lui : une pénale, une fiscale. La première se trouvait prescrite; la deuxième l'était-elle aussi, puisqu'elles étaient connexes?

La Chambre criminelle refuse cette assimilation, car, dit-elle, « bien que l'action publique et l'action de la Régie aient, dans l'espèce, la même cause, elles avaient leurs sources dans deux faits distincts; ... l'instruction requise par le ministère public n'a porté que sur le délit de droit commun; qu'elle est restée étrangère aux contraventions fiscales, ... que, d'ailleurs, la connexité qui aurait existé entre les infractions n'a pu avoir pour effet de modifier les règles de la prescription... ».

Tel est l'expédient dont la jurisprudence use, et qui bientôt l'emporte sur le principe lui-même. Il se développe, prend corps, en arrive à se travestir en véritable argument et apparaît finalement comme un principe nouveau qui ronge chaque jour l'ancien et le réduit à néant. On en est arrivé à ne plus vouloir considérer que la faute civile, même au prix des raisonnements les plus artificiels et les plus subtils.

Tout d'abord, la jurisprudence a admis qu'il importait peu qu'une infraction pût exister à côté d'une action quasi délictuelle, pourvu que l'on ne s'occupât que de celle-ci.

Par exemple elle ne voit qu'une action en restitution de l'indû dans la demande formée contre un tiers qui garde contre la volonté du véritable propriétaire des sommes qui lui ont été confiées dans un but déterminé. L'abus de confiance est ignoré.

Elle corse encore sa tendance de façon plus absolue.

Les faits eux-mêmes peuvent constituer une infraction; mais si en même temps ils violent un contrat ou un droit préexistant, cela suffit pour assurer à l'action engagée sur cette seule violation une durée trentenaire. Par exemple, dans une propriété, un locataire coupe les arbres et les enlève : c'est un vol; mais c'est aussi une atteinte au droit du propriétaire. Seul cet aspect est considéré.

Et pourtant c'est là une véritable création de l'esprit, une pure entité juridique sans physionomie ni vie propres. On peut lui opposer la véritable théorie juridique rationnelle et implacable de la Cour de cassation belge. Celle-ci, esclave jusqu'au bout des textes de loi, refuse d'admettre l'expédient de la jurisprudence française. Un arrêt solidement motivé fixe le système belge ⁽⁴⁾ : « Considérant que les motifs d'ordre public... s'appliquent même au cas où la réparation du préjudice résultant d'un fait qualifié délit par la loi est demandée, non en vertu des articles 1382 et suivants, mais en vertu des règles d'un contrat; que ce fait ne perd pas son caractère délictueux parce qu'il constitue en même temps la violation d'un contrat...; qu'il ne peut plus servir à aucune action civile, pas plus *ex contractu* que *ex delicto*. »

SECTION III

L'INFLUENCE DE LA GUERRE DE 1914

Le nouvel état de choses, véritable « parvenu » du droit, devait trouver lui aussi, dans la guerre de 1914, l'occasion d'une nouvelle fortune. Dès le début de la mobilisation, le décret du 5 août 1914 et la loi du 10 août 1914 ont sus-

(4) Cass. Belg. civ. rej., 1^{er} mars 1894, D., 94. 2. 306; S., 95. 4. 30.

pendu, pendant la durée de la mobilisation et jusqu'à la fin des hostilités, toutes prescriptions en matière civile.

Les prescriptions pénales n'étaient pas atteintes, sauf cas spéciaux. L'action civile était-elle visée? N'allait-elle pas suivre au contraire le sort de l'action pénale? Le silence de la loi devait mettre aux prises les partisans des deux systèmes opposés. Quelques décisions, en effet, assimilèrent les deux prescriptions. L'action civile est, disaient-elles, indissolublement liée à l'action pénale⁽⁵⁾; mais ce ne fut qu'une solution passagère. Bien vite tous les tribunaux admirent au contraire que l'action civile devait suivre le sort de toutes les actions du droit privé. La suspension de la prescription jouait en leur faveur.

Deux arrêts de la Cour de cassation fixèrent la jurisprudence⁽⁶⁾. Les tribunaux la suivirent⁽⁷⁾.

Cette solution est particulièrement intéressante. Les tribunaux venaient de dissocier l'action civile de l'action pénale. Ils appliquaient à la première les règles du droit privé, l'autre restant soumise à ses propres dispositions. Il en résultait qu'un délit donnait naissance à deux actions : l'une, pénale, prescriptible par trois ans, l'autre, civile, soumise à une plus longue prescription. Le lien de subordination qui les reliait était brisé. Elles vivaient l'une et l'autre de leur existence propre et indépendante. Le sort de l'une ne dépendait plus de celui de la seconde. Certes, cette entorse aux anciennes théories n'était due

(5) Trib. comm. Seine, 6 mai 1920, *Gaz. Pal.*, 21. 1. 281; dito, 14 déc. 1921, *Gaz. Pal.*, 22. 1. 310.

(6) Civ. cass., 19 févr. 1919, S., 20. 1. 167-168; Civ. rej., 27 nov. 1922, D., 22. 1. 199.

(7) Trib. civ. Seine, 10 mai 1919, *Gaz. Pal.*, 1919, 20, V^o Guerre 1914, n^o 644; Rouen, 3 juill. 1919, *Gaz. Pal.*, 1920. 1. 31; Paris, 28 oct. 1921, D., 21. 2. 148; Paris, 31 mai 1922, *Gaz. Pal.*, 22. 2. 214.

qu'à des circonstances exceptionnelles et devait prendre fin avec le retour à la vie normale. Il n'en restait pas moins qu'après de vives discussions on avait séparé ces deux actions. Quoi qu'il puisse advenir par la suite, ce souvenir devait rester dans les mémoires. Tout ce que cette solution apportait de justice et d'équité avait été apprécié. Sous le couvert du fondement juridique de l'action engagée, on allait essayer de la maintenir. C'était un coup mortel porté au principe de l'unité des prescriptions : il ne devait pas s'en relever.

CHAPITRE II

LES PREMIERES APPLICATIONS DES NOUVELLES IDEES

A peine avait-elle posé le principe de l'unité des prescriptions des actions pénale et civile que la jurisprudence s'efforçait, par une contradiction bizarre, de l'annihiler.

A travers tout le droit, ces deux tendances se heurtent, et le grand principe de l'unité est sapé à sa base par des extensions chaque jour plus nombreuses, par des limitations de plus en plus fréquentes. Mais cependant ce sont toujours des décisions d'espèces qui sont rendues. Il n'y a pas encore une unité de vue permettant de suivre une idée directrice. Le caractère fragmentaire et particulier du mouvement est encore dominant. Sa diversité d'application à travers tout le droit marque cependant la tendance nouvelle.

L'étude des divers cas d'application.

Quelque fastidieuse que soit toujours une énumération, il n'est guère possible d'éviter d'étudier rapidement les diverses applications de la tendance nouvelle à travers tout le droit. La forme fragmentaire de la jurisprudence impose cette méthode. Il n'y a pas encore un véritable courant d'idées. Il naîtra peu de temps après ces premières tentatives et prendra de suite une forme générale et rationnelle.

Jusque-là, la jurisprudence étudie chaque espèce isolément. Elle s'efforce de découvrir pour chaque cas particulier la possibilité d'exercer l'action civile sans faire revivre l'infraction. Après cet examen, elle renvoie à l'application du droit commun si elle n'a pas pu justifier un échec à la théorie générale.

Les actions en restitution ou revendication d'objets volés.

C'était un de ces cas où la jurisprudence sur l'unité des prescriptions prenait une allure particulièrement choquante. Une personne était volée par un inconnu; trois ans se passaient, elle découvrait alors le voleur. Pouvait-elle agir contre lui pour obtenir la restitution du bien qui lui avait été dérobé? Si on le lui refusait, n'était-ce pas une injustice flagrante? Le voleur jouissait alors en paix du bien volé, tandis que sa victime devait souffrir cette spoliation! Une première objection à cette restriction du droit de la victime pouvait être tirée de l'article 2279, qui prévoit le cas de revendication entre les mains d'un tiers autre que le voleur. Il est donc exclu du bénéfice accordé par cet article. Allait-on le voir renaître sous le couvert de la prescription pénale ⁽¹⁾? La jurisprudence consacra d'abord cette iniquité. Un arrêt de Bordeaux du 15 avril 1829 ⁽²⁾ déclare prescrite l'action de la victime. Il expose, en effet, « qu'aucune distinction entre l'action en restitution de l'objet volé et l'action en dommages-intérêts » n'est établie par le législateur; qu'elles se confondent nécessairement et doivent subir le même sort. Enfin, la Cour de Bordeaux donne ce dernier argument « que la pre-

(1) Note Nast, D., 1910. 1. 201.

(2) Bordeaux, 15 avr. 1829, Jurisprudence générale Dalloz, V^o *Prescription criminelle*, n^o 96.

mière chose à prouver pour justifier l'action en restitution de l'objet volé serait le fait du vol, dont la loi interdit formellement la preuve quand la prescription est acquise ».

Une telle solution, si elle appliquait le principe de l'unité des prescriptions, ne pouvait satisfaire l'esprit. Il était facile d'y faire de graves objections. Tout d'abord la victime agissait en revendication d'objets et non en dommages-intérêts. Elle réclamait la chose volée et non des sommes d'argent plus ou moins arbitrairement déterminées; elle agissait pour faire consacrer son droit de propriété. Il suffisait d'établir que l'objet était resté entre les mains d'un tiers sans cause valable pour que l'action fût possible. Le propriétaire avait des droits à l'égard d'un détenteur précaire.

Les tribunaux en sont arrivés là. Un arrêt de la Cour de cassation consacra cette solution définitivement ⁽³⁾. Il constate qu'il existe côte à côte deux actions : une en dommages-intérêts contre le voleur, prescriptible par trois ans, et une autre en revendication contre tout possesseur de mauvaise foi, et durant trente ans. C'est la sanction du droit de propriété.

Mais ce stade n'avait pas été atteint directement; les tribunaux hésitèrent longtemps sur la véritable nature de l'action. Ne voulant pas donner une solution de principe, ils s'efforcèrent de chercher un argument d'espèce. Deux arrêts typiques illustrent cette évolution ⁽⁴⁾.

Le premier concerne le cas de la découverte d'un trésor par un locataire qui tente de se l'approprier en entier.

(3) Civ. rej., 7 févr. 1910, D., 40. 202, Note Nast; S., 40. 1. 223, Note Lyon-Caen.

(4) Angers, 13 juill. 1884, D., 52. 2. 36; Civ. rej., 17 avril 1867, D., 67. 1. 267.

Poursuivi civilement par le propriétaire, il prétend qu'il y a eu vol ou abus de confiance et que l'action est une action civile déguisée. La Cour d'Angers, au lieu de soutenir le droit de propriété en vertu de l'article 716 du Code civil, utilise un argument bizarre. Elle prétend qu'il y a eu quasi-contrat entre le propriétaire et le locataire, celui-ci contractant l'obligation de remettre à celui-là la moitié du trésor qu'il pourrait trouver. L'action qui sanctionne cet accord est purement civile et n'est donc prescriptible que par trente ans.

Le deuxième arrêt vise le cas de détournement de meubles successoraux par l'un des cohéritiers. La Cour de cassation décide que le divertissement de ces biens n'est ni un vol ni un abus de confiance s'il n'y a eu le caractère rigoureusement déterminé par la loi pénale, c'est-à-dire, aux termes de l'article 379 du Code pénal, « déplacement de possession de la part de l'auteur du fait au préjudice et contre la volonté de ses cohéritiers » ou si l'on n'allègue pas l'existence d'un contrat de mandat ni d'un contrat de dépôt avec remise des objets confiés.

Ainsi, si les cohéritiers n'ont pas connu les objets divertis ou ne les ont pas eus en leur possession avant le divertissement, il n'y a qu'un quasi-délit civil prescriptible par trente ans. C'est peut-être une distinction bien subtile et bien inutile.

Une difficulté s'est produite dans l'application de l'idée de revendication de propriété. C'est lorsque le voleur a cessé frauduleusement de posséder, soit qu'il ait vendu l'objet à des tiers de mauvaise foi, soit qu'il l'ait donné, soit encore qu'il l'ait détruit⁽⁵⁾. C'est qu'à proprement

(5) Il est nécessaire que les tiers soient de mauvaise foi, sinon ils bénéficieraient des dispositions des articles 2279 et 2280 du Code civil.

parler la revendication n'est plus possible contre le voleur, puisqu'il n'a plus la détention matérielle de la chose. N'y a-t-il plus qu'une action en dommages-intérêts?

La Cour de cassation ne l'a pas admis dans l'arrêt *Chazarain-Maréchal* précité. Elle faisait application de la vieille règle romaine : « Qui dolo desierit possidere, pro possidente damnatur ».

La répétition des sommes indûment payées ou retenues.

La jurisprudence a usé d'un procédé analogue pour amener à résipiscence un individu ayant détourné des fonds appartenant à un tiers. Elle a cherché s'il n'existait pas la possibilité, en ignorant le vol ou l'abus de confiance, de baser l'action dirigée contre le délinquant sur la violation d'une obligation de droit privé. Elle a fait preuve d'une initiative remarquable.

Les comptables de deniers publics concussionnaires étaient poursuivis en vertu des règles de la comptabilité publique ⁽⁶⁾ et l'action durait trente ans.

Ceux qui avaient perçu trop d'impositions et avaient gardé le surplus pour eux étaient assignés en répétition de l'indû. Ce fut la solution définitivement admise. Toute somme détournée par un tiers donnait lieu à répétition, car celui-ci la détenait sans cause ⁽⁷⁾. Cette action pouvait donc avoir lieu même contre une tierce personne payée par le voleur avec ces deniers, même si elle avait connu

(6) Req., 23 janv. 1822, Jurisprudence générale Dalloz, V^o Enregistrement, n^o 5533; Paris, 25 mars 1823, D^o C^o, V^o Prescription criminelle, n^o 860.

(7) Montpellier, 11 juin 1828, et, sur pourvoi, Req., 6 juill. 1829, D^o C^o, V^o C^o, n^o 100; Civ. cass., 29 août 1833, D., 33. 1. 407; Angers, 19 mai 1837, et, sur pourvoi, Req., 10 nov. 1838, D., 38. 1. 447; Civ. cass., 3 mai 1863, D., 63. 1. 193, et, sur renvoi, Dijon, 17 juin 1864, D., 66. 2. 441.

l'origine frauduleuse, cette connaissance n'étant pas suffisante à établir sa complicité (8).

Une application très intéressante de cette idée de répétition de l'indû fut faite en matière d'usure. L'usure étant un délit, l'action introduite en remboursement des intérêts versés en trop pouvait passer à juste titre pour prescriptible par trois ans. Par une audacieuse extension de l'idée exposée, la jurisprudence a rendu aux malheureux spoliés la possibilité d'agir pendant trente ans. Elle a admis que le délit d'usure n'existait que s'il y avait habitude et ensuite que c'était la restitution d'une somme indûment ou dolosivement exigée (9).

Les fautes dans le mandat ou la gestion d'affaires.

L'esprit novateur de la jurisprudence s'est encore révélé plus actif au sujet de l'exécution d'un mandat quand le gérant indélicat s'est rendu coupable d'abus de confiance. Normalement, les mandants n'auraient pu agir que pendant trois ans : sous le couvert de notions diverses, les tribunaux ont réussi, dans bien des cas, à assurer à la victime une action trentenaire.

Un agent de change malhonnête fait des opérations de compte à demi avec des tiers. Il leur remet à date fixe des comptes, qui sont approuvés. Un jour, on s'aperçoit que l'agent de change a commis pour le moins des indécitesses. Les associés agissent contre lui en remboursement des sommes omises dans les comptes. L'agent de change

(8) Angers, 19 mai 1857, et, sur pourvoi, Req., 10 nov. 1858, *loc. cit.*

(9) Bordeaux, 23 nov. 1860, D., 61. 2. 61; Paris, 21 juin 1864, sous Civ. rej., 29 janv. 1867, D., 67. 1. 52; Paris, 23 juin 1865, sous Civ. rej., 29 janv. 1867, *loc. cit.*

oppose que faire des opérations de compte à demi avec un client est un délit et que l'action est prescrite.

Le Tribunal et la Cour de Lyon refusent d'accorder la courte prescription : il s'agit de l'indivisibilité d'un compte, des faits nouveaux permettent de le reviser (10).

Contre des mandataires infidèles, la Cour de cassation use d'un moyen analogue : « Les victimes agissent, dit-elle, en redressement de comptes. L'action est donc toujours possible. » (11).

Le comble de l'ingéniosité est bien la solution donnée à l'affaire *Hersent-Beurrier* (12). Un ouvrier est envoyé aux colonies pour y travailler. On lui a promis un logement, une nourriture abondante et saine, des soins médicaux. Il trouve en fait une habitation insalubre, une mauvaise nourriture, pas de soins. Il meurt. Après quelques années, sa veuve attaque la société. Celle-ci prétend qu'elle a commis un homicide par imprudence; l'action est donc prescrite. La Chambre des requêtes, rejetant un pourvoi, admet qu'il y a simplement inexécution d'un contrat et que les administrateurs n'ont pas rempli leur mandat comme ils le devaient.

Ils peuvent donc être poursuivis pendant trente ans pour réparation de leur faute

La réparation des dommages causés par des contrefaçons.

Chaque fois qu'elle l'a pu, la jurisprudence a décidé que les faits ne constituaient pas le délit de concurrence

(10) Trib. comm. de Lyon, 29 oct. 1880, sur appel Lyon, 2 avr. 1881, D., 82. 2. 126.

(11) Req., 16 avr. 1848, D., 46. 1. 266; Civ. rej., 27 août 1867, D., 67. 1.489, S., 68. 1. 117.

(12) Req., 20 janv. 1902, D., 04. 1. 141; S., 02. 1. 280.

déloyale, mais simplement une contrefaçon soumise au régime du droit privé ⁽¹³⁾.

L'atteinte à un monopole.

Les cas concrets étudiés précédemment concernaient des infractions graves. Les tribunaux, pourtant, avaient cherché à soustraire les victimes aux conséquences néfastes de la courte prescription. Nous allons examiner maintenant toute une série de petites infractions à des lois particulières. Leur caractère commun réside dans le préjudice énorme qu'elles causent aux victimes de ces agissements. Il était donc rationnel que la jurisprudence fit encore un nouvel effort pour essayer d'assurer le triomphe de la prescription trentenaire. Dans ces cas surtout apparaissait la volonté fermement établie du plaideur aux abois d'échapper, par tous moyens, à la réparation de ses fautes.

Les monopoles sont établis par des lois; leur respect est assuré par des contraventions. Toute personne qui tente d'y porter atteinte est punie d'amende. Mais cette violation a généralement causé un trouble dans les affaires, un préjudice aux concessionnaires du monopole. Il est juste et équitable qu'une compensation leur soit accordée. Les délinquants résistent par l'exception de prescription.

Les tribunaux leur furent longtemps favorables et se refusèrent à dissocier l'action publique et l'action en réparation du dommage. Ils affirment ce principe dans deux espèces bien distinctes ⁽¹⁴⁾. La première concerne l'im-

(13) Paris, 24 févr. 1855, D., 56. 2. 71; Req., 12 août 1862, D., 62. 1. 453; Bourges, 28 déc. 1869, D., 70. 2. 153, et, sur pourvoi, Req. 14 août 1871, D., 71. 1. 282; Limoges, 5 févr. 1896, et, sur pourvoi, Req., 19 oct. 1897, D., 98. 1. 44; Civ. rej., 18 juin 1901, D., 03. 1. 49, S., 02. 1. 24.

(14) Agen, 19 nov. 1885, S., 86. 2. 236; Lyon, 24 janv. 1906, et sur pourvoi, Civ. cass., 18 oct. 1910, D., 12. 1. 133, S., 15. 1. 148.

mixtion illicite des banques dans les opérations réservées aux seuls agents de change.

La Cour d'Agen refuse d'annuler les achats de titres effectués par une banque sans l'intermédiaire d'un agent de change.

Il n'était peut-être guère possible de trouver une base solide à l'action intentée en dehors de l'infraction commise.

La deuxième espèce concerne la violation du privilège des Pompes funèbres. La Cour de Lyon se refuse à reconnaître dans l'instance engagée contre une société rivale une action qui ne soit pas soumise à la courte prescription. Le seul dommage réside dans l'exercice d'un acte illicite. Mais sur pourvoi, la Cour de cassation devait faire preuve de libéralisme. En examinant avec bienveillance les textes, elle admet une dualité d'action. L'une concerne les dommages résultant d'une violation du monopole, elle est purement civile; l'autre ne concerne que la question d'ordre public et interdit l'exercice du droit sous certaines peines. Des articles différents de la loi les régissent; c'est donc qu'elles sont différentes. Il ne faut y voir qu'un désir d'assurer équitablement l'exercice du droit à réparation.

L'abus d'usage des cours d'eau.

C'est la même solution qui prévaut. Les riverains lésés par un abus d'usage du cours d'eau peuvent agir pendant trente ans. Il y a, à côté de l'infraction à la police des eaux, un manquement aux obligations de bon voisinage, un abus du droit de se servir des eaux, générateur d'une obligation purement civile ⁽¹⁵⁾.

(15) Civ. rej., 5 août 1895, D., 96. 1. 157; Civ. cass., 28 avr. 1896, D., 96. 1. 380, S., 96. 1. 312.

Cet abus peut provenir d'ailleurs soit d'un usage dangereux des eaux, soit d'une construction en dehors des droits accordés aux riverains.

Le vice de construction ou de qualité.

Un procès assez bizarre allait permettre une nouvelle extension de l'idée jurisprudentielle donnant comme base à l'action le vice de construction ⁽¹⁶⁾.

Aux abattoirs de la Villette, un bœuf laissé en liberté, après avoir erré dans les cours, réussit à s'échapper par une petite porte à l'usage des piétons laissée ouverte. Dans la rue, l'animal, rendu bientôt furieux, blesse une personne. Après les délais de prescription, la victime assigne la Ville de Paris, responsable de la fuite du bœuf. La Ville oppose l'exception de prescription. Il y a eu blessure par imprudence, dit-elle, par suite des fautes et imprudences commises par le personnel en laissant échapper le bœuf. Le Tribunal de la Seine rejette l'exception. Il ne s'agit que d'une action purement civile. La Ville de Paris est responsable, car elle aurait dû construire des portes telles qu'un bœuf n'y pût passer. C'est donc le seul défaut de construction qui a permis l'accident. L'action ne peut avoir qu'une durée de trente ans.

Une autre application a été faite par la Cour de Bordeaux en matière de défaut de qualité ⁽¹⁷⁾. L'action dirigée contre un commerçant vendant des marchandises impropres à la consommation dure trente ans, car il y a une violation de la convention intervenue entre le vendeur et l'acquéreur et qui concernait la vente de produits comes-

(16) Paris, 30 oct. 1896, D., 97. 2. 480.

(17) Bordeaux, 4 juin 1874, D., 73. 2. 99.

tibles. Ce contrat est préalable à l'infraction, qui demeure sans influence sur lui.

Les traités particuliers passés par les compagnies de chemins de fer avec des tiers.

Toute réduction de tarif est interdite aux grandes Compagnies. Elles ne peuvent le faire ni directement ni indirectement, et les traités signés causent un préjudice grave aux tiers qui n'ont pu en bénéficier. L'action qu'ils ont n'est pas liée à l'action publique; c'est une action qui ne repose que sur l'application de l'article 1382 ⁽¹⁸⁾. On ne peut s'empêcher de constater l'absence de raisons sérieuses en faveur de cette extension. Ce n'est qu'un élargissement de la tendance nouvelle.

Les crimes et les délits dans la faillite.

La loi interdit (art. 597 C. comm.) les traités particuliers entre les créanciers et le failli. Elle veut éviter que, par ce moyen, une partie de l'actif soit détournée. Le préjudice que la masse peut avoir à en souffrir est souvent énorme. Si donc l'action ne peut être intentée que pendant trois ans, on favorise le développement de ces actes délictueux.

Les tribunaux se sont ingénies alors à soustraire à la courte prescription l'action intentée contre les créanciers bénéficiaires de ces traités. Tout d'abord réfractaires à cette extension ⁽¹⁹⁾, ils l'admirent bientôt largement, en s'appuyant sur des considérations générales de droit qui

(18) Req., 21 avr. 1868, D., 68. 1. 430; Req., 17 nov. 1869, D., 71. 1. 114.

(19) Grenoble, 7 mai 1853, D. 53. 2. 65.

leur permirent l'application de l'article 597 du Code de commerce ⁽²⁰⁾.

Les infractions aux lois sur les constitutions de sociétés.

Encore plus pratique était cette question. Des gens sans scrupules pillaient l'épargne publique au moyen de constitutions de sociétés frauduleuses. Un tel acte était délictueux. Les victimes étaient donc frappées par la courte prescription pénale. Là encore les tribunaux se sont efforcés de lui substituer la prescription trentenaire.

La jurisprudence admit que ces actions sont fondées sur la responsabilité personnelle des fondateurs et administrateurs telle qu'elle est prévue par les articles 41, 42 et 43 de la loi du 24 juillet 1867, différant des articles 15, 16, 24 et 26 sanctionnant le délit ⁽²¹⁾, ou sur leur responsabilité dans les termes du droit commun pour faux renseignements ⁽²²⁾, ou encore sur ce que la société a été fondée en violation de la loi ⁽²³⁾.

L'arrêt *Bougeneaux-d'Elanger* donne même un luxe de moyens pratiques d'éviter la courte prescription ⁽²⁴⁾.

Il y a pourtant des résistances à cette extension, et l'affaire *Rebuffat-Riche* nous indique les limites de la concession jurisprudentielle ⁽²⁵⁾.

(20) Alger, 24 mars 1867, S., 67. 2. 287; Trib. comm. Seine, 26 oct. 1893, et, sur appel, Paris, 18 déc. 1896, D., 98. 2. 367.

(21) Civ. rej., 4 juin 1883, D., 83. 1. 385; S., 84. 1. 113.

(22) Civ. rej., 10 janv. 1899, D., 05. 1. 271.

(23) Civ. rej., 8 juill. 1883, D., 86. 1. 104; Req., 6 mars 1893, D., 94. 1. 89, S., 95. 1. 483.

(24) Orléans, 24 juill. 1890, D., 91. 2. 337.

(25) Amiens, 3 juill. 1913, et, sur pourvoi, Req., 20 avr. 1913, D., 16. 1. 204.

Les dénonciations calomnieuses.

La Cour de Douai et la Chambre des requêtes font une distinction subtile ⁽²⁶⁾ entre la déposition mensongère spontanée, qui serait calomnieuse, et celle faite sur citation devant le juge, qui ne serait que dommageable. Cette différence, peu justifiable, ne s'explique que par le désir d'accorder largement le droit à réparation.

Les injures en matière de presse.

La jurisprudence s'est efforcée de limiter strictement l'application de la loi sur la presse en matière d'injures. Chaque fois qu'elle l'a pu, pour assurer à la victime d'attaques injustifiées une large défense et réparation, elle a rejeté l'idée d'injures pour mettre en évidence un quasi-délit civil. Elle considère que s'il n'y a ni termes précis, ni qualifications injurieuses, ni allégations ou imputations de fait ignominieux, il n'y a pas injure. Elle a pu ainsi limiter strictement les textes et, par une heureuse interprétation exégétique, faire triompher la prescription trentenaire ⁽²⁷⁾.

L'influence du délit commis par un étranger à l'action.

Un cas curieux a été soumis à la jurisprudence : le délit commis par un tiers étranger à l'action civile influe-t-il

(26) Req., 31 janv. 1889, D. 59. 1. 439.

(27) Civ. rej., 17 mai 1886, D., 87. 1. 54; Paris, 16 nov. 1886, D., 87. 2. 171; Bordeaux, 29 janv. 1892, D., 92. 2. 391; Grenoble, 26 nov. 1892, D., 93. 2. 270; Pau, 29 juin 1897, sous Cass. req., 13 févr. 1899, D., 99. 1. 228; Civ., 20 déc. 1899, D.; 1900. 1. 137; Trib. civ. Seine, 17 déc. 1923, *Gaz. trib.*, 13 mai 1924; Alger, 19 mars 1924, *Gaz. Pal.*, 24. 1. 715; Civ. rej. 13 juill. 1927, D., 28. 1. 127.

sur celle-ci pour la rendre tributaire des articles 637 et suivants? (28).

Le 2 novembre 1874, Charles-Auguste Durieu décède. Les héritiers *ab intestat* entrent en possession de l'héritage. Une dame Lannies prétend alors que Durieu avait fait un testament olographe en sa faveur qui fut détruit, brûlé volontairement par le valet de chambre de ce dernier. Elle réclamait l'héritage.

Les héritiers opposent qu'il s'agit d'une action ayant pour base un délit; que la seule preuve de celui-ci pourrait assurer la recevabilité de l'action de la dame Lannies; que, par suite, plus de trois ans s'étant écoulés depuis la destruction du testament, l'action est prescrite.

La légataire prétend de son côté qu'elle offre simplement de prouver par témoins l'existence du testament et sa perte par un événement imprévu et indépendant de la volonté du testateur.

La question était ainsi nettement posée : La Cour de Rouen, par arrêt du 29 décembre 1875, admit l'action de la dame Lannies. Son argumentation est double. Tout d'abord, la Cour reprend l'idée habituelle de la jurisprudence.

Il ne s'agit pas d'une action dépendant d'un fait délictueux. La demanderesse n'a pas à prouver le délit, mais le fait dommageable concomitant à l'infraction. Elle agit en outre, dit l'arrêt, en vertu du droit préexistant au délit qui lui avait été conféré par le testament.

Enfin, subsidiairement, l'arrêt constate que le délit a été commis par un étranger à l'action n'ayant aucun lien de droit avec les parties, ce qui doit écarter l'application de la courte prescription.

(28) Rouen, 29 déc. 1875, D., 77. 2. 4; S., 77. 2. 466.

Il est utile de remarquer, malgré la volonté très nette de cet arrêt d'écarter la prescription pénale, les efforts qu'il doit faire pour y parvenir. Comme le dit si bien l'arrêtiste, « si l'on peut concevoir, *in apicibus juris*, que de pareilles actions puissent s'intenter et réussir sans que la preuve du fait délictueux prescrit ait été administrée, on se l'explique plus difficilement en fait ».

Il est certain que le délit est la seule preuve du droit de la légataire. La Cour de Rouen aurait pu, à notre sens, baser exclusivement son arrêt sur le fait que le délit était l'œuvre d'un tiers. Les articles 637 et suivants, quelle que soit la façon dont on les interprète, ne pouvaient en effet jouer dans l'occurrence. Ils ne visent que l'action dirigée contre l'auteur du délit. Ils ne sauraient s'appliquer à une instance du droit privé complètement étrangère à un délit et qui ne peut participer aux avantages que le Code d'instruction criminelle attache à l'action civile.

CHAPITRE III

LES ACCIDENTS DU TRAVAIL

La question des accidents du travail mérite d'être examinée dans un chapitre spécial. C'est la première tentative logique et raisonnée faite pour échapper au principe de l'unité des prescriptions. Elle ne fut pas admise par notre jurisprudence, malgré l'exemple donné par les pays voisins. Elle n'en est pas moins une pierre d'achoppement de la ruine du principe ancien.

SECTION PREMIERE

LA THÉORIE DE LA BASE CONTRACTUELLE DU DROIT A RÉPARATION

Fidèle à la théorie qu'elle avait admise, la jurisprudence a obstinément fait preuve, dans sa logique décevante, de la plus complète incompréhension de la vie pratique et couvert les plus grandes injustices. La lutte contre elle s'est faite très vite. Toute la doctrine, comprenant le véritable déni de justice auquel on aboutissait, a édifié la théorie de la base contractuelle du droit à réparation. « Le maître doit veiller à la sécurité de ses ouvriers. Il est tenu de leur livrer des outils et des machines en bon état, de

prendre toutes les précautions nécessaires contre les accidents. Mais cette obligation n'a pas sa cause dans l'article 1382; elle naît du contrat de louage de services. Le contrat crée des droits et des obligations à chacune des parties : pour le patron, obligation de payer les salaires et aussi de prendre toutes les mesures nécessaires dans l'intérêt de la vie et de la santé des ouvriers. »

C'est dans ces termes que la résumait Glasson ⁽¹⁾, et il cite tous les auteurs qui l'ont accueilli avec enthousiasme.

Une théorie aussi généreuse, répondant si pleinement aux besoins de la vie devait être acceptée par les tribunaux.

Elle le fut en effet, mais par les jurisprudences belge et luxembourgeoise. Ce fait était d'autant plus intéressant à signaler que l'on se rappelle la théorie rigoureuse de la Cour de cassation belge en matière de courte prescription.

La Cour de cassation belge ⁽²⁾ pose le principe suivant : « ...que le patron doit garantie à l'ouvrier. Mais s'il a le devoir de protéger l'ouvrier contre les périls inhérents au travail auquel il l'emploie, il se produit souvent, malgré les précautions les plus minutieuses, des accidents que non seulement on ne pouvait prévoir, mais dont la cause reste inconnue; que dès lors, en s'engageant à veiller sur la sécurité de l'ouvrier, le maître ne peut jamais la lui garantir. »

L'ouvrier avait un droit à réparation du dommage qu'il pouvait subir, mais au cas de faute contractuelle du patron. Son action était donc trentenaire.

La Cour supérieure de justice du Luxembourg ⁽³⁾ admet la

(1) Glasson, *Le Code civil et la question ouvrière*, 1886, p. 30.

(2) Cass. belge, 8 janv. 1886, D., 86. 2. 153.

(3) Cour supérieure de Luxembourg, 27 nov. 1884, D. 86. 2. 153.

même thèse, mais plus complètement que la Cour de cassation belge.

« Le contrat, dit-elle, entre l'ouvrier et le patron oblige celui-ci non seulement au paiement du salaire promis, mais encore à veiller à la sécurité de l'ouvrier et à le protéger contre les conséquences des dangers inhérents à son travail... que cette obligation entraîne celle de prévoir les causes non seulement habituelles, mais simplement possibles d'accidents... »

Le patron ne peut donc être libéré que par la faute de l'ouvrier ou la force majeure, un accident arrivé fortuitement, notamment par un risque inhérent à l'installation et provenant d'une cause fatale et connue, n'étant pas un cas de force majeure.

Ainsi, par une thèse généreuse, mais cependant rigoureusement juridique, les jurisprudences belge et luxembourgeoise avaient soustrait les accidents du travail à la courte prescription pénale,

SECTION II

LE REJET PAR LA JURISPRUDENCE FRANÇAISE

Aussi inconcevable que cela puisse paraître, les tribunaux français ont toujours refusé d'admettre ce système d'équité (4). Seul un arrêt de la Cour de cassation, non motivé, a semblé vouloir l'admettre; mais il n'est guère possible de le croire, en présence des décisions formelles de la Cour suprême.

(4) Voir la note D., 91. 2. 167.

L'arrêt veuve Martin-Depret et Pierson ⁽⁸⁾. — Un ouvrier, Martin, travaillait pour des entrepreneurs concessionnaires des travaux d'une commune. Le cahier des charges stipulait que les échafaudages devaient être faits de manière à préserver les ouvriers de tout accident.

Martin est victime d'un accident; il meurt. Sa veuve réclame, plus de trois années après l'accident, des dommages-intérêts aux entrepreneurs Depret et Pierson. Elle prétendait que la clause susindiquée du cahier des charges était une stipulation pour autrui dont devaient bénéficier les ouvriers. L'action était donc basée sur l'article 1121 du Code civil et n'était plus soumise à la courte prescription. Les entrepreneurs répondent que cette clause n'a qu'un but : préserver la commune de toute responsabilité; que l'action garde son véritable fondement et qu'elle est, par suite, prescrite.

Le Tribunal de Saint-Mihiel admet cette thèse; l'accident n'est dû qu'à l'imprudence des concessionnaires; l'action est prescrite. La Cour de Nancy confirme le jugement.

Un pourvoi en cassation est admis par la Chambre des requêtes. La Chambre civile, après délibéré en Chambre du conseil, casse l'arrêt de la Cour de Nancy. Elle estimait que la clause du cahier des charges était suffisamment établie pour que l'action eût son fondement dans le seul droit privé.

On pouvait croire que cette absence de motif était un indice de la nouvelle orientation jurisprudentielle. Le pourvoi ne se comprenait, en effet, véritablement que par le désir de la Cour de cassation de substituer la prescription trentenaire à la prescription pénale en matière d'acci-

(8) Civ. cass., 9 janv. 1882, D. 83. 1. 136; S., 83. 1. 395.

dents du travail. Hélas! il n'en était rien. On l'allait bientôt constater.

La Cour de cassation, par deux arrêts bien motivés ⁽⁶⁾, affirmait formellement sa volonté de respecter sa vieille jurisprudence. Avec cette obstination qu'elle met dans la défense de ses théories, elle rejeta l'idée de la base contractuelle du droit à réparation. La seule cause de l'accident, dit-elle, est l'inobservation des règlements, l'imprudence du patron. Tous les faits que peut alléguer la victime ne font que confirmer cette imprudence.

Les cours d'appel suivent les directives ainsi données. La Cour de Poitiers, confirmant un jugement du Tribunal de Saint-Jean-d'Angély ⁽⁷⁾, rejette officiellement la thèse de la base contractuelle : « Attendu que les faits allégués, dit-elle, qu'on voudrait en vain présenter aujourd'hui comme dérivant de l'inexécution des obligations qu'un contrat de louage de services impose à tout patron, constituent, en les supposant prouvés, le délit de blessures par imprudence... »

Une telle jurisprudence menaçait de se prolonger encore bien longtemps. Il fallut la loi du 9 avril 1898 pour y mettre fin. C'était une rude atteinte à la théorie de l'unité des prescriptions. Cette loi en réduisait l'application aux questions matérielles; elle la supprimait presque complètement quant aux accidents corporels, ainsi que nous l'avons indiqué dans l'exposé général du mouvement législatif (I^{re} partie, chapitre III, section II).

(6) Req., 4 août 1886, D. 88. 1. 411, S., 87. 1. 169; Civ. rej., 1^{er} mars 1904, D., 05. 1. 314.

(7) Poitiers, 27 mai 1890, D., 91. 2. 167.

CHAPITRE IV

L'ELARGISSEMENT DE LA TENDANCE NOUVELLE LA QUESTION DES DOMAINES MATERIELS

Sous le couvert de leur formule de style, les tribunaux s'efforceront de restreindre méthodiquement l'application du principe de l'unité des prescriptions et de donner une base juridique générale à la tendance nouvelle. Une deuxième phase se développe, caractérisée par l'effort constructif et systématique de la jurisprudence pour ramener les divers cas concrets de la pratique dans le cadre précis qu'elle s'est tracé.

Deux formes de dommages se présentent en pratique à ses yeux : l'atteinte à un bien matériel, à une richesse de l'homme, ou bien l'atteinte à son intégrité corporelle. Les solutions auxquelles nos tribunaux sont arrivés varient suivant le dommage causé. Il faut reconnaître le plein succès de la jurisprudence en ce qui concerne la question des dommages matériels. Elle a soustrait complètement les actions patrimoniales à la courte prescription pénale.

Malgré un effort continu, elle n'a pas encore pu parvenir à un résultat analogue quant à la question des dommages corporels. Elle a su cependant englober la plupart des cas dans la formule de l'article 1384, qu'elle déclare échapper à la courte prescription criminelle.

SECTION PREMIERE

L'ATTEINTE AU DROIT DE PROPRIÉTÉ

Les tribunaux, dans leur désir d'échapper aux conséquences néfastes du principe de l'unité des prescriptions, ont réussi à lui soustraire les actions en réparation des dommages matériels. Une telle action n'est que la sanction du droit de propriété. Elle ne se rattache ni de près ni de loin à l'infraction qui pourrait être commise.

Cette thèse s'est fait jour vers 1890 et s'est développée en deux étapes sous la pression des événements.

§ 1. — *L'atteinte à la propriété immobilière.*

Les premières espèces concernent la défense du patrimoine immobilier. En quelques années, toute une série d'arrêts ont établi et consacré cette défense du sol et du sous-sol contre des voleurs ou des ravageurs de récoltes.

L'extraction frauduleuse des richesses du sous-sol a donné lieu à une double série de décisions capitales. Des tiers, au moyen de fouilles commencées sur leur terrain, s'emparaient bientôt des produits du sous-sol de leurs voisins. Un tel acte constituait un vol, et l'action en réparation du dommage causé par la perte des matériaux enlevés était, sans contestation possible, l'action civile du délit. Elle se prescrivait donc par trois ans. Comme les travaux effectués par les délinquants étaient souterrains, les propriétaires ne s'en apercevaient qu'au bout de quelques années; il était alors trop tard, l'action était prescrite. Une telle situation était inacceptable et la juris-

prudence imagina alors un moyen bien simple de protéger les victimes. Elle affirma qu'il y avait atteinte à la propriété immobilière; l'action en réparation du dommage causé était donc purement civile.

La série d'arrêts : Société des Houillères de Saint-Etienne contre Schneider (1).

La compagnie Schneider, propriétaire de mines à Saint-Etienne, avait, au cours de ses travaux d'extraction, prolongé clandestinement ses fouilles sur les propriétés des Houillères de Saint-Etienne. L'importance et la durée des travaux ainsi effectués étaient telles que la possibilité d'une erreur devait être exclue et qu'apparaissait nettement, au contraire, l'intention frauduleuse de Schneider.

Au bout de quelques années, la Société des Houillères de Saint-Etienne s'aperçoit de ces empiétements. Elle engage immédiatement une action en dommages-intérêts contre Schneider pour obtenir le paiement de la valeur du charbon enlevé et la réparation du dommage causé à la mine, qui ne pouvait plus être exploitée normalement.

Devant le Tribunal de Saint-Etienne, puis devant la Cour de Lyon, Schneider soutient que ses agissements frauduleux constituent un vol, mais que, plus de trois années s'étant écoulées depuis, l'infraction se trouve prescrite et l'action en dommages-intérêts irrecevable. Les juges de Saint-Etienne et de Lyon admettent complètement cette thèse; ils rejettent la possibilité d'une erreur et précisent le caractère frauduleux de l'extraction par

(1) Lyon, 30 juin 1887, D., 88. 2. 63; S., 89. 2. 65, et, sur pourvoi, Civ. cass., 22 oct. 1890, D., 91. 1. 101; S., 90. 1. 259. Après renvoi, Nîmes, 7 juin 1893, sous Req., 3 juill. 1895, D., 96. 1. 302.

l'étendue et la durée des travaux. La situation désastreuse de la Société Schneider au moment des faits les explique encore mieux. Il n'y a là, disaient-ils, qu'une action en réparation du dommage causé par un vol et comme telle actuellement prescrite.

Un pourvoi est formé par les Houillères de Saint-Etienne. Il est admis par la Chambre des requêtes. La Chambre civile, examinant plus attentivement les faits et les causes de l'action, casse l'arrêt de Lyon. Deux chefs de demande étaient, en effet, portés devant les tribunaux. Le premier concernait la valeur du charbon volé. Il ne peut y avoir de difficulté : l'action est prescrite. La deuxième portait sur le dommage causé à la mine par les empiétements clandestins, qui ne permettaient plus de l'exploiter régulièrement. Déduisant sagement des faits la conséquence logique, la Cour suprême ⁽²⁾ reconnaît qu'il y a là une atteinte à la propriété des Houillères et que l'action intentée pour réparation de ce dommage est complètement distincte du vol commis. Il n'est pas possible de rattacher cette seconde action à un délit; elle ne peut donc se prescrire que par trente ans.

Sur renvoi, la Cour de Nîmes accepte cette thèse. Un nouveau pourvoi de Schneider est rejeté purement et simplement.

(2) « Mais attendu que l'empiétement commis par l'exploitant d'une mine sur le périmètre d'une concession limitrophe est une entreprise sur la propriété immobilière d'autrui qui, si elle peut avoir pour but de s'emparer du charbon après l'avoir détaché du sol, n'en demeure pas moins un fait dommageable et distinct du fait d'enlèvement d'objets mobiliers.

» Qu'il suit de là que, fût-il établi que le minerai, après son extraction, a été frauduleusement enlevé et, par conséquent, volé au préjudice du propriétaire du minerai, celui-ci n'en conserve pas moins une action soumise aux seules prescriptions du droit civil pour obtenir réparation des dégâts causés à son immeuble. »

*La série d'arrêts : Commune de Saint-Léger-des-Vignes
contre Bertillot* ⁽³⁾.

La Cour de cassation n'allait pas tarder à confirmer sa jurisprudence. Une affaire identique allait se présenter à elle quelques années plus tard.

Se prétendant lésée par des extractions de gypse effectuées par les consorts Bertillot sur des terrains communaux, la commune de Saint-Léger-des-Vignes les assigne en dommages-intérêts pour obtenir paiement de la valeur du gypse extrait et réparation du dommage causé par les affaissements du sol à la suite de ces travaux. La Cour de Bourges admet l'exception de prescription soulevée par les consorts Bertillot. L'action engagée n'est, dit-elle, qu'une action civile, reposant sur le seul délit. Les éboulements et affaissements ne sont que le résultat des travaux illicites; on ne peut les détacher du reste de l'action.

Un pourvoi est formé; la Chambre des requêtes l'accueille. La Chambre civile confirme de façon éclatante sa dernière décision. L'action, dit-elle, a sa base dans les dispositions du droit civil et est fondée sur l'atteinte à la propriété immobilière. Même si les faits pouvaient présenter des caractères d'une infraction, l'action de la commune exercée au seul titre de propriétaire n'en conserverait pas moins sa seule base dans l'article 537 du Code civil et n'était, par suite, prescriptible que par trente ans.

La cour de renvoi prit soin elle-même de justifier sa décision, voulant ainsi affirmer l'orientation nouvelle.

(3) Bourges, 4 mai 1889, sur pourvoi, Civ. cass., 11 juill. 1892, D., 92. 1. 486; S., 99. 1. 81, et, après renvoi, Orléans, 21 juin 1893, D., 94. 2. 417.

*Le dommage causé par le pacage des bestiaux
ou la destruction des arbres.*

Une deuxième série de décisions allait achever de compléter l'œuvre jurisprudentielle. Jusque-là elle avait protégé la propriété immobilière contre les atteintes à sa constitution. Elle garantit ici son intégralité absolue en assurant aux victimes de troubles superficiels une action qui échappe aux articles 638 et suivants.

*La série d'arrêts : Grandgérard
contre commune d'Autet (4).*

Le pâtre communal d'Autet avait amené les troupeaux des habitants pâtre sur les terrains d'autrui avant l'enlèvement des récoltes. Des dégâts furent ainsi causés aux propriétaires du sol, qui assignèrent la commune en dommages-intérêts. Celle-ci riposta en arguant que les faits reprochés constituaient le délit de garde à vue du bétail sur terrain d'autrui et, comme tels, prescrits, conformément au Code d'instruction criminelle. Le juge de paix admet cette exception, car, dit-il « l'action ne naît pas du fait d'avoir permis, ordonné, ou toléré ce pacage dans les prés, mais bien du fait de pacage et de garde à vue de bestiaux dans la propriété d'autrui ». Sur appel, le Tribunal de Gray réforme et rejette l'exception de prescription. Les faits, déclare-t-il, peuvent peut-être constituer le délit reproché, mais il n'en est pas moins certain que le droit des appelants à la récolte des prés leur appar-

(4) Trib. civ. de Gray du 28 juin 1896, sous Civ. rej., 27 déc. 1897, D., 01. 4. 109; S., 99. 4. 81. Note Le Poittevin.

tenant ne peut être contesté. C'est en vertu de ce droit que les propriétaires ont agi en dehors de toute infraction.

Le pourvoi en cassation de la commune, admis par la Chambre des requêtes ⁽⁵⁾, est rejeté par la Chambre civile. Elle adopte les motifs du tribunal et consacre l'idée d'atteinte à la propriété.

Trente années plus tard, un nouvel arrêt de la Chambre civile ⁽⁶⁾ rappelle aux juges du fait le véritable caractère d'une telle action dans une espèce identique.

Deux arrêts de la Cour de cassation consacrent encore tout récemment le même principe ⁽⁷⁾.

Les locataires coupent les arbres d'une propriété ou traversent des champs avec des voitures. C'est, affirme la Cour suprême, une atteinte à la propriété. L'infraction concomitante ne peut influencer sur l'exercice d'une action intentée en vertu d'un droit antérieur.

Ainsi toute atteinte à la propriété immobilière, qu'elle soit le fait d'une destruction volontaire ou d'une négligence, est soustraite à la courte prescription pénale.

§ 2. — *L'atteinte à la propriété mobilière.*

La propriété incorporelle.

Les décisions susindiquées avaient consacré une thèse nouvelle, mais étroitement limitée.

Une extension rapide devait bientôt se produire. Il n'y

(5) On ne peut s'empêcher au cours de cette étude de constater le manque de fermeté de la Chambre des requêtes. Elle ne semble pas suivre un programme défini et se laisse entraîner par les circonstances. Heureusement la Chambre civile est plus assurée dans ses opinions.

(6) Civ. cass., 9 janv. 1928, D., 29. 1. 56; S. 28. 1. 127.

(7) Civ. cass., 24 avr. 1923; D. 26. 1. 39; S., 23. 1. 341; Req., 10 juill. 1923; S. 23. 1. 267.

avait pas de raison majeure pour refuser le bénéfice de la jurisprudence précédente aux victimes de dommages causés à leurs biens meubles. Elles pouvaient arguer des mêmes principes, des mêmes textes de loi. La même idée d'atteinte à la propriété pouvait leur servir de sauvegarde pour tempérer les rigueurs des textes. Cela fut vite admis. Les tribunaux assurent aux victimes une pleine réparation du dommage causé.

Un arrêt est particulièrement intéressant, par l'ampleur qu'il donne tout de suite à cette nouvelle extension ⁽⁸⁾ : Un sieur Dupille se fait délivrer par la Régie, sous le nom de Tondou, un acquit-à-caution pour le transport des vins.

Après le temps de la prescription, Tondou apprend l'usage fait de son nom. Il forme, au civil, une instance contre Dupille. La faute de celui-ci était nettement caractérisée : il avait abusé frauduleusement du nom de Tondou pour commettre un délit; Dupille oppose la prescription. L'usage frauduleux du nom n'était qu'un moyen d'exécution de l'infraction. Celle-ci prescrite, toute action en dommages-intérêts s'y rattachant devait l'être également. Tondou, au contraire, prétendait que, unique propriétaire de son nom, il avait un droit exclusif à l'utiliser et que tout usage fait par un tiers sans son autorisation portait atteinte à son droit de propriété. Son action n'était qu'une action en dommages-intérêts pour dommage causé à son patrimoine, en dehors de toute infraction.

La thèse était assez audacieuse; il ne semblait guère possible de séparer l'infraction de l'usage abusif, l'une

(8) Lyon, 28 juill. 1908; D., 09. 2. 475, et, sur pourvoi, Req., 2 févr. 1910; D., 10. 1. 72; S. 11. 1. 205.

paraissant indissolublement liée à l'autre. La Cour de Lyon, cependant, ne manqua pas d'étendre à la propriété incorporelle la protection que la jurisprudence avait assurée aux immeubles. Elle affirme « qu'il importe peu que l'action soit exercée à la suite ou à l'occasion du délit, cette circonstance ne pouvant avoir pour effet d'en altérer la nature et d'abréger le temps de prescription ».

Un pourvoi, dirigé contre cet arrêt, reprit les motifs exposés plus haut : le droit à indemnité, y est-il expliqué, ne peut naître que de la violation de ce droit par l'usage du nom, et c'est justement cet usage frauduleux qui constitue le délit, et ainsi le fait qui sert de base à l'action pénale et à l'action en dommages-intérêts est identiquement le même. Malgré le dilemme posé à la Cour de cassation, la Chambre des requêtes rejette le pourvoi. Le droit exclusif à l'usage du nom a été violé, cela seul peut compter et l'action n'est soumise qu'à la prescription trentenaire.

La Cour de cassation avait déjà admis cette idée en matière de contrefaçon. Elle n'avait voulu y voir qu'une violation du droit de propriété indépendante du délit de concurrence déloyale ⁽⁹⁾.

§ 3. — *La propriété corporelle.*

Aussi étrange que cela puisse paraître, le principe fut beaucoup plus difficilement accepté dans ce cas. Il y eut résistance très grande d'une partie de la jurisprudence et même le seul arrêt de la Cour de cassation est nettement hostile à cette extension. Il est cependant déjà ancien et,

(9) Civ. rej., 19 oct. 1897, D., 98. 1. 44.

mieux éclairé par les faits et tendances actuelles, il est plus facilement explicable et sa portée, moins importante qu'on ne le croyait tout d'abord, ne doit pas, à l'heure actuelle, entraver la jurisprudence de la Cour suprême.

L'atteinte à la propriété corporelle mobilière constitue par elle-même, dans certains cas, une infraction. Il est donc matériellement impossible de considérer en soi-même le dommage causé à un bien : l'atteinte est constitutive de l'infraction et celle-ci ne peut se concevoir sans le dommage. Il n'est guère possible d'échapper à cet argument, surtout si l'on considère que l'infraction commise est la plus minime de toutes : une contravention à l'article 479, § 2, du Code pénal.

C'est sur ce point qu'a porté l'arrêt de la Chambre civile dans le pourvoi *Etat français contre Gesson* ⁽¹⁰⁾. Un ouvrier agricole, Gabreaux, au service de Gesson, traverse avec une faucheuse attelée une route au moment où un escadron de cavalerie passait. Malgré les observations qui lui sont faites, Gabreaux continue sa route et blesse grièvement un cheval de l'Etat. L'action, dirigée contre son patron Gesson, civilement responsable, ne fut lancée que plus d'un an après les faits. Gesson oppose la prescription. Le Tribunal de Châlons admet cette exception et, sur pourvoi, la Cour de cassation ratifia cette solution. La loi prévoyait, en effet, le cas de blessures à un cheval causées par la rapidité ou la mauvaise direction des voitures. L'infraction et l'action en dommages-intérêts étaient indissolublement liées, l'une étant la conséquence de l'autre.

Ce n'est d'ailleurs que sur ce seul point qu'a porté l'exa-

(10) Civ. rej., 30 juin 1905, D., 21. 4. 34.

men de la Cour de cassation. Elle a pris soin de rester strictement sur le terrain fixé par le cas d'espèce. Cette abstention de toute thèse générale est symptomatique et laisse entièrement libre l'interprétation définitive du principe (11).

Il n'y a d'ailleurs pas, à notre connaissance, d'autres décisions sur ce point.

L'atteinte à la propriété ne constitue pas, en général, une infraction. Malgré cela, diverses décisions maintiennent l'application stricte des articles 638 et suivants. Le dommage, disent-elles, n'est toujours que la conséquence de la contravention. Celle-ci n'entraîne pas forcément le dommage; mais celui-ci n'existerait certainement pas si l'infraction n'avait pas été commise. Lorsqu'un automobiliste roulant sur sa gauche heurte un véhicule venant en sens inverse, c'est par suite de la contravention qu'il cause l'accident. Dès lors, l'atteinte à la propriété ne peut plus, en réalité, se concevoir en dehors de celle-ci. L'action reste donc soumise à la courte prescription (12).

Poussant plus loin l'analyse des faits, la majeure partie de la jurisprudence admet que l'atteinte à la propriété mobilière n'est soumise qu'à la prescription trentenaire. Elle en donne deux arguments : un de logique, un de fait.

L'argument de logique est que, puisqu'il est admis que l'atteinte à la propriété immobilière donne ouverture à une action trentenaire, il n'y a pas de raison de refuser le même avantage à la propriété mobilière. Les conditions d'exercice sont les mêmes, les circonstances du dommage

(11) La solution serait analogue au cas de dommages volontaires à la propriété d'autrui. Une telle atteinte constituant une contravention. Code pénal, 479, 1^o.

(12) Amiens, 15 nov. 1927, D. H., 1928, p. 59; Trib. civ. Montpellier, 20 févr. 1930, *Mon. jud. Midi*, 1930, 109.

sont analogues; refuser à l'une la protection accordée à l'autre serait illogique et conduirait à admettre deux sortes de prescription en matière de dommages à la propriété ⁽¹³⁾. Il est difficile de réfuter cet argument. Le silence de la loi oblige à une assimilation complète entre les deux espèces de propriété.

L'argument de fait est que, en dehors du fait conventionnel, il y a bien souvent une faute personnelle qui s'y superpose. Or, cette faute seule est suffisante pour engager la responsabilité de l'auteur ⁽¹⁴⁾. Cette argumentation, développée par des tribunaux novateurs, permettra d'ailleurs de restreindre considérablement le principe de l'unité des prescriptions. Comme nous allons le voir dans la section suivante, l'idée d'atteinte à la propriété n'est déjà plus, aux yeux d'une grande partie de la jurisprudence, qu'une étape ancienne de son évolution. Elle a abandonné ce relai qui ne constituait pour elle qu'un moyen commode pour se développer. Elle ne veut plus s'appuyer que sur des théories de droit, qui lui assurent une base solide, mais cependant souple et large et qui englobe les solutions particulières précédentes.

SECTION II

LE DOMMAGE CAUSÉ ET LA FAUTE DE L'ARTICLE 1382

DU CODE CIVIL

Complétant son œuvre, la jurisprudence l'a perfectionnée par cette formule nouvelle que l'auteur de l'infraction est responsable dans les termes du droit commun

(13) Paris, 5 avr. 1928, D. H., 28, p. 341; Trib. civ. Tarn, 13 juin 1929, D. H., 29, p. 424; Trib. civ. Hautes-Pyrénées, 25 mars 1929, D. H., 29, p. 309; Angers, 22 oct. 1929, *Gaz. Pal.*, 29. 2. 1039; Dijon, 20 déc. 1929, *Gaz. Pal.*, 30. 1. 141.

(14) *Loc. cit.*

s'il a commis une faute distincte de la contravention, quoique concomitante. Elle semble même parvenue à cette idée qu'une demande en dommages-intérêts pour dégâts matériels basée sur l'article 1382 est indépendante de toute infraction pénale, même si l'on ne précise pas la nature de la faute. Lorsque cette jurisprudence sera admise par tous (et ce ne saurait être dans longtemps), le principe de l'unité des prescriptions sera devenu lettre morte en matière de dégâts matériels.

L'idée à la base est que l'action en dommages-intérêts est une action purement civile, indépendante de toute contravention. Elle se rencontre normalement en cas de collision d'automobiles. Le chauffeur responsable de l'accident a causé un dommage à autrui; il doit le réparer, car il est survenu par sa faute. On arrivera alors à ce problème capital, autour duquel gravite toute la jurisprudence : quelle est la nature de la faute commise par l'auteur de l'accident?

Il est essentiel de remarquer que, de prime abord et à défaut d'une démonstration complète, ce ne saurait être une faute pénale. La loi ne prévoit nulle part l'infraction de dommage involontaire à la propriété. La preuve certaine résulte de l'absence des textes, — et l'on sait que le principe « Nulla poena sine lege » est absolu, — et, en outre, de ce que, dans deux cas, le législateur a prévu que cette atteinte pourrait devenir une contravention (art. 458 et 479 C. pén.). On peut donc poser cette proposition principale, en écartant les deux cas susindiqués : « A moins d'une preuve complète d'une infraction, une collision d'automobiles ne saurait constituer une faute pénale. » C'est d'ailleurs dans ce sens que s'oriente aujourd'hui la jurisprudence.

En quoi peut donc consister la faute du conducteur responsable de l'accident? En une violation d'un règlement ou une manœuvre maladroite, la plupart du temps dans les deux. Quelles peuvent être, par la suite, les conséquences sur l'exercice de l'action civile ?

S'il n'y a qu'une manœuvre maladroite ou si elle est concomitante à une contravention, il n'y a plus de difficultés. La responsabilité civile est certaine; la jurisprudence est actuellement fermement établie; l'action est indépendante du droit pénal et ne se prescrit que par trente ans. Mais il faut de toute nécessité que soit démontrée la faute civile ou, si l'on n'y peut parvenir, qu'aucune contravention ne puisse être relevée contre l'auteur de l'accident.

Si la faute consiste dans une contravention, le problème est plus délicat. Peut-on séparer la faute pénale et le dommage ? Oui, car il est de toute évidence que la contravention aurait très bien pu ne pas avoir pour conséquence l'accident, et inversement l'accident aurait pu se produire indépendamment de la contravention. Un argument *a contrario* très fort a été donné dans ses conclusions par M. l'avocat général Lamothe. Si l'accident était lié indissolublement à la contravention, il faudrait admettre la constitution possible d'une partie civile devant le juge chargé de la répression des contraventions; personne ne l'a soutenu et ne pouvait le faire : cette constitution serait irrecevable. Donc le dommage ne dépend pas de la contravention.

Tel est, en droit, le problème difficile que les tribunaux ont eu à trancher et ont résolu de diverses façons.

§ 1. — *L'obligation d'alléguer une faute nettement précisée.*

C'est la solution préconisée par la majeure partie de la jurisprudence et que tout récemment vient de consacrer la Cour de cassation. Elle a le mérite d'être simple, facile et d'un emploi commode. Il suffit de relever dans les faits et gestes de l'auteur de l'accident celui qui pourra engager sa responsabilité civile en l'absence d'une contravention.

De nombreux arrêts l'indiquent clairement. Ils relèvent une faute due à l'imprudence ou à la maladresse du conducteur qui s'est jeté sur l'autre voiture, faute plus ample que celle qui fournit les éléments de la contravention : ce sera généralement une manœuvre maladroite faite pour éviter l'accident imminent ⁽¹⁵⁾. Elle peut consister aussi dans le fait de ne pas avoir vérifié le bon fonctionnement de ses freins ⁽¹⁶⁾; d'avoir une machine trop bruyante effrayant les animaux.

Cette solution est désormais consacrée par la Cour de cassation ⁽¹⁷⁾. Un automobiliste alléguait pour sa défense que l'accident s'était produit parce qu'il avait été aveuglé par les phares de la voiture tamponnée. L'enquête ne l'établissait point. La Cour de Paris releva alors à la charge du chauffeur maladroite une faute nettement établie : « Son premier devoir était, dit-elle, de s'arrêter immédiatement, du moment qu'il n'était plus en état de diriger utilement son véhicule. » Une telle faute est d'ailleurs indépendante des contraventions qu'il a pu commettre. Un pourvoi est

(15) Alger, 13 oct. 1926, *Gaz. Pal.*, 27. 1. 128; Bourges, 16 avr., 1930, *Gaz. Pal.*, 30. 2. 936; Dijon, 20 déc. 1929, *Gaz. Pal.*, 30. 1. 141.

(16) Trib. civ. Tarn, 13 juin 1929, *D. H.*, 29, p. 424.

(17) Paris, 17 juill. 1928, sous Civ. rej. 23 déc. 1930, *Gaz. Pal.*, 31. 1. 351; Civ. cass., 27 avr. 1931, *Gaz. Pal.*, 31. 2. 84.

formé. La Chambre des requêtes l'admet, mais il est rejeté par la Chambre civile, statuant pour la première fois. La Cour suprême constate que l'accident est dû à une fausse manœuvre, qui a porté la voiture sur sa gauche, mais « cet effet de la fausse manœuvre n'autorise pas à identifier l'acte d'impéritie ou d'imprudence... avec l'infraction à une prescription réglementaire, qui n'a été elle-même qu'une des suites de cette impéritie. »

Même si l'imprudence et la contravention sont simultanées, la solution est la même. La Cour de cassation, persévérant dans sa jurisprudence novatrice, l'affirme dans le second arrêt, tout récent.

Une automobile heurte un chariot hippomobile. Le chauffeur, après une année écoulée, assigne le cocher et lui reproche de n'être pas à la tête de ses chevaux, de tenir sa gauche et, au moment de la collision, d'avoir fait une fausse manœuvre. La Cour d'Amiens, dans un arrêt que nous étudierons un peu plus loin, déclare l'action prescrite. Il n'y a qu'une action civile, basée uniquement sur la contravention.

Sur pourvoi, la Chambre civile cassa l'arrêt. Le demandeur, dit-elle, n'invoquait pas seulement des infractions au Code de la route; mais aussi un fait de maladresse distinct des faits contraventionnels et entraînant par lui-même la responsabilité du charretier.

C'est la reconnaissance solennelle qu'aucun lien n'existe entre l'infraction et la faute ou l'imprudence signalée ou relevée contre l'auteur de l'accident; il ne peut donc se prévaloir de la prescription criminelle⁽¹⁸⁾.

Le 26 août 1926, la voiture automobile d'un sieur Fré-

(18) Riom, 29 juill. 1929, *Gaz. Pal.*, 29. 2. 723.

mont était rangée le long d'un trottoir, devant un hôtel, en vue d'un chargement des bagages, lorsqu'elle fut tamponnée par l'automobile d'un sieur Raynouard. Le 31 janvier 1928 seulement, Frémont assigne Raynouard, en vertu de l'article 1382, offrant de prouver la fausse manœuvre de ce dernier. Celui-ci riposte en opposant la prescription. Les fautes, dit-il, ont nécessairement eu pour cause une contravention au Code de la route. Mis en demeure de préciser la contravention, Raynouard s'y refuse, n'apporte aucune justification, soit un jugement de relaxe, soit un procès-verbal de police. Bien plus, il ne veut même pas préciser celle qu'il aurait commise. Il se borne à exposer que tout accident d'automobile est le résultat d'une contravention et découle obligatoirement et inéluctablement d'une infraction au Code de la route et notamment aux prescriptions d'ordre général de l'article 31; que ce code a prévu toutes les éventualités.

Le Tribunal de Clermont-Ferrand se laisse séduire par cette thèse et admet l'exception proposée. Sur appel, dans un arrêt remarquable, la Cour de Riom rejette de telles prétentions et fixe un point délicat. Le Code de la route, dit-elle, ne peut avoir prévu tous les cas. On n'y retrouve pas l'énumération si compréhensive de l'article 319 du Code pénal. D'autre part, ce même code, dans son article 31, limite la portée de son texte, puisque ces dispositions sont sans préjudice des responsabilités encourues pour dommages aux personnes et aux biens. Il ne pouvait d'ailleurs en être autrement ici, car la faute pénale et la faute civile ne se confondent pas. La Cour déduit alors ce principe que, puisque aucune contravention ne peut être relevée contre Raynouard, l'action de Frémont est obligatoirement purement civile et prescriptible par trente ans seulement.

La preuve d'une telle faute peut donc être autorisée.

Nous ne connaissons pas d'autre décision sur ce point, mais il paraît impossible qu'il soit jugé différemment.

Cette nécessité d'alléguer une faute désignée spécialement est indispensable aux yeux de la majorité de la jurisprudence. Si l'on se borne à se prévaloir de l'idée de faute en général, elle estime que l'on est ramené à la contravention. L'action intentée ne pourra plus s'en détacher et y puisera sa base exclusive. Ce défaut de circonstances extrinsèques à l'infraction vicie l'action dans son principe et la soumet à la courte prescription. Cette sévérité est même poussée à l'extrême par quelques cours, qui refusent d'admettre l'idée de fausse manœuvre en dehors de la contravention ⁽¹⁹⁾ et, comme le dit la Cour de Riom dans un arrêt du 6 mars 1930, une telle preuve n'aboutirait qu'à démontrer qu'une voiture n'occupait pas sa place régulière sur la route ou que le chauffeur n'était point maître de sa vitesse, c'est-à-dire à établir la matérialité de l'infraction ⁽²⁰⁾.

§ 2. — *La simple allégation de l'article 1382 ou d'une faute en général.*

Poussant plus loin son analyse du problème, la jurisprudence ou tout au moins une partie attaque dans ses derniers retranchements le principe de l'unité des prescriptions. Elle part de cette idée que toutes les raisons

(19) Civ. rej., 18 juin 1901, D., 03. 1. 49. S., 02. 1. 24; Trib. comm. Vienne, 31 janv. 1928, D. H., 28, p. 212; Trib. civ. Pau, 3 févr. 1928, *Gaz. Pal.*, 29. 2. 727; Lyon, 21 févr. 1929, *Gaz. Pal.*, 1929. 2. 726; Justice de paix Chagny, 21 mars 1929, D. H., 29, p. 312; Douai, 15 mai 1929, *Gaz. Pal.*, 1929. 2. 727; Douai, 25 nov. 1929, *Gaz. Pal.*, 1930. 1. 141; Riom, 6 mars 1930, *Gaz. Pal.*, 30. 2. 82; Bourges, 13 juin 1930, *Gaz. Pal.*, 30. 2. 933; Bourges, 21 oct. 1930, *Gaz. Pal.*, 30. 2. 935.

(20) Riom, 6 mars 1930, *loc. cit.*

admises jusque-là ne sont que des expédients; qu'il est temps d'y renoncer pour s'appuyer sur une logique pure. La cause déterminante du dommage, c'est le choc, c'est le fait illicite de détériorer la propriété d'autrui. Or, chaque victime entend s'en prévaloir par le fait même d'invoquer l'article 1382, qui n'est en somme que la source générale à laquelle tout doit être ramené. La simple mention de cet article suffit donc pour faire bénéficier de ses avantages, même si l'on cite incidemment d'autres textes, car on n'est pas censé renoncer au droit le plus favorable.

Les premières décisions furent un peu flottantes. L'idée se retrouve même par *a contrario* dans la décision la plus ancienne. La Cour d'Amiens est acculée à déclarer une action prescrite ⁽²¹⁾. La victime, dit-elle, n'a même pas mentionné dans son assignation « les articles 1382 et 1383 du Code civil »! Cette formule est très symptomatique du courant d'idées qui prenait alors naissance. L'arrêt sera d'ailleurs cassé par une décision toute récente de la Chambre civile citée et étudiée un peu plus haut. Deux ans plus tard, le Tribunal de commerce de la Seine ⁽²²⁾, louvoyant, semblait près d'admettre la nouvelle idée.

Il appartenait à la Cour de Paris de la faire triompher. Toute une série de décisions ont amené une révolution dans la jurisprudence ⁽²³⁾. Pour elle, il suffit de se réclamer de l'article 1382 pour soustraire à la courte prescription l'action intentée. Il importe peu que la faute constitue également une contravention, celle-ci n'a aucun rapport avec la faute civile; il y a simultanéité et c'est tout. La

(21) Amiens, 12 avr. 1927, *Gaz. Pal.*, 29. 2. 726.

(22) Trib. comm. Seine, 15 mai 1929, *Gaz. Pal.*, 29. 2. 36.

(23) Paris, 6 mai 1930, *Gaz. Pal.*, 30. 2. 81; Paris, 5 déc. 1930, *Gaz. Pal.*, 30. 2. 1022; Grenoble, 28 nov. 1930, *Gaz. Pal.* 31. 1. 90; Paris, 21 févr. 1931, *Gaz. Pal.*, 31. 1. 532.

contravention ne saurait, en effet, être la cause déterminante de l'accident; elle n'a, en elle-même, causé aucun dommage à la victime (24).

Le dommage provient seulement du choc, de la rencontre des automobiles, causée par une maladresse, une imprudence ou une fausse manœuvre. La Cour de Grenoble vient de se rallier à cette thèse (25). Elle revendique même le droit de ne pas cantonner son examen aux seuls faits exposés, mais de pouvoir « légitimement l'étendre aux fautes de toutes les natures qu'elle rencontre et notamment à des fautes qui par elles-mêmes ne constituent pas une contravention pénale ».

Quelle est l'attitude de la Cour de cassation en présence de cette dernière jurisprudence?

Deux arrêts de la Chambre civile que nous avons étudiés un peu plus haut (26) laissent facilement apparaître la nouvelle tendance de la Cour suprême; il semblait bien qu'elle allait se rallier à cette œuvre novatrice des tribunaux et des cours d'appel.

On peut dire aujourd'hui que c'est chose faite. Un arrêt tout récent de la Chambre civile consacre cette solution (27).

(24) Paris, 21 févr. 1931, *loc. cit.* : « Attendu que d'ailleurs les avaries survenues au camion de la Société intimée ne sont pas la conséquence directe de la contravention reprochée à Demard, savoir le mépris du droit de priorité de l'autre voiture; que cette contravention aurait pu parfaitement se produire sans que s'ensuive la collision, de même qu'une collision peut parfaitement survenir sans être accompagnée d'aucune contravention; qu'il y a donc là deux faits distincts qui ne doivent pas être confondus sous prétexte qu'ils ont existé simultanément; qu'à la vérité la contravention a pu être la cause occasionnelle de la collision; mais qu'elle n'est pas la cause déterminante du dommage dont la réparation est demandée.

(25) Grenoble, 28 nov. 1930, *loc. cit.*

(26) Civ. rej., 23 déc. 1930, D. 30. 1. 351; Civ. cass., 27 avr. 1931, *Gaz. Pal.* 31. 2. 84.

(27) Civ. cass., 22 juin 1931, *Gaz. Pal.*, 31. 2. 457.

Une collision d'automobiles n'est pas obligatoirement la suite inéluctable d'une contravention aux prescriptions légales. La victime, qui poursuit l'action, n'a en vue que la réparation du dommage causé par le choc, par l'atteinte causée à sa propriété. La jurisprudence de la Chambre civile est d'autant plus nette que dans le même arrêt elle oppose face à face les deux prescriptions. Elle maintient la courte prescription pénale pour les blessures; elle la rejette pour les dégâts matériels.

Il ne reste plus rien alors de l'ancien principe tiré de l'article 637 en matière de dommages-intérêts.

SECTION III

LA FAUTE PAR OMISSION

Il ne s'agit plus ici d'un acte de l'auteur de l'accident, mais d'un défaut de précaution, d'un oubli qu'il a eu, avec cette précision cependant que ce défaut de précaution, cet oubli, est une contravention. Qu'allait décider la jurisprudence? Il y a bien dommage à la propriété, mais il n'y a pas d'action de la part du responsable; la contravention suffit à expliquer le dommage. N'en est-elle pas la cause déterminante?

On aurait pu croire que la jurisprudence se soit heurtée à une impasse. Il n'en est rien. Elle a trouvé le moyen d'étendre sa thèse à ce cas.

Les premières décisions, peu nombreuses d'ailleurs, déclarent impitoyablement l'action prescrite après un an (28). Les deux seules décisions connues statuent sur la même

(28) Trib. comm. Cette, 23 nov. 1926, *Semaine juridique*, 1927, p. 24. Trib. comm. Seine, 24 oct. 1928, *Semaine juridique*, 1929, p. 23.

espèce. Une tranchée est ouverte dans la rue. Les ouvriers, leur journée terminée, quittent le chantier et oublient de le signaler par une lanterne. Dans la nuit, un automobiliste vient s'y jeter. Il assigne en responsabilité le patron plus d'un an après l'accident. On lui oppose la prescription. Elle fut admise pour ce motif qu'il ne s'agit que d'un quasi-délit civil, car il « est défini, dit le Tribunal de commerce de la Seine, par le fait de l'homme qui cause à autrui un dommage; qu'en l'espèce la société n'est pas recherchée pour avoir « fait » quelque chose de préjudiciable aux intérêts de Geslin, mais seulement pour avoir omis d'appliquer les prescriptions réglementaires; qu'il ne peut donc être question ici de quasi-délit, mais seulement de contravention. »

La Cour de Paris ne devait pas tarder à rejeter une telle théorie⁽²⁹⁾. Elle ne procédait, en effet, que d'un examen superficiel de la question. Sur appel d'un jugement du Tribunal de commerce de la Seine du 29 février 1928, la Cour le réforma par les motifs les plus judicieux, et qui semblent devoir fixer la jurisprudence.

L'action, dit-elle, tend à la réparation du dommage causé par la chute de l'automobile. La faute consiste dans le double défaut de signalisation et d'éclairage de la partie défoncée de la chaussée. Cela constitue-t-il seulement une contravention? Non, répond-elle; « l'excavation litigieuse présentait un danger des plus graves pour les usagers de la circulation, et le fait d'avoir négligé d'attirer l'attention des intéressés par un agencement adéquat constitue une imprudence des plus caractérisées de nature à engager la responsabilité aux termes de l'article 1382

(29) Paris, 23 déc. 1930, *Gaz. Pal.*, 1931. 1. 160.

base de l'action introduite. Qu'ainsi, indépendamment du fait contraventionnel..., l'action prend sa source dans une disposition précise de la loi civile sanctionnant le fait de l'homme qui, par sa faute, a causé un préjudice à autrui. »

Il est impossible de ne pas accepter une telle décision, L'examen minutieux du point de droit ne laisse rien dans l'ombre et la faute de l'entrepreneur chargé du travail apparaît nettement caractérisée.

CHAPITRE V

L'ELARGISSEMENT DE LA TENDANCE NOUVELLE LA QUESTION DES ATTEINTES A L'INTEGRITE CORPORELLE

La jurisprudence s'est trouvée en présence du problème le plus intéressant et le plus important. Elle a réussi à protéger le patrimoine; va-t-elle pouvoir en faire autant d'un bien plus précieux encore : la vie humaine? A première vue, le problème semble insoluble. Toute atteinte à l'intégrité corporelle est une blessure involontaire ou un homicide par imprudence. Elle est donc soumise à l'article 319 du Code pénal, car, dit-on, on ne peut pas concevoir un dommage corporel qui ne consiste pas dans le délit pénal et, réciproquement, le délit pénal sans le dommage corporel.

Cette proposition est erronée et résulte d'une analyse inexacte de la question. Si la seconde partie est certaine, la première ne l'est pas. On peut en effet concevoir une atteinte à l'intégrité corporelle ne constituant pas un délit pénal : la pratique en révèle. Pour eux, pas de difficulté; c'est la prescription trentenaire qui s'applique.

Pour les autres cas, où le délit et l'atteinte corporelle sont inséparables, la jurisprudence a essayé d'y parer par l'idée de la violation d'un contrat antérieur, puis par

la théorie de l'article 1384. Enfin, tout récemment, une tentative se fait jour pour revenir à la vieille idée de dualité des fautes civile et pénale.

SECTION PREMIERE

LES BLESSURES OU L'HOMICIDE NE CONSTITUANT PAS UN DÉLIT

Ce fait se présente chaque fois qu'un homme est atteint dans son intégrité corporelle en dehors d'une action humaine. Les cas ne sont pas très nombreux, mais la pratique jurisprudentielle en révèle quelques-uns. On peut les diviser en deux classes : blessures causées par un animal; blessures causées par une chose.

Les blessures causées par un animal. Elles peuvent être, suivant les circonstances, un délit à la charge du propriétaire de l'animal ou une faute civile seulement.

Les blessures constituent le délit si le propriétaire, qui connaissait les vices de son animal, sa méchanceté, n'a pas pris les précautions nécessaires pour l'éviter; dans les autres cas, il y a simple responsabilité civile⁽¹⁾. Le problème présente en pratique peu d'intérêt, par suite de la présomption de responsabilité de l'article 1385, qui suit à cet égard les mêmes règles que l'article 1384, que nous étudierons un peu plus loin.

Les blessures causées par une chose. — Ce cas est beaucoup plus intéressant par les principes mis en jeu. La jurisprudence, dans les quelques décisions qu'elle a eu à étudier, a donné des solutions susceptibles d'une généralisa-

(1) Bordeaux, 28 janv. 1841, Jurisprudence générale Dalloz, V^o Responsabilité, n^o 715; Metz, 26 août 1868, D., 69. 2. 10.

tion absolue. Comme le dit la Cour d'Agen ⁽²⁾ : « La mort d'une personne survenue à la suite d'un accident peut avoir été occasionnée pour des causes diverses et multiples remontant à des auteurs différents. » Quelques-unes de ces causes peuvent constituer le délit prévu et puni par l'article 319 du Code pénal, alors que les autres causes, absolument distinctes, n'auraient que le caractère de simples fautes civiles tombant seulement sous l'application de l'article 1382.

La pratique nous révèle des cas d'application de ce principe : la Cour d'Agen estime, dans l'arrêt précité, que l'accident mortel survenu à un employé de la Compagnie du Midi par la chute d'un pont roulant trop court et non muni de ferrures solides n'est pas un homicide par imprudence. La compagnie avait pourtant été avisée du danger possible, mais cette négligence avait des rapports trop lointains avec l'accident et ne pouvait être considérée comme sa cause immédiate et directe. De même pourrait constituer un simple délit civil le fait d'avoir un moteur d'automobile trop bruyant et susceptible d'effrayer des animaux ou des freins insuffisants pour arrêter rapidement le véhicule ⁽³⁾.

Enfin, tout dernièrement, le Tribunal de commerce de Marseille a étendu singulièrement la question. L'accident causé par la négligence d'une société ne peut constituer un délit pénal, puisqu'une personne morale ne peut être condamnée pour cela. Même si un de ses préposés a commis dans la surveillance dont il était chargé quelques négligences, cette faute ne peut être rattachée assez directement à l'accident pour lui faire encourir une responsabilité per-

(2) Agen, 23 janv. 1899, D., 1900. 2. 211.

(3) Lyon, 21 oct. 1926, D. H., 27, p. 41.

sonnelle. La faute directe génératrice de l'accident, ne pouvant être ainsi imputée personnellement à quelqu'un, ne constitue plus qu'un quasi-délit (4).

Il est facile de voir l'extension que l'on peut donner à ce procédé. Dans tous ces cas, la prescription de l'action est évidemment trentenaire, puisqu'il ne peut y avoir place pour un délit.

SECTION II

LA VIOLATION D'UN CONTRAT PRÉEXISTANT

Reprenant toujours son même procédé, la jurisprudence parvient à soustraire à la courte prescription les atteintes corporelles chaque fois qu'il est possible de faire état d'un lien de droit préexistant entre l'auteur de l'accident et sa victime, généralement un contrat. Il y a une opposition très nette, indice certain d'une évolution jurisprudentielle avec la thèse autrefois affirmée en matière d'accidents du travail. L'idée du contrat de louage de services était alors nettement repoussée.

Cas d'un contrat de transport.

On connaît la fameuse querelle qui mit aux prises la doctrine et la jurisprudence. Il était jugé autrefois que le transporteur devait assurer le passage de son voyageur sans accident. S'il en survenait un, le transporté n'avait droit à une indemnité que s'il prouvait la faute du transporteur. Celui-ci n'encourait qu'une responsabilité délictuelle. Sous la pression des événements et de la doctrine,

(4) Trib. comm. Marseille, 12 mai 1922, *Rec. Marseille*, 1924, p. 43.

la jurisprudence, dans un revirement célèbre, a admis en 1911 et 1913 que cette responsabilité était contractuelle ⁵. Le voyageur n'a plus à faire la preuve d'une faute. Il lui suffit de se prévaloir de son contrat de transport. Si un accident survient, le contrat n'est pas exécuté et, conformément à l'article 1142 du Code civil, cette inexécution se résout par des dommages-intérêts. Que le dommage soit une atteinte corporelle ou des dégâts matériels, le principe reste le même; l'action est purement civile et d'une durée de trente années.

Cas d'un contrat de louage de services ou d'industrie.

Longtemps la jurisprudence a hésité et n'admettait que la faute délictuelle, qui soumettait la victime à la courte prescription. Il semble avéré aujourd'hui que les tribunaux admettent désormais la responsabilité contractuelle. Toute atteinte est une inexécution du contrat et donne lieu à des dommages-intérêts par une action trentenaire. Un arrêt de la Chambre des requêtes déjà ancien ⁽⁶⁾ l'avait admis. Il s'agissait d'un ouvrier envoyé en pays malsain. Contrairement aux clauses du contrat, l'hygiène et la sécurité de l'ouvrier n'étaient pas assurées. Il y meurt. Sa veuve assigne les employeurs après les délais de prescription. Des imprudences graves, des négligences coupables sont relevées à l'encontre des administrateurs de la société. La Chambre des requêtes admet cependant qu'il y a eu violation du contrat de louage de services.

Une décision toute récente est bien caractéristique de

(5) Civ. cass., 21 nov. 1911, D., 13. 1. 253; Civ. rej., 27 janv. 1913, D., 13. 1. 255.

(6) Req., 20 janv. 1902, D., 04. 1. 141.

la nouvelle tendance⁽⁷⁾. Elle statue en matière de responsabilité médicale. Le docteur Nicolas, soignant aux rayons X une dame Mercier, ne prend pas, dit-on, toutes les précautions utiles. De graves désordres en résultent dans l'organisme de sa cliente. Après l'expiration des délais de la prescription pénale, la dame Mercier et son mari intentent une action en dommages-intérêts contre le médecin. Celui-ci allègue qu'il s'agit bien d'une blessure par imprudence et que l'action est, par suite, prescrite. Les époux Mercier opposent que la prescription civile ne peut pas, dans ce cas, se confondre avec la prescription pénale. Le Tribunal de Marseille admet la demande, en rejetant l'exception de prescription. L'action, dit-il, tire son origine d'un contrat civil préexistant, en l'espèce le louage de services. Il peut y avoir eu, au cours de l'exécution du contrat, un délit commis par le docteur, mais cela n'empêche pas l'existence préalable de la convention, puisque le radiologue s'était engagé, moyennant rémunération, à donner ses soins à la malade.

La même solution est donnée pour le cas du contrat de louage d'industrie. Un arrêt de la Cour de Bordeaux⁽⁸⁾ applique le même principe. Une villa construite sous la direction d'un architecte s'effondre. Les habitants sont blessés. L'architecte poursuivi est relaxé. La Cour de Bordeaux n'en retient pas moins sa responsabilité civile. L'architecte est lié au propriétaire par un contrat, le devis, qui « fait la loi des parties », dit la Cour. En outre, il y a une responsabilité d'ordre contractuel établie contre l'architecte par l'article 1792 du Code civil.

(7) Trib. civ. Bouches-du-Rhône, 8 mai 1930, D. H., 1930, p. 399.

(8) Bordeaux, 17 janv. 1922, *Rec. Bordeaux*, 1922, p. 60.

L'intérêt de ces solutions est qu'elles permettent une extension à toutes espèces de contrat.

Cas d'un contrat innomé.

C'est le point où est arrivée la jurisprudence. Un jugement en donne le tout dernier état ⁽⁹⁾. A une foire de Nantes, un manège est installé. Un promeneur y prend place; le manège commence à tourner; brusquement le promeneur est blessé. Il réclame alors des dommages-intérêts au propriétaire. Celui-ci, acquitté, invoque l'unité de faute des articles 319 du Code pénal et 1382 du Code civil. La victime oppose que, par le paiement du prix de la place, il y a eu un contrat entre lui et le propriétaire du manège et que celui-ci s'est, par ce fait, engagé à le déposer à la fin du tour sain et sauf. Statuant en droit, le Tribunal de Nantes reconnaît qu'il y a eu contrat passé par le paiement du prix de la place. Ce n'est pas un contrat de transport, c'est un contrat innomé ⁽¹⁰⁾. L'action est donc encore trentenaire.

Cette lutte de la jurisprudence contre la courte prescription pénale a donc encore abouti dans cet ordre d'idées. Il suffit que les victimes puissent alléguer un contrat avec l'auteur de l'accident, quelle que soit d'ailleurs la nature de ce contrat, pour échapper à la courte prescription.

(9) Trib. civ. Nantes, 28 janv. 1931, *Gaz. Pal.*, 31. 1. 432.

(10) « Attendu qu'il est constant que c'est moyennant rétribution que Lancelot avait pris place sur le manège de Deschamps, qu'un contrat était donc intervenu entre eux; Attendu que ce contrat innomé n'en doit pas moins être considéré à raison des risques qui y sont inhérents comme comportant de la part de l'entrepreneur l'engagement tacite d'assurer la sécurité de son client pendant le parcours circulaire de sa machine, de le lui faire effectuer sans qu'il éprouve de dommage... »

SECTION III

L'APPLICATION DE L'ARTICLE 1384 DU CODE CIVIL

Malgré les extensions de la jurisprudence qui viennent d'être exposées, il restait encore soumis au droit commun et à la courte prescription tous les dommages corporels causés à un tiers qui, de près ou de loin, ne pouvait justifier d'un lien de droit, si faible soit-il, avec l'auteur de l'accident. C'est le cas de la majorité des victimes d'accidents d'autos. La jurisprudence les a protégés sous le couvert de l'idée de présomption de faute.

On sait toute la fortune de cet article 1384 et son influence sur l'exercice des actions en dommages-intérêts. Ce n'est point la place ici de discuter la révolution et le bouleversement des idées qu'elle entraîne. La querelle est aujourd'hui définitivement close. Le fameux arrêt des Chambres réunies ⁽¹⁾ consacre de façon absolue la thèse de présomption de faute. Il nous suffit d'exposer succinctement la théorie de la Cour de cassation et de montrer tout le parti qu'en a tiré la jurisprudence pour écarter l'application de la courte prescription pénale. Nous suivrons, au surplus, une note de Savatier rapportée au *Dalloz*, 1928. 1. 153.

Dans une thèse séduisante, le savant professeur de la Faculté de Poitiers expose ce qui doit assurer l'autonomie de l'article 1384 et les conséquences qu'il y a lieu d'en tirer. Sa formule est si simple, si naturelle, qu'il semble bien que, consciemment ou non, la jurisprudence l'a faite sienne.

(11) Chambres réunies, 13 févr. 1930, D., 30. 1. 57, Note Ripert, S., 30. 1. 121, Note Esmein.

Il est admis maintenant que l'on est responsable de plein droit des choses, dangereuses ou non, mobilières ou immobilières, dont on a la garde. Tout accident, tout dommage causé par elles met *ipso facto* le gardien en présomption de faute. Il doit donc réparation du dommage causé. La responsabilité encourue a pris des proportions considérables. Il n'est plus possible, même à l'homme le plus vigilant, d'y échapper. On ne peut pas être exonéré, même en rapportant la preuve qu'on n'a commis aucune faute, si légère soit-elle. Il faut établir la faute de la victime, d'un tiers ou la force majeure. La jurisprudence en est arrivée (et c'est l'innovation intéressante) à ce point que cette responsabilité a pour fondement une disposition du droit civil distincte de celle fixant la responsabilité ordinaire du fait de l'homme.

C'est le point névralgique de la question. Il n'était pas possible de vouloir conserver le même fondement juridique aux articles 1382 et 1384; une telle prétention ne pouvait aboutir qu'à asservir au principe si général de la faute, celui de l'article 1384, et à en restreindre singulièrement le champ d'application.

L'autonomie de cet article était, en effet, à la base du développement de la nouvelle jurisprudence telle qu'elle tendait à se préciser depuis quelques années. Il importait donc de séparer définitivement les deux articles du Code civil, pour leur donner à chacun cette vie propre indispensable à leur complète éclosion.

Un travail lent et continu des auteurs et des tribunaux s'est fait chaque jour pour élever la présomption de faute « du rang de simple règle de preuve à celui de règle de fond ». Cette élaboration atteint, comme le reconnaît M. Savatier, son point culminant au moment où elle de-

vient « une cause nouvelle » de responsabilité, distincte de celle dont elle vient de se détacher.

Il existe donc désormais en droit français deux sources de responsabilité qui, si elles découlent du même principe générateur, l'idée de faute, n'en sont pas moins différentes.

Ainsi l'action intentée en vertu de l'article 1384 n'est pas la même que celle exercée conformément à 1382. Ce sont deux actions distinctes indépendantes l'une de l'autre, puisque nées de causes juridiques différentes. Le sort de l'une ne peut donc influencer sur celui de l'autre; les conditions d'exercice, les vices de l'une sur ceux de l'autre.

Quelle devait être l'influence de cette cause sur le principe de l'unité des prescriptions? Si l'on veut bien se rappeler que la Cour de cassation a admis l'identité de la faute de l'article 1382 et de celle de l'article 319 du Code pénal, il est facile de comprendre qu'une thèse aussi ingénieuse pouvait n'avoir aucune influence en notre matière avec une jurisprudence un peu étroite. Quels que soient les motifs qui ont pu amener à séparer les articles 1382 et 1384, à assurer à chacun d'eux une vie propre, il ne faut pas oublier, disait-on, qu'ils découlent l'un et l'autre de la même idée : une faute réelle ou présumée. La présomption de l'article 1384 réside en effet non dans la propriété, mais dans la garde. C'est pour une omission ou une négligence, soit dans la direction, soit dans la surveillance de ceux dont on a la garde, que l'on est justiciable de cet article.

La faute ainsi commise peut-elle présenter « un caractère de gravité pouvant la singulariser au point de la faire considérer comme échappant à l'énumération pourtant si large des fautes prévues par les articles 319 et 320 du Code pénal et servant de base aux poursuites exercées devant le juge

répressif en matière soit d'homicide, soit de blessures involontaires » ? Telle est la question que l'on pose à la Cour d'Aix dans un arrêt du 14 mai 1927 ⁽¹²⁾. On en devine l'importance.

Suivant la réponse qui en sera faite, il en résultera que l'action exercée en vertu de l'article 1384 échappera ou non au principe de l'unité des prescriptions.

Si la faute qui est à sa base est distincte de celle prévue par l'article 319 du Code pénal, l'action qu'elle engendre est une action ne ressortissant que du pur droit privé. Elle se déroulera selon les règles de ce droit : un acquittement pénal sera sans influence sur elle. La prescription qui pourra la frapper sera la prescription trentenaire.

La Cour d'Aix ne peut pas se résoudre à admettre cette dualité de faute. « La responsabilité, dit-elle, pouvant résulter d'une garde insuffisante, dès lors fautive et dommageable, se trouve indiscutablement comprise dans l'énumération des fautes qui, étant donné l'extrême généralité des termes de l'article 319, étaient susceptibles d'être sanctionnées par la juridiction répressive si elles venaient à être considérées par cette juridiction comme établies. » Et la Cour d'Aix en tire cette conséquence que l'action est soumise à la courte prescription pénale.

Heureusement, cette thèse n'eut pas d'échos dans la jurisprudence. La faute prévue et sanctionnée dans l'article 1384 dépasse le cadre du droit pénal. C'est la responsabilité du fait de la chose dont on a la garde qui joue. On n'incrimine ni une carence ni une imprudence d'un agent quelconque, mais seulement le fait inhérent du fonctionnement de la chose et du vice de celle-ci, indépendant

(12) Aix, 14 mai 1927, D. H., 27, p. 374.

bien souvent d'une faute du gardien. Cela est si vrai, reconnaissent les tribunaux, que le gardien ne peut se libérer par la preuve qu'il n'a commis aucune faute, qu'il a pris toutes les précautions qu'il fallait. C'est donc que l'article 1384 envisage un autre cas autre que celui d'une faute du gardien.

Toute une longue série d'arrêts a établi définitivement ce point. L'action intentée en vertu de l'article 1384 après un acquittement a une durée de trente ans ⁽¹³⁾.

Si, après l'acquittement, l'action restait possible en vertu de l'article 1384, il devait en être de même quand aucune décision pénale n'était intervenue. C'est ce qui a été bien vite admis; il ne pouvait d'ailleurs en être différemment, car ce n'est en réalité qu'un deuxième aspect du même problème. Après quelques hésitations, la Chambre des requêtes a, par l'arrêt de principe *Brousse-Guiraud*, fixé définitivement la jurisprudence ⁽¹⁴⁾. La victime échappe à la courte prescription pénale, son action n'ayant aucun lien de droit avec l'action civile qui pourrait être exercée pour réparation du dommage causé par les blessures.

Toute la construction jurisprudentielle de l'unité des prescriptions est sapée à sa base dans son retranchement le plus important : l'atteinte à l'intégrité corporelle. Le

(13) Paris, 26 juill. 1926, *Gaz. Pal.*, 26. 2. 629; Bordeaux, 28 févr. 1927, *Rec. Bordeaux*, 1927. 1. 101; Aix, 14 mai 1927, *D. H.*, 27, p. 374; Req., 23 nov. 1927, *D.*, 28. 1. 121, *S.*, 28. 1. 32; Civ. cass., 29 févr. 1928, *D. H.*, 28, p. 223; Trib. paix Amiens, 4 mai 1928, *D. H.*, 28, p. 395; Riom, 15 mai 1928, *Gaz. Pal.*, 28. 2. 372; Req., 16 juill. 1928, *D.*, 29. 1. 33, note Savatier; Civ. cass., 24 avr. 1929, *D. H.*, 29, p. 330.

(14) Trib. civ. Narbonne, 11 déc. 1924, *Gaz. Pal.*, 25. 1. 168; Civ. rej., 24 mai 1927, *D.*, 28. 1. 128, *S.*, 27. 1. 265; Req., 9 juin 1928, *D.*, 28. 1. 153; Note Savatier, *S.*, 29. 1. 17; Paris, 28 déc. 1928, *Semaine juridique*, 1929, p. 290; Dijon, 5 nov. 1929, *D.*, 29. 2. 1013; Req., 3 févr. 1930, *D. H.*, 30, p. 168.

champ d'application du vieux principe apparaît désormais étroitement limité.

Une remarque s'impose : c'est l'opposition ainsi créée entre deux ordres de matière prévues par un même texte, le paragraphe 1 de l'article 1384 : la responsabilité du fait des personnes dont on doit répondre reste toujours soumise à la courte prescription tandis que celle résultant du fait des choses n'est plus soumise qu'à la prescription trentenaire. On s'explique mal cette distinction. Il n'y a pourtant pas de différence essentielle entre les deux cas prévus. C'est une inconséquence du principe jurisprudentiel de l'unité des prescriptions.

SECTION IV

LE RETOUR A LA DUALITÉ DE FAUTE CIVILE ET PÉNALE

On a vu le long cheminement de la jurisprudence pour échapper à la prescription pénale. Elle a pu lui soustraire complètement les dommages matériels et les dommages corporels, au moins dans le cas où la victime peut invoquer l'article 1384. Malheureusement, le principe admis subsiste : si la victime ne peut se prévaloir du bénéfice de cet article, soit parce qu'elle n'est pas autorisée (transporté à titre gratuit), soit parce que les présomptions de faute se détruisent (accident survenu à deux automobilistes heurtés ou blessés), la règle générale reprend son empire. Des décisions regrettables ont été rendues admettant au bénéfice de la prescription trentenaire l'action en dommages pour dégâts matériels et la déclarant prescrite pour les blessures ⁽¹⁵⁾.

(15) Trib. correct. Eure, 13 oct. 1928, *Semaine juridique*, 1929, p. 360.

Frappée de cet illogisme et des inconvénients nombreux qui subsistaient, la jurisprudence des cours d'appel et des tribunaux a dû attaquer de front le grand principe de l'unité des prescriptions par un retour à la vieille distinction, abandonnée en 1912, des fautes civile et pénale. Des tribunaux ont soit autorisé des actions à durée trentenaire malgré un acquittement, soit reconnu une faute civile à côté de la faute pénale.

Qu'a fait la Cour de cassation en présence de cette tentative de retour à l'ancien régime? Elle l'admet pour les décisions des tribunaux maritimes, des conseils de guerre et des cours d'assises.

L'a-t-elle admis pour celles des tribunaux correctionnels? Un arrêt important semble en préparer le retour. M. Ripert l'affirme dans sa note. Il est vivement combattu par M. Savatier. Un arrêt récent de la Cour de cassation paraît maintenir le *statu quo*. Mais il est indéniable qu'un conflit va s'engager. Cédra-t-elle aux besoins de la pratique ou maintiendra-t-elle sa jurisprudence? C'est l'avenir qui le fixera.

Il est nécessaire ici de se rappeler que le principe de l'unité des prescriptions s'applique avec toute sa rigueur. Les décisions sont cependant maintenant peu nombreuses. L'explication en est simple; l'importance pratique de cet ordre d'idées est bien moins grande que l'importance théorique. De plus, les plaideurs cherchent à se prémunir contre la jurisprudence en agissant sans retard. Il y a là un bien, peut-être, mais aussi, par contre, un accroissement du nombre des litiges. On ne s'attarde pas à des transactions; il faut aller vite pour sauvegarder ses droits.

Tout un courant de jurisprudence s'est créé, depuis quelques années surtout, tendant à admettre la dualité

des fautes prévues par les articles 1382 du Code civil et 319 du Code pénal. Quelques décisions rompant délibérément avec la théorie de la Cour de cassation l'ont accepté (16). Si intéressantes qu'elles soient, elles n'en demeurent pas moins cependant isolées.

L'effort s'est porté plus particulièrement sur les moyens détournés. Les tribunaux ont admis principalement que le juge correctionnel avait pu ne pas envisager toutes les fautes ou ne statuer que sur certaines, les autres ne constituant donc que des quasi-délits. C'est ce qui a été admis en cas de relaxe au bénéfice du doute. Le juge correctionnel n'a statué ainsi que par suite d'une insuffisance de preuves. Il ne peut plus être question d'infraction, mais il reste place pour une responsabilité civile : « Si l'on n'admet pas cette possibilité d'une faute civile, on aboutit à cette conclusion que le doute du tribunal correctionnel sur la culpabilité doit se transformer pour le tribunal civil en une certitude d'innocence et d'absence de faute. » (17).

De même en cas de relaxe il peut y avoir place pour une faute civile à côté de la prétendue faute pénale (18). Quoique différentes, elles peuvent, en effet, résulter des mêmes faits. Ce désir de séparer les fautes est même poussé si loin dans certaines cours qu'il frise le paradoxe (19). La Cour de Bordeaux décide que si un jugement correctionnel acquitte un automobiliste inculpé de blessures par imprudence pour n'avoir commis aucune fausse manœuvre, cela

(16) Trib. comm. Seine, 20 févr. 1920, *Gaz. Pal.*, 20. 2. 312; Trib. civ. Seine, 30 mars 1925; *Rec. assureurs*, 1926, p. 60; Montpellier, 11 mai 1925, *Mon. judic. Midi*.

(17) Trib. civ. Villefranche, 27 déc. 1921, *Gaz. Pal.*, 122. 1. 237.

(18) Trib. civ. Epinal, 11 juill. 1925, *Gaz. Pal.*, 25. 2. 629; Paris, 10 juin 1925, *D. H.*, 25, p. 521.

(19) Bordeaux, 1^{re} chambre, 5 nov. 1930.

ne l'empêche pas d'être responsable civilement de l'accident pour n'avoir pas stoppé ou ralenti en présence des difficultés du passage.

De telles actions n'ont pour fondement que le pur droit privé, et leur durée est évidemment trentenaire.

La Cour de cassation a-t-elle admis ce retour à la dualité des fautes? Il est nécessaire de considérer la nature des juridictions qui ont prononcé.

S'il s'agit de tribunaux ne statuant que sur la culpabilité par une décision non motivée, comme les tribunaux maritimes, les conseils de guerre et les cours d'assises, la solution ne fait plus de doute. La Cour suprême a admis formellement la possibilité d'une action purement civile, même après un acquittement. La durée en est, bien entendu trente années ⁽²⁰⁾.

La décision de principe est, en la matière, l'arrêt *Bessières-L'Abeille* ⁽²¹⁾. La Chambre civile, cassant un arrêt de la Cour de Paris, affirme hautement le droit pour la victime de rechercher l'auteur de l'accident après son acquittement. La formule générale qu'elle emploie assure l'application de la thèse nouvelle à toute cette catégorie de tribunaux.

S'il s'agit, au contraire, des tribunaux correctionnels, qui statuent par des décisions motivées, la question est plus délicate. La Cour de cassation ne s'est pas encore à nouveau expressément prononcée depuis l'arrêt de 1912. Les discussions sont, par suite, très vives sur ses tendances. Deux arrêtistes connus, MM. Ripert et Savatier,

(20) Civ. rej., 2 mai 1924, D., 25. 1. 12; Req., 26 nov. 1924, D. H., 25, p. 43; Civ. cass., 3 févr. 1925, D. H., 25, p. 180.

(21) Civ. cass., 29 juill. 1924, D., 25. 1. 5, note Ripert; S., 24. 1. 321, note Esmein.

ont étudié le problème ⁽²²⁾. Le premier voit dans l'arrêt *Bessières-L'Abeille* le point de départ d'un revirement jurisprudentiel. Le second lui refuse au contraire une portée générale et le ramène au cas d'espèce qu'il concerne.

M. Ripert prend soin de noter que la Cour de cassation pouvait éviter toute équivoque en se bornant à déclarer que c'était une application de l'article 1384. Si elle ne l'a pas fait, c'est intentionnellement. Elle a voulu engager l'avenir en donnant une formule d'une généralité absolue. Il appartient au juge civil, dit-elle, de rechercher « si les faits ne constituaient pas un quasi-délit entraînant la responsabilité de l'auteur ».

Cette déclaration ne tient compte ni de la nature des faits ni du caractère du tribunal qui a statué. C'est la formule d'avant 1912 qui est reprise. Pour le savant professeur, l'évolution de la Cour de cassation n'est pas douteuse. Lors de son premier revirement, elle avait posé l'identité absolue des fautes. Quelle que soit la juridiction qui statue, l'acquiescement pénal entraînait une libération complète de l'auteur de l'accident. Or, actuellement, elle a formellement admis le contraire pour les tribunaux spéciaux. Les mêmes raisons l'entraînent plus avant et elle prépare son revirement par une thèse des plus larges. C'est que la faute civile est d'une compréhension plus étendue que la faute pénale. Il y a pour chacun de nous une obligation de protéger les autres hommes contre les conséquences de notre initiative. On peut n'avoir commis aucune faute pénale et avoir violé cette obligation. Si le tribunal répressif n'a pas statué sur l'action civile,

(22) Voir les notes Ripert précitées; Savatier, D., 27. 1. 147.

il ne peut avoir quant à elle l'autorité de la chose jugée, puisqu'il n'a pas envisagé ce manquement à un devoir social.

M. Savatier ne croit pas à ce revirement. La Cour de cassation était allée trop loin en 1912. Elle a compris son erreur et a limité l'identité des fautes aux juridictions qui connaissent du fond de l'affaire. Les tribunaux correctionnels y restent donc soumis. M. Savatier déclare lui-même que depuis 1912 l'accord s'est fait entre la Chambre des requêtes et la Chambre civile pour maintenir l'identité des fautes. Aucune décision de la Chambre civile n'a été rendue depuis cette date, et on veut arguer, dit-il, d'un arrêt rendu en matière spéciale. Cela est d'autant plus illogique que le juge criminel peut, par le jeu des circonstances atténuantes, abaisser la peine au minimum, soit 1 franc d'amende. Il n'hésitera jamais à condamner si une faute, si légère soit-elle, a été commise.

Telles sont les deux opinions en présence : il est assez difficile de les départager. La Cour suprême ne s'est pas prononcée formellement. Les derniers arrêts, assez contradictoires, ne permettent pas, au surplus, de définir sa position actuelle.

Dans l'arrêt *Derivoz-Mermillod* ⁽²³⁾, la Chambre civile semble affirmer l'identité des fautes des articles 1382 du Code civil et 319 du Code pénal. Elle casse un arrêt de la Cour de Chambéry qui avait admis la dualité des fautes, mais elle permet cependant des poursuites civiles pour le cas où le juge correctionnel n'aurait pas englobé certains faits dans les motifs de ses décisions.

Un arrêt récent ⁽²⁴⁾ pourrait bien marquer une tendance

(23) Civ. cass., 15 janv. 1929, D. H., 29, p. 116.

(24) Civ. rej., 10 févr. 1931, *Gaz. Pal.*, 31. 1. : *Contra* Dijon, 20 févr. 1931, en sous-note.

vers l'idée de dualité des fautes. La Cour suprême y pose une formule susceptible d'une très large interprétation. « En matière correctionnelle, dit-elle, le dispositif de la décision rendue et ceux de ses motifs qui en sont le soutien nécessaire ont seuls une autorité absolue de chose jugée. »

N'est-ce pas la possibilité de reprendre au civil, en dehors de toute idée pénale, les faits déjà présentés au juge criminel? N'y en a-t-il pas, parmi eux, certains qui constituent une faute civile, dont seul le juge de droit privé pourra connaître?

Mais l'évolution qu'on se plaisait à voir découler de cette décision semble assez compromise par le dernier arrêt de chambre civile ⁽²⁵⁾. Elle affirme que, en matière de blessures par imprudence, la seule prescription applicable est celle de trois ans. Quoique la question ne soit pas discutée, l'opposition que la chambre civile reconnaît entre le cas de blessures et celui de dommages matériels semble marquer sa volonté de rester, au moins pour le moment, au *statu quo*.

Cet arrêt n'engage cependant pas l'avenir. La Cour de cassation n'a pas eu, en effet, l'intention de juger dans cette affaire un point aussi important. La question reste donc entière. Tant qu'un débat public ne sera pas intervenu, il n'est pas possible d'argumenter de façon vraiment sérieuse. Il ne subsiste donc, à tout prendre, qu'une impression défavorable; mais il ne faut pas perdre de vue que l'on est bien près cependant de la dernière limite des concessions jurisprudentielles.

(25) Civ. cass., 22 juin 1934, *Gaz. Pal.*, 31. 2. 457.

CONCLUSIONS

Parvenu au terme de notre étude, il nous est facile de conclure en suivant pas à pas le guide judicieux qu'est la jurisprudence.

Partis de textes obscurs, mais en apparence défavorables aux droits des victimes, les tribunaux ont su s'en dégager et même en atténuer les conséquences dans une très large mesure.

L'effort continu et puissant qu'ils ont fourni au cours de ces dernières années a été couronné de succès. Ils sont parvenus à une solution équitable et généreuse. Mais ils n'ont pas osé cependant franchir complètement la dernière étape. Toujours, comme une barrière, se dresse le vieux principe d'unité des prescriptions. Tourné de tous côtés, attaqué de partout, il résiste encore aux assauts suprêmes. Tiendra-t-il longtemps encore ? Il est difficile d'être prophète, mais il semble bien que ses jours sont comptés.

Telle qu'elle est actuellement, cette évolution nous permet de suivre le développement majestueux et lent d'un grand courant jurisprudentiel. On y peut saisir sur le vif l'influence des éléments extérieurs, du milieu économique et social sur les décisions des tribunaux. On en peut déduire qu'il n'y a pas que la loi écrite, mais qu'il y a aussi les nécessités impérieuses de la vie, qui ne peuvent jamais être oubliées impunément.

Cette évolution nous révèle également l'œuvre utile de la

jurisprudence. Son but y est clairement mis à jour. Nos tribunaux ont, parmi leurs grands devoirs, celui de savoir à toute époque accorder les textes et les faits. Nous avons vu comment, par une interprétation plus large, plus bienveillante des textes, ils peuvent parvenir à écarter ceux qui ont vieilli. Les lois, comme toutes choses ici-bas, subissent l'influence du temps. Les faits de la vie économique se transforment à tout moment, les textes, au contraire, demeurent.

A ce moment, nous apercevons nettement la limite des pouvoirs du juge. Il a pu réduire les effets de la loi, il n'a pu les supprimer. C'est au législateur qu'il appartient alors de rétablir l'harmonie qui s'est rompue, de fixer, eu égard aux aspirations du milieu social, les nouvelles directives que la jurisprudence a dégagées, mais n'a pas le pouvoir d'imposer.

En notre matière, une intervention du législateur serait souhaitable; elle aurait pour but de limiter l'application des articles 637 et suivants du Code d'instruction criminelle au seul cas où l'action civile et l'action pénale sont intentées en même temps devant le juge répressif. Au contraire, elle devrait laisser sous l'empire du droit commun la poursuite d'une action en réparation du dommage causé par le délit intentée devant le juge civil.

VU, *Le Doyen,*

J.-G. FERRON.

VU, BON A IMPRIMER :

Le Président,

R. POPLAWSKI.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Bordeaux, le 12 décembre 1931.

Le Recteur de l'Académie,

F. DUMAS.

Les visas exigés par les règlements ne sont donnés qu'au point de vue de l'ordre public et des bonnes mœurs. (Délibération de la Faculté du 12 août 1879.)

BIBLIOGRAPHIE

ANCIEN DROIT

- Arrêts du Parlement de Provence.* — T. I, 1^{re} part., tit. II, chap. I, 1670, Guignard, édit.
- BRUNEAU. — Nouveau traité des criées. 3^e éd., 1704, Jacques Le Febvre, édit.
- Observations et Maximes sur les matières criminelles, t. I, 1736, Cavalier, édit.
- CHARONDAS DE CARON. — Réponses et décisions du droit français, liv. 6, réponse 87. 1612, Métayer, imprimeurs.
- Julii Clari Opera*, liv. V, question 31. 1672. Apud Joannum Pavelhe.
- Décisions sommaires du Palais.* — V^o Prescription, P, n^o 66. 6^e édit., 1749, Lacornée, édit.
- DUNOD DE CHARNAGE. — Traité des prescriptions, 1774, Briasson, libraire.
- JOUSSE. — Idée de la justice criminelle. Nouveau commentaire sur l'ordonnance criminelle du mois d'août 1670. 1756, Debure l'aîné, édit.
- LOUET. — Recueil de plusieurs notables arrêts du Parlement de Paris, t. I, C, sommaire 47. 1693, Denys Thierry, édit.
- MUYART DE VOUGLANS. — Institutes de droit criminel. 1768, chez Le Breton, édit.
- ROUSSEAU DE LA COMBE. — Traité des matières criminelles suivant l'ordonnance du mois d'août 1670. 3^e édit., 1744, Legras édit.
- SERPILLON. — Code criminel ou commentaire de l'ordonnance de 1670. 1767, Périssé, édit.
- POTHIER. — Procédure criminelle, t. XXV, 1825, Thomine et Furtie, libraires.

DROIT MODERNE

- AUBRY et RAU. — Cours de droit civil français, t. VI. 1920, 5^e éd., Librairie générale de jurisprudence.
- BAUDRY-LACANTINERIE et TISSIER. — De la prescription 4^e éd., 1924, Sirey, édit.
- BERTAULD. — Cours de Code pénal et leçons de législation criminelle. 4^e édit., 1873, Librairie générale de jurisprudence.
- BESSON. — Note au *Dalloz périodique*, 1928, 1^{re} partie, p. 424.
- BEUDANT. — Note au *Dalloz périodique*, 1869, 1^{re} partie, p. 217.
- BOITARD. — Leçons de droit criminel, 44^e leçon. 10^e éd., 1872, Cotillon et fils, édit.
- BOURGUIGNON. — Jurisprudence des codes criminels, t. II. 1825, Librairie de jurisprudence et d'administration.
- BRUN DE VILLERET. — Traité théorique et pratique de la prescription en matière criminelle. 1863, Durand, édit.
- CARNOT. — Commentaire sur le Code pénal, t. I.
- COLLET. — Revue critique de législation et de jurisprudence, t. XXXIII, année 1868.
- COUSTURIER. — Traité de la prescription en matière criminelle. 1849, F. Decq, édit.
- DEMOGUE. — Traité des obligations en général, t. IV. 1923, Arthur Rousseau, libraire.
- DURANTON. — Cours de droit français, t. XIII. 3^e éd., Alex Goblet, édit.
- HÉLIE (Faustin). — Traité d'instruction criminelle, t. II, 2^e éd., Cotillon et fils, édit.
- LALOU. — La responsabilité civile. Paris, 1928. Dalloz, libraire.
- LE GRAVEREND. — Traité de la législation criminelle, t. I. 2^e éd., 1823, Berchet, édit., Paris.
- LE POITEVIN. — Note au *Recueil Sirey*, 1899, 1^{re} part., p. 82.
- LE SELLYER. — Traité de la criminalité, de la pénalité et de la responsabilité, t. I. 1867, Réaux, édit., Paris.
- Traité de l'exercice et de l'extinction des actions publique et privée, t. II. 1870, Pichon-Lamy, édit.
- LOCRÉ. — La législation civile, commerciale et criminelle de la France, t. XXVIII, 1834, Trenttel et Würtz, édit.
- MANGIN. — Traité de l'action publique et de l'action civile en matière criminelle, t. II. 3^e éd., 1876, Larose, libraire.
- MARCADÉ. — Explication du Code Napoléon, De la prescription. 6^e éd., 1867, Delamotte, édit.

- MERLIN. — Répertoire de jurisprudence, t. XII, v° *Prescription*.
5^e éd., 1828, Rouet. édit.
- NAST. — Note au *Dalloz périodique*, 1910, 2^e part., p. 273.
- PLANIOL et RIPERT. — Traité pratique du droit civil français.
t. VII, 1930, Librairie générale du droit et de jurisprudence.
- R. C. — Note à la *Gazette du Palais*, 1928, 2^e semestre, p. 372.
- RIPERT. — Note au *Dalloz périodique*, 1925, 2^e partie, p. 5.
- RODIÈRE. — Éléments de procédure criminelle. 1845. Joubert et Videcocq.
- SAVATIER. — Note au *Dalloz périodique*, 1927, 1^{re} partie, p. 147.
— Note au *Dalloz périodique*, 1928, 1^{re} partie, p. 153.
- TROPLONG. — Droit civil expliqué. De la prescription. 4^e éd., 1857,
Charles Hingray, édit.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	5

PREMIÈRE PARTIE

Aperçu sur le mouvement législatif et doctrinal concernant la question.

CHAPITRE PREMIER. — <i>Le mouvement législatif</i>	11
<i>Section I.</i> — L'ancien droit et le droit intermédiaire.....	11
<i>Section II.</i> — Le Code d'instruction criminelle.....	14
<i>Section III.</i> — Les lois nouvelles.....	16
CHAPITRE II. — <i>Le mouvement doctrinal</i>	19
<i>Section I.</i> — L'ancien droit.....	19
<i>Section II.</i> — Le droit moderne.....	23
CHAPITRE III. — <i>Les causes économiques et morales de ce mouvement</i>	36
<i>Section I.</i> — L'ancien état de choses.....	36
<i>Section II.</i> — Les faits nouveaux : les accidents du travail, les accidents d'automobiles.....	37
<i>Section III.</i> — L'évolution des idées sur la moralité de cer- taines infractions.....	42

DEUXIÈME PARTIE

L'établissement du principe de l'unité des prescriptions pénale et civile.

CHAPITRE PREMIER. — <i>Les hésitations jurisprudentielles sur l'unité ou la dualité des prescriptions</i>	45
CHAPITRE II. — <i>La consécration du principe de l'unité des prescrip- tions</i>	50
<i>Section I.</i> — L'action contre l'auteur du délit.....	52
<i>Section II.</i> — L'action contre le tiers civilement responsable.....	58

	Pages
CHAPITRE III. — <i>Caractères et conséquences du principe de l'unité des prescriptions</i>	65
<i>Section I.</i> — Le caractère d'ordre public.....	65
<i>Section II.</i> — Les effets de la transaction et de la reconnaissance de dette.....	71
<i>Section III.</i> — La suspension de la prescription.....	75
CHAPITRE IV. — <i>L'application par le juge du principe de l'unité des prescriptions</i>	79
<i>Section I.</i> — La libre qualification des faits par le juge.....	79
<i>Section II.</i> — La prescription applicable après la condamnation pénale.....	83
CHAPITRE V. — <i>L'exagération des conséquences du principe de l'unité des prescriptions</i>	95
<i>Section I.</i> — L'inefficacité de la mort du prévenu sur la durée de la prescription.....	95
<i>Section II.</i> — L'application du principe de l'unité des prescriptions aux conséquences du délit nées après la prescription pénale.....	100
<i>Section III.</i> — L'identité de la faute prévue par les articles 1382 du Code civil et 319 du Code pénal.....	110
CHAPITRE VI. — <i>Les limites du champ d'application du principe de l'unité des prescriptions</i>	116
<i>Section I.</i> — L'application de la règle <i>Omnes actiones quae tempore pereunt</i>	116
<i>Section II.</i> — L'application de la règle <i>Quae temporalia sunt</i> ..	120
<i>Section III.</i> — La prescription est purement extinctive, jamais acquisitive.....	121

TROISIÈME PARTIE

Les inconséquences du système jurisprudentiel.

CHAPITRE PREMIER. — <i>L'auteur du délit s'abrite derrière sa faute</i>	125
CHAPITRE II. — <i>L'influence de la minorité pénale</i>	129
<i>Section I.</i> — L'influence sur la durée de l'action civile.....	129
<i>Section II.</i> — L'inconséquence du système jurisprudentiel ...	133

	Pages
CHAPITRE III. — <i>La nature et la durée de l'action récursoire du tiers civilement responsable</i>	135
<i>Section I.</i> — La nature juridique de l'action récursoire.....	135
<i>Section II.</i> — La durée de l'action récursoire.....	137
CHAPITRE IV. — <i>La comparaison avec l'amnistie</i>	139
<i>Section I.</i> — L'amnistie et ses principales conséquences	139
<i>Section II.</i> — La comparaison de la prescription et de l'amnistie.....	142
<i>Section III.</i> — La question de la « puissance rétroactive » de l'amnistie en face de la prescription.....	144

QUATRIÈME PARTIE

Les efforts de la jurisprudence pour échapper au principe de l'unité des prescriptions.

CHAPITRE PREMIER. — <i>Les tendances nouvelles</i>	149
<i>Section I.</i> — L'exclusion des actions étrangères au délit.....	149
<i>Section II.</i> — L'exposé de la nouvelle orientation jurisprudentielle.....	151
<i>Section III.</i> — L'influence de la guerre de 1914.....	153
CHAPITRE II. — <i>Les premières applications des idées nouvelles</i>	156
La revendication d'objets volés.....	157
La répétition des sommes indûment payées ou retenues.....	160
La faute dans le mandat ou la gestion d'affaires.....	161
La réparation du dommage causé par des contrefaçons.....	162
L'atteinte à un monopole	163
L'abus d'usage des cours d'eau	164
Le vice de construction ou de qualité.....	165
Les traités particuliers passés par les compagnies de chemins de fer avec des tiers.....	166
Les crimes et les délits dans la faillite.....	166
Les infractions aux lois sur les constitutions de sociétés	167
Les dénonciations calomnieuses.....	168
Les injures en matière de presse	168
Un cas curieux : l'influence du délit commis par un tiers étranger à l'action.....	168
CHAPITRE III. — <i>Les accidents du travail</i>	171
<i>Section I.</i> — La théorie de la base contractuelle du droit à réparation.....	171

	Pages
Section II. — Le rejet par la jurisprudence française.....	173
CHAPITRE IV. — <i>L'élargissement de la tendance nouvelle : La question des dommages matériels</i>	176
Section I. — L'atteinte au droit de propriété.....	177
§ 1. — L'atteinte à la propriété immobilière.....	177
§ 2. — L'atteinte à la propriété mobilière.....	182
§ 3. — La propriété corporelle.....	184
Section II. — Le dommage causé et la faute de l'article 1382 du Code civil.....	187
§ 1. — L'obligation d'alléguer une faute nettement précisée.....	190
§ 2. — La simple allégation de l'article 1382 ou d'une faute en général.....	193
Section III. — La faute par omission.....	196
CHAPITRE V. — <i>L'élargissement de la tendance nouvelle : La question des atteintes à l'intégrité corporelle</i>	199
Section I. — Les blessures ne constituent pas un délit.....	200
Section II. — La violation d'un contrat préexistant.....	202
Section III. — L'application de l'article 1384 du Code civil...	206
Section IV. — Le retour à la dualité des fautes civile et pénale.....	211
CONCLUSIONS.....	219
BIBLIOGRAPHIE.....	211

◆◆◆ BORDEAUX ◆◆◆
IMPRIMERIE CADORET
3, PLACE SAINT-CHRISTOLY, 3.
